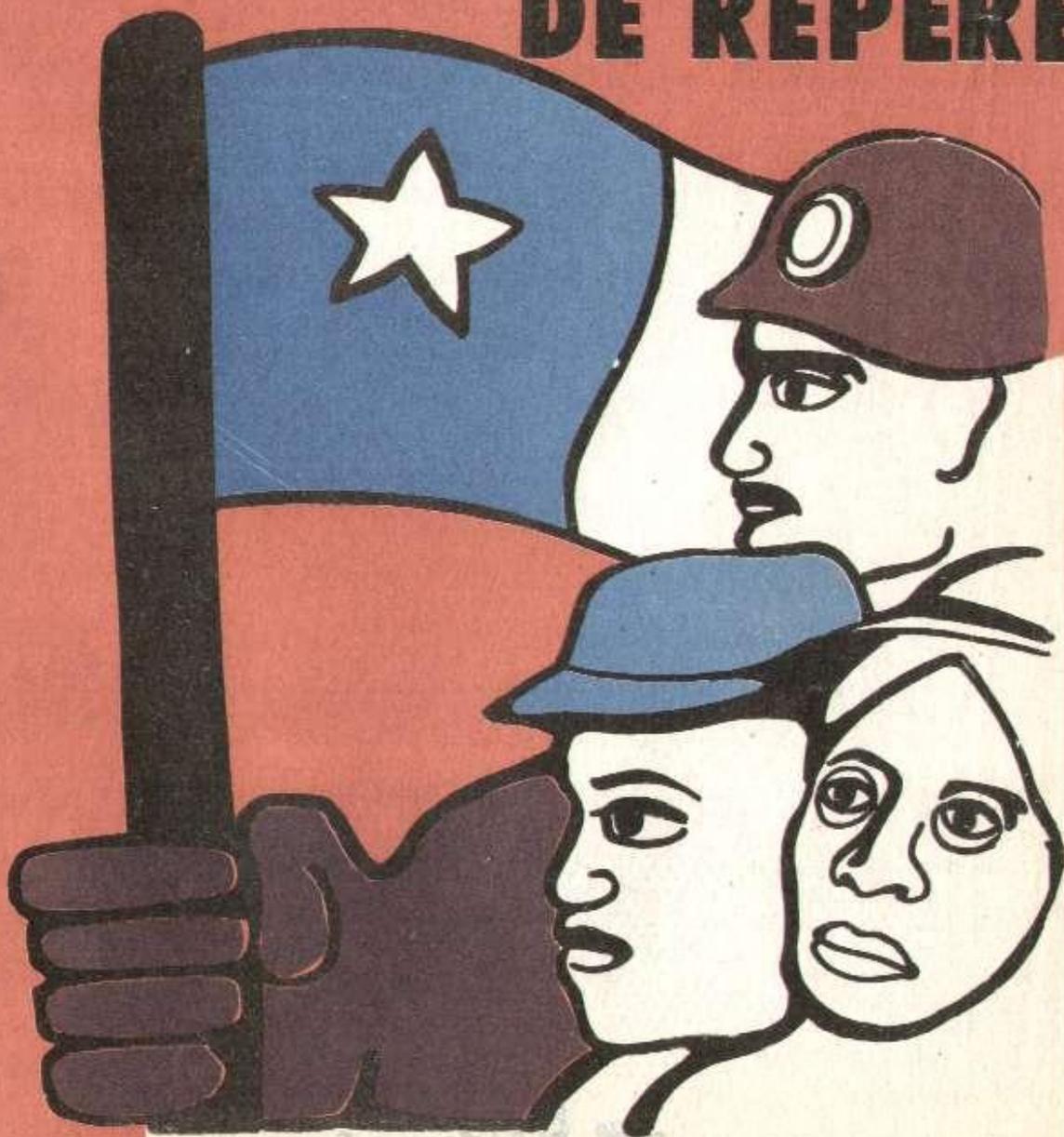


# front rouge

ORGANE CENTRAL  
du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE  
marxiste-léniniste

DU RPF AU RPR :  
VERS LA CRISE POLITIQUE

## CHILI : QUELQUES POINTS DE REPERE



# front rouge

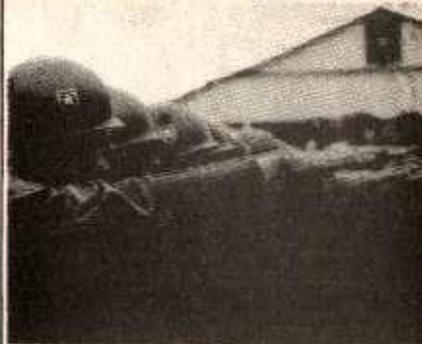
ORGANE CENTRAL  
du  
PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE  
marxiste-léniniste

BP 68 - 75019 PARIS  
N° 12 JANVIER 77 5 F

## Sommaire

<b>Editorial</b>	p. 3
<b>Du RPF au RPR :</b> - Vers la crise politique	p. 5
<b>Parlement Européen :</b> - Contre l'indépendance nationale	p. 10
<b>A propos du travail syndical :</b> - L'antisyndicalisme, rançon du révisionnisme	p. 14
<b>Dossier Chili :</b> - Quelques points de repère	p. 21
<b>Enquête :</b> - Les travailleurs du Livre aujourd'hui : La fin d'une corporation	p. 29
<b>Caisse d'Épargne :</b> - «Les OS de la paperasse les mieux payés de France»	p. 32
<b>Critique de film :</b> - Un point de vue sur «1900»	p. 34
<b>Histoire du mouvement ouvrier :</b> - La théorie des forces productives	p. 36
<b>URSS :</b> - La répression en URSS	p. 43
<b>Vietnam :</b> - Après le IV <sup>e</sup> Congrès du PTV	p. 46

Dossier Chili : p. 21



Parlement Européen :  
Élection  
au suffrage universel p. 10



URSS : La répression p. 43



FRONT ROUGE

*Nous nous excusons du retard avec lequel sort ce numéro de Front Rouge, retard dû à des problèmes de montage.*

# front rouge

COMITE DE REDACTION

Max CLUZOT (Directeur Politique)  
Annie COSSIN (Secrétaire  
de rédaction)  
Richard DESGRAVES  
Julien ESTEVE  
Gabriel FERRÉOL  
Michel FLORAC  
Jean-Pierre MORVAN  
Guy MORY  
Stéphane RAYNAL  
Charles VILLAC  
Jean-François VITTE

# editorial

**L**es événements politiques de ce début de l'année 77 sont venus confirmer non seulement la faiblesse d'ensemble déjà bien étalée de la bourgeoisie française, mais aussi les difficultés propres, spécifiques, de toutes les formations politiques qui aspirent, d'une manière ou d'une autre, à participer au gouvernement après les prochaines législatives.

**L**es difficultés qui ont été les plus soulignées, sont évidemment celles du président de la république et des formations qui le soutiennent. Les échecs de Giscard commencent effectivement à faire nombre. Avec «*Démocratie française*», Giscard voulait ouvrir de nouvelles perspectives aux Français : l'échec retentissant de ce projet flou et flasque à la fois est tel qu'aujourd'hui plus personne ou presque n'y fait référence ! Avec sa «*conférence de clarification*», Giscard entendait mettre un peu d'harmonie dans les troupes de la droite et atténuer sa rivalité publique avec le RPR : la candidature Chirac à la mairie de Paris a torpillé tous ces efforts. Qui peut apporter le moindre crédit aujourd'hui à la description giscardienne («*une majorité pluraliste qui s'organise*») des contradictions qui secouent de plus en plus durement sa «*majorité*» ? Personne évidemment, pas même ses plus proches alliés qui, comme Dominati ou Lecanuet ont dénoncé hargneusement dans la candidature Chirac un «*défi public*» au président de la république. Sourde et mal

cachée depuis plus d'un an, la fracture de la coalition gouvernementale est aujourd'hui carrément ouverte ! C'est sans doute là, la seule clarification de ce mois de janvier, même si c'est tout le contraire de celle annoncée par Giscard.

**E**n menant tambour battant son dépôt de candidature, Chirac, fidèle à sa manière, cherche à donner l'impression de force, d'autorité qui fait tant défaut aux giscardiens. Laisant volontairement dans le flou son programme dont on sait simplement qu'il est dirigé contre la «*coalition collectiviste de la gauche*», Chirac joue essentiellement sur ses prestations d'homme de droite musclé pour rallier à lui les électeurs giscardiens déçus. Mais la précipitation avec laquelle a été déposée sa candidature à l'Hôtel de Ville, laisse deviner certaines difficultés que rencontre, semble-t-il le RPR actuellement. D'une part la candidature Chirac montre que contrairement à tout ce que disait le RPR précédemment, la candidature d'Ornano n'était pas si inoffensive que cela et menaçait réellement la liste RPR. D'autre part la dynamique enclenchée par Chirac le 5 décembre ne marque pas de progrès irrésistible, et même donne par endroit certains signes d'essoufflement. Le succès limité du meeting de Strasbourg (premier meeting régional engagé par le RPR) ou l'échec du candidat RPR au conseil régional de Lorraine (il est vrai que c'était

# editorial (suite)

Messmer), témoignent de ces fausses notes dans le développement du RPR. Prenant le risque pour relancer cette dynamique, de se présenter lui-même à Paris, Chirac montre par-là même certains signes de la fragilité de son projet.



**L**a fracture ouverte de la «majorité» qui a fait élire Giscard n'est pas faite pour surprendre les responsables du PS, ni pour leur déplaire. Le week-end précédent, Mitterrand indiquait au parti révisionniste que le PS était la pierre angulaire de toutes les constructions politiques qui pouvaient être mises sur pied pour gouverner. Exploitant à fond le rôle de parti charnière du PS, il est une fois de plus confirmé, que nombre de ses responsables entendent toucher les plus valeurs électorales de l'union de la gauche, puis plus tard, s'engager dans la reconstitution d'une alliance gouvernementale avec Giscard. Commentant la candidature Chirac, Defferre indiquait nettement le choix que Giscard devrait trancher après 78: «Gouverner avec Chirac ou avec Mitterrand». Mais au fur et à mesure que se précipitent ces échéances, le PS voit s'approfondir dans ses rangs les divergences avec la fraction du CERES, qui milite ouvertement pour le maintien de «l'union de la gauche», sa «consolidation», et prépare le congrès de juin dans cette perspective. Réclamant la remise en chantier du programme commun justement sur les sujets qui divisent la «gauche», le CERES accuse ainsi plus nettement la fragilité congénitale de cette alliance. Ce n'est pas particulièrement un signe de force pour le PS que de voir dénoncer en son propre sein, et avant l'heure, l'alliance qu'il se prépare à nouer avec Giscard !



**Q**uant au PCF, il ne voit pas plus de différence entre Giscard et Chirac aujourd'hui, qu'entre Pompidou Poher en 1969, et il ressort pour l'occasion sa fine analyse politique «bonnet blanc et blanc bonnet». Une telle myopie de commande, n'a évidemment qu'un seul but : rendre moins visible le divorce profond qui sépare les deux alliés de l'union de la gauche. Nier les divisions réelles de la droite et leur fondement, c'est nier la possibilité très réelle aussi, qu'une autre combinaison politique se forme, au cours de la législature suivante axée sur la collaboration du PS avec les forces du «centre». Evidemment les responsables du PCF n'ignorent rien de cette réalité ! Mais à moins de deux mois des municipales, à proximité

des législatives, le PCF ne peut tendre ses rapports avec son «allié» sans porter un coup fatal à l'union de la gauche et sans révéler aux travailleurs l'impasse dans laquelle il tente de les fourvoyer depuis des années. Aussi, tout en polémiquant modérément avec le PS sur la répartition des sièges municipaux, soutient-il la thèse invraisemblable d'un complot monté par la droite qui ferait semblant de se diviser pour abuser les travailleurs !

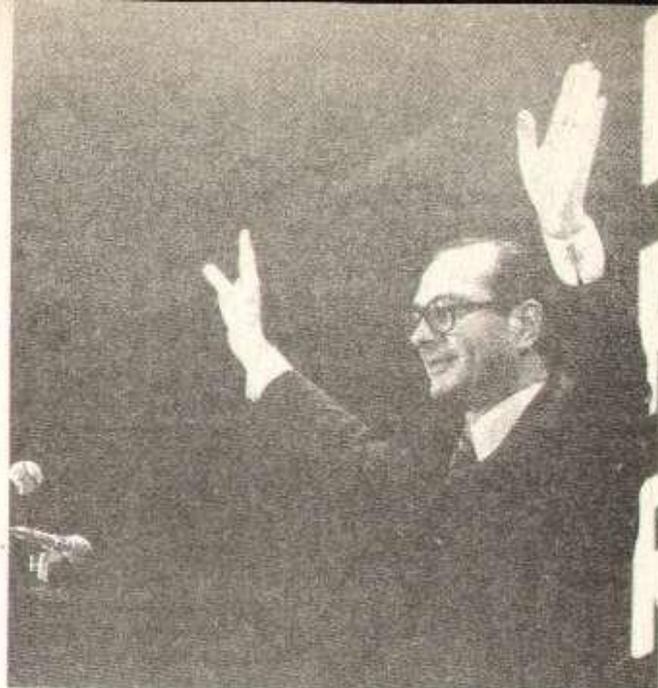


**D**ivision à droite, division à gauche, bruits répétés d'élections anticipées, fragilité et faiblesse répartis sur tout l'échiquier des partis de la bourgeoisie, le spectacle qui nous est offert révèle la pleine crise de cette bourgeoisie. Ses organes d'information peuvent d'ailleurs difficilement cacher cette faiblesse et ce désarroi. Une seule chose semble la réjouir, la mise en œuvre du plan Barre et l'intransigeance continue manifestée devant les luttes des travailleurs et leurs revendications. On n'avait jamais autant parlé de la grève des Caisses d'Épargne que le jour où le travail, après trois mois de grève, a repris. De même, on entend complaisamment, les commentateurs s'étendant sur les luttes qui marquent le pas. Mais, loin d'être un signe de force pour la bourgeoisie, le reflux momentané des luttes que l'on peut constater actuellement, n'est que plus lourd de menaces. La force emmagasinée du mécontentement des travailleurs et des puissantes aspirations qui les animent, est effectivement aujourd'hui contenue par les efforts conjugués de la droite qui gouverne, et de la gauche qui, dans les syndicats, impose depuis le 7 octobre le fractionnement des actions, leur dispersion. Ce mécontentement accumulé qui ne s'exprime pas aujourd'hui ouvertement et manière large n'en explosera que plus violemment le moment venu. C'est pourquoi, le caractère bloqué de la situation tel qu'il apparaît aujourd'hui est éminemment dangereux pour la bourgeoisie



**C'**est ce que pressentent largement les travailleurs. Les multiples éclats dans les partis bourgeois ne font que leur révéler avec plus de force comment cette société est pétrie de contradictions insurmontables et a, plus que jamais, fait son temps. C'est l'heure du socialisme qui doit sonner ! Dans cette période où l'on cherche à river l'attention de la classe ouvrière sur les élections qui se préparent, l'aspiration profonde des travailleurs à une autre société doit trouver une réponse claire et précise : c'est aux vrais communistes de tracer, particulièrement dans cette période, la perspective de la révolution prolétarienne et du socialisme que nous voulons !

## VERS LA CRISE POLITIQUE



Chirac à la fondation du RPR

● Le 7 avril 1947, à Strasbourg, le «Rassemblement du peuple français» est créé par De Gaulle. Le 5 décembre 76 à Versailles, Chirac met en place le «Rassemblement pour la République». Quels liens et quelles ruptures entre ces deux événements ? C'est ce qu'il nous faut examiner sous quelques aspects.

### **Le RPR : se rassembler contre la lutte de classe, contre le Régime d'Assemblée et De Partis**

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, de Gaulle ne demeurera que quelques mois comme chef de gouvernement. Dès le 21 janvier 1946, il démissionne. Il ne tolère pas ce qu'il appelle le régime des assemblées et des partis. Ce qu'il veut, c'est une autre constitution où la prépondérance du gouvernement soit affirmée avec netteté. Dès le mois d'avril de l'année suivante, il appelle donc au «Rassemblement du peuple français». Son objectif est alors de constituer une force qui pourra le ramener au pouvoir le moment venu. Ses discours dans cette période, notamment celui de Bayeux, lui permettent de présenter les conditions de son projet.

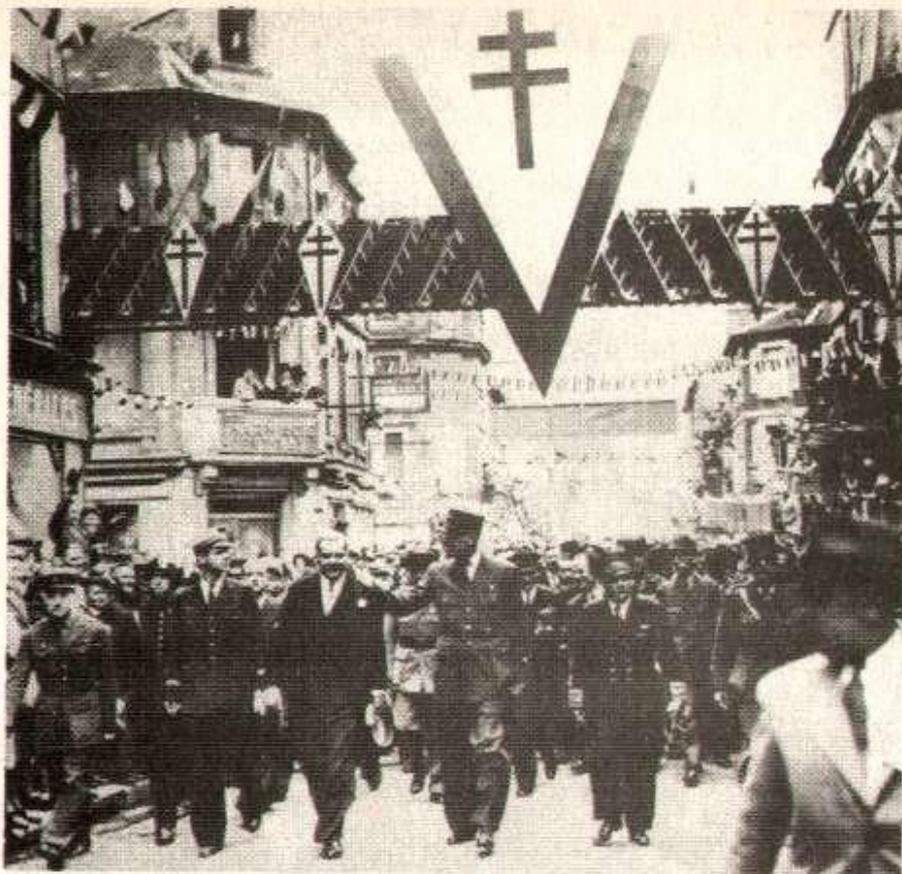
Le RPF se défend d'être un parti, il s'agit selon de Gaulle de rassembler ceux qui peuvent l'être, non sur un programme précis, mais sur des «objectifs». La prétention est de regrouper sur un certain nombre d'idées communes : l'indépendance du pays, le renforcement de l'autorité de l'Etat, la rénovation économique, bref ce qui incarnerait l'intérêt supérieur de la Nation.

Ce qui anime plus directement ceux qui répondent alors à l'appel de de Gaulle c'est un anti-communisme viscéral, et une volonté farouche de s'opposer à toute manifestation de la lutte de classe, notamment toute tentative de la classe ouvrière à faire prévaloir son propre intérêt. Au désordre et à la gabegie de l'Etat, il faut substituer un Etat capable de préserver l'ordre public. Au pouvoir qui dépend des partis et de leurs combinaisons, il faut substituer un pouvoir puissant avec à sa tête le chef de l'Etat, dirigeant le pouvoir exécutif.

L'objectif affirmé de de Gaulle pour le rassemblement qu'il veut mettre en place, ce n'est rien, moins que de mettre fin à l'antagonisme entre les classes ! Il s'agirait, au-delà des idées politiques, croyances religieuses ou philosophiques, d'unir tous les «bons Français», tous les «vrais Français». Mais si l'unité de ce rassemblement ne peut se faire sur la base d'une doctrine définie, de points de vue nettement délimités, elle se fait sur une base foncièrement réactionnaire, intégrant tous ceux qui veulent l'ordre, l'autorité. Car le péril qui fondamentalement justifie le Rassemblement selon de Gaulle, c'est bien celui qui vient de la lutte des classes. C'est bien contre celle-ci qu'il faut se mobiliser ; et pour cela, deux aspects complémentaires d'une même politique : s'efforcer d'étouffer cette lutte par les promesses démagogiques sur l'asso-

ciation entre actionnaires, cadres et travailleurs, et si cela n'est pas efficace, utiliser l'Etat pour ramener l'ordre républicain. De ce point de vue, en cas de nécessité, le RPF indique nettement qu'il se rangerait aux côtés de la police et de l'Etat pour défendre la République. Le RPF n'a donc pas simplement pour fonction, dans le projet de De Gaulle, de préparer sa venue au pouvoir ; il constitue une force qui se prolonge dans des groupes de service d'ordre prêts aux coups de main si la situation l'exige de leur point de vue, en clair, si des affrontements de classe violents se présentent.

Toutefois, de Gaulle saura aussi, dès ce moment, capitaliser à son profit, des aspirations qui existent dans le peuple. Ainsi, il s'appuiera notamment sur la volonté d'indépendance largement présente et payée au prix du sang par de nombreux Résistants, ouvriers et paysans. Mais surtout, il saura pour la bourgeoisie, présenter un projet et un recours. Il dessine les grands traits de la réorganisation du pouvoir où le chef de l'Etat dirige l'exécutif et n'est plus dépendant de majorités parlementaires instables. Il propose un Etat capable d'imposer son autorité, et l'ordre. Il fustige la rivalité des partis de la IV<sup>e</sup> République, incapables de s'entendre et de faire prévaloir l'intérêt d'ensemble de la bourgeoisie. Il prétend dépasser les divisions, et écarter ce qui hante les gouvernements bourgeois notamment ▶



16 juin. A Bayeux, de Gaulle appelle à la constitution d'un «Etat fort».

depuis la Commune : la lutte de classes ouverte, l'affirmation de ses propres intérêts par le prolétariat. Il prétend donc restaurer l'unité du pays, autour du projet qu'il développe. Il s'élève contre la mollesse et la corruption du système parlementaire tel qu'il existe alors. Il développe l'anti-parlementarisme, accusant le système politique de la V<sup>e</sup> République d'être incapable de former une majorité stable. Il met en évidence l'impuissance à laquelle cela conduit le gouvernement, alors incapable de résoudre les problèmes auxquels se trouve confronté l'impérialisme français. Il s'agit pour de Gaulle de rééquilibrer ce système. Et surtout, il prétend écarter le péril communiste par des réformes sociales adaptées.

Le RPF éclatera dès 1953, son groupe à l'assemblée se divisant à propos de l'investiture de Pinay, comme président du Conseil. C'est de Gaulle lui-même qui interviendra pour dissoudre le groupe, écartant ainsi le danger pour les députés qui se réclament de lui d'entrer dans «le jeu stérile des combinaisons de partis», et ainsi compromettre l'avenir du gaullisme. Mais de Gaulle aura ainsi capitalisé des forces disponibles pour le moment où les événements le serviront. Et ceux-ci interviendront assez vite : dès mai 1958, une crise politique paralyse et divise appareils et partis bourgeois, incapables de trancher à propos de la politique concernant notamment l'Algé-

rie. La prise du pouvoir par de Gaulle permettra à celui-ci d'imposer ses desseins.

Le parti qui le soutiendra à l'assemblée, parti gouvernemental— l'Union pour la Nouvelle République— reprendra à son compte les grandes orientations gaullistes. Il se voudra ce point de convergence où se rassemblent ceux qui s'opposent à la lutte de classes. Il développera lui aussi un anti-communisme outrancier. Ses membres seront en réalité les représentants de commerce du gouvernement, comme l'affirmera l'un d'eux en 1969. En fait de doctrine, il aura la politique du gouvernement. Et il conservera la tradition RPF en prolongeant le service d'ordre de celui-ci par le «Service d'action civique», instrument paramilitaire au service du pouvoir, dirigé notamment contre ceux engagés en France dans le soutien conséquent à la lutte de libération du peuple algérien. A l'époque, une circulaire du SAC déclarait «S'il y a cent mille rebelles en Algérie, il y aura bien cent mille Français à croire eux-mêmes. Pour tous ceux-là, la lutte est immédiate» et promettait des instructions secrètes et détaillées pour des actions généralisées.

En tout cas, dans les années 60, de Gaulle parvient momentanément à ce qu'il escomptait par les réformes

institutionnelles du pouvoir. Par l'élection au suffrage universel, l'autorité de chef de l'Etat se trouve nettement renforcée, d'autant qu'il dirige l'exécutif et voit concentré en ses mains l'essentiel du pouvoir. Il dispose alors à l'assemblée du soutien quasi inconditionnel de l'UNR, et d'une majorité stable. Dans ces conditions, il peut préciser et commencer à mettre en œuvre le projet autour duquel il pourra rétablir une certaine unité des partis bourgeois traditionnels : prétention de la France à tenir tête aux pressions de l'impérialisme américain et à affirmer son indépendance ; politique néo-coloniale d'apparente amitié avec le Tiers Monde ; association Capital-Travail au plan intérieur, avec les mythes du progrès technique, de l'expansion, source de prospérité et du bonheur individuel de tous. C'est ainsi que de Gaulle parviendra dans les années 60, à rétablir provisoirement une certaine stabilité politique, autour d'un projet d'ensemble, et à duper momentanément une frange des masses. L'ébranlement brutal de mai 1968 marquera la grande fragilité des prétentions gaullistes, fera apparaître de profondes lézardes dans une domination de classe contestée à large échelle. Certes, les classes moyennes apeurées, apporteront massivement leurs suffrages au parti gaulliste, lors des élections législatives au lendemain de mai 68. Ainsi, l'UNR, devenue UDR l'armée précédente aura 293 députés, c'est à dire la majorité absolue à elle seule, fait sans précédent sous la V République.

Mais les législatives de mars 1973 sanctionneront brutalement le recul de cette formation politique : elle perdra plus de cent députés.

### De Pompidou à Giscard : des glissements significatifs

Rendre compte du recul électoral de ce parti quatre ans après un succès circonstanciel important exige d'examiner la situation même de l'impérialisme français dans cette période, en ne perdant pas de vue que ce recul ne constitue qu'un aspect spectaculaire d'une situation qui se transforme profondément dans son ensemble.

Si de Gaulle part en avril 1969, c'est, au-delà de l'échec du référendum sur la régionalisation, la sanction d'un écart de plus en plus significatif entre son projet et les capacités réelles de l'impérialisme français. Les prétentions de cet impérialisme à s'ériger en une sorte de troisième super puissance, son ambition à jouer un rôle hégémonique dans une Europe indépendante se trouveront durement contre-

carrées par la réalité des rapports des forces. En effet, tandis que l'impérialisme américain accentue ses pressions, l'URSS, qui s'est constituée en super puissance dans la décennie précédente, pèse d'un poids grandissant pour soumettre les impérialismes secondaires à ses volontés. Dans le même temps, l'impérialisme français doit manœuvrer en recul face à ses anciennes colonies et aux exigences accrues des pays du Tiers Monde qui se constituent en une force politique avec laquelle il faut désormais compter. En Europe même, c'est l'Allemagne qui se manifeste comme le chef de file, prônant une Europe sous l'égide américaine. Par ailleurs, le mythe de l'extinction de la lutte de classe vient de subir un démenti cinglant avec l'explosion de mai 68. Oui, de Gaulle devait partir : son projet devenait de plus en plus contradictoire avec la situation d'un impérialisme secondaire affaibli. Pompidou sanctionnera cette évolution. Plutôt que de la grandeur ou du destin de la France, il parlera du bonheur et de l'avenir des Français. Certes, et cela est nécessaire, le cadre politique tracé par de Gaulle reste identique, et Pompidou se réfère abondamment à celui-ci, insistant sur la pérennité de l'héritage à sauvegarder. Pourtant, et sur le plan des thèmes politiques et orientations tracés, sur le plan du fonctionnement des institutions, un glissement non perceptible nettement immédiatement, mais non moins réel, se produit.

En 1959, les gaullistes insistent pour que l'UNR ne se différencie en rien de l'action du gouvernement, mais au contraire explique et soutienne la politique de celui-ci pour convaincre le maximum d'électeurs. En novembre 71, cette nécessité d'un rassemblement unitaire et unanime autour des options fondamentales du gaullisme, alors censées être incarnées par Pompidou, est réaffirmée avec force. L'UDR doit constituer une force au service du chef de l'État, le soutenir dans son action. Mais dans le même temps, cette formation gaulliste a commencé à se transformer, changement engagé à Lille par Pompidou lui-même. En effet, d'une force essentiellement constituée la majorité parlementaire dont l'unité est scellée dans le prestige et l'autorité de de Gaulle, l'UNR devenue UDR se transforme en parti de la majorité qui fonctionne plus comme parti autonome, ce qui introduit la possibilité d'une disjonction entre cette formation et le gouvernement. C'est bien pour éviter cela que Pompidou ne pourra se permettre de reproduire la superbe gaullienne vis-à-vis de cette formation : il la consultera et éprouvera la nécessité de s'appuyer sur elle, d'intervenir pour renforcer son unité. Il marquera par là le besoin qu'il a d'elle, de son

soutien ; ce qui sanctionne un affaiblissement relatif de l'autorité du chef de l'État.

Par ailleurs, Pompidou s'appuie sur une majorité parlementaire qui intègre des forces centristes, forces traditionnellement peu enclines à la fermeté devant les pressions de l'impérialisme américain. S'il marque sa fidélité aux thèmes gaullistes, Pompidou a tendance à en atténuer le tranchant, le relief. De ce point de vue, il est sans doute significatif qu'il insiste sur la nécessité du réalisme. Il semble devoir porter une appréciation plus modeste des possibilités de la France. Ainsi, à la suite de la crise monétaire de l'automne 1968, qui ébranle l'apparente solidité du franc, il insiste sur la nécessité de se baser sur des « données vraies » pour envisager les remèdes. Quelques mois auparavant, de Gaulle affirmait la nécessité « d'achever de se reprendre sans recourir à la dévaluation ». Pompidou sera contraint, lui, d'y recourir. Les perspectives gaulliennes de réconciliation du Capital et du Travail se convertissent plus modestement en un maintien du thème de la participation, avec un ensemble de dispositifs de collaboration de classes : contrats de progrès, conventions collectives, et autres accords. Certes, Debré à la défense valorisera la force de frappe et l'indépendance nationale, mais dans le même temps, l'ouverture européenne s'accroît, sans que la France soit en mesure d'y jouer le rôle dont rêvait de Gaulle. Certes, apparemment, l'essentiel demeure, est affirmé mais ces objectifs se heurtent à des conditions nouvelles qui les contredisent de plus en plus ouvertement. Et Pompidou doit en tenir compte, qu'il le veuille ou non. Ainsi progressivement, insensiblement, de l'intérieur, les orientations gaullistes sont rongées, laminées. Et le recul de l'UDR aux élections de 73 sanctionne un certain échec du projet gaulliste dont a tenté de s'inspirer Pompidou.

Et ce n'est que le début d'un processus qui ne va faire que s'accroître dans la période qui suit. D'Estaing se prépare alors un héritage difficile, où un ensemble de conditions se nouent qui témoignent d'une réalité qui ne va pas tarder à se manifester avec netteté : une situation de crise politique.

Sur le plan que nous examinons ici, cette crise se manifestera avec une acuité particulièrement sensible et accélérera la décomposition du projet gaulliste, en même temps qu'elle accentuera les contradictions dans le camp des partis bourgeois.



*Un rassemblement bien orchestré*

### **D'Estaing chef d'État : les glissements s'accroissent**

Si d'Estaing est élu président de la République, au printemps 74, cela est déjà bien significatif. Certes, depuis sa création en 1966, son parti s'est inscrit dans la majorité qui apportait son soutien à de Gaulle puis Pompidou. Toutefois, il a toujours tenu à sauvegarder une certaine liberté pour son parti de notables. Son « oui, mais... », sa position en faveur du non au référendum, sur la régionalisation d'avril 1969 ont exprimé avec netteté ses réticences vis à vis de celui qui incarnait la V République. De ce point de vue, ses positions favorables à l'Europe unie, alors que celle-ci sera dominée par l'impérialisme allemand, lui-même favorable à l'emprise américaine, marqueront en réalité son soutien à une Europe atlantiste.

Qu'il l'ait emporté à ces présidentielles en écrasant Chaban le gaulliste, et ceci avec le soutien d'une partie de l'UDR marque avec netteté combien l'impact du projet formulé par de Gaulle a pu continuer à se dégrader à tel point qu'il n'assure plus l'unité du parti censé l'incarner. Voilà qu'ouvertement, une partie des députés gaullistes soutient le chef de file d'une formation ▶



Giscard-Chirac : une majorité lézardée

politique qui, si elle est dans la majorité, n'en présente pas moins des orientations qui tendent à s'écarter de celles préconisées traditionnellement par l'UDR. Cette situation était évidemment inimaginable du temps de de Gaulle, ou même de Pompidou. Situation nouvelle donc pour l'UDR qui doit soutenir l'orientation d'un président de la République qui a battu son propre candidat, du moins du point de vue d'une partie de ses membres. Cette situation exprime des tensions, des contradictions que Chirac a pu contenir, mais qui n'en sont pas moins révélatrices. Dans ces conditions, l'UDR a dû souscrire aux propositions et orientations contradictoires avec son projet initial. En effet, d'Estaing, sur tous les plans, avec une beaucoup plus grande liberté que Pompidou, et tout en tenant compte de l'opposition des gaullistes, a rompu avec les orientations tracées par De Gaulle, que ce soit sur l'Europe comme on l'a vu, ou ses concessions à la superpuissance américaine ou au social-impérialisme soviétique, ou encore face au Tiers-Monde : tout cela exprime l'abandon à des degrés divers des perspectives gaullistes. Mais l'UDR a été incapable de réaliser son unité pour s'opposer nettement à ce projet, ou au contraire pour le soutenir avec unanimité et fermeté. De son côté, d'Estaing a été incapable d'imposer son autorité sur un projet délimité qui aurait pu rassembler une majorité lézardée. Par ailleurs, ce qui s'était engagé avec Pompidou, l'ouverture au centre, s'est prolongé logiquement jusqu'à intégrer le Centre Démocrate, ce qui ne peut que confirmer le glissement atlantiste des positions du gouvernement. Par ailleurs, le prestige du président de la République se trouve pour le moins amoindri. Confronté à des difficultés

économiques et politiques grandissantes, l'impérialisme français voit se développer la crise politique qui le mine. Dans ces conditions, on mesure la dégradation qui s'est engagée plus nettement avec Pompidou et s'est développée jusqu'à s'ouvrir en crise politique au cours de l'année 1974.

Que Chirac envisage alors de prendre ses distances vis-à-vis du gouvernement et du chef de l'Etat, on le comprend aisément : qu'il envisage même la régénération de l'UDR et sa transformation en RPR, cela s'inscrit très logiquement dans le processus de dégradation engagé. Mais quel changement pour les tenants du gaullisme et dans quel paradoxe ne se trouvent-ils pas placés !

En effet, on ne peut en aucune façon rapporter l'initiative actuelle de Chirac à celle de De Gaulle en 47. Dans un cas, il s'agit, de l'extérieur du système politique de la IV<sup>e</sup> République, de proposer une constitution, un projet d'ensemble, contradictoires avec ceux alors développés avec les représentants de cette IV<sup>e</sup> République. C'est alors concrètement le moyen de tenter de rassembler contre un système dont la faillite se marque par une instabilité gouvernementale qui conduit à l'impuissance. Aujourd'hui, c'est de l'intérieur même de la majorité censée soutenir le chef de l'Etat que Chirac lance son appel. En réalité, cela conduit à renforcer la division, les contradictions, les rivalités de cette majorité. En réalité, c'est s'attaquer d'une certaine façon à ce qui doit fonder la stabilité politique prônée par De Gaulle : une majorité parlementaire stable, unanime dans le soutien au chef de l'Etat. Ironie de l'histoire, c'est le parti gaulliste qui prend l'initiative de se singulariser et de se constituer en parti avec un chef qui n'est ni le



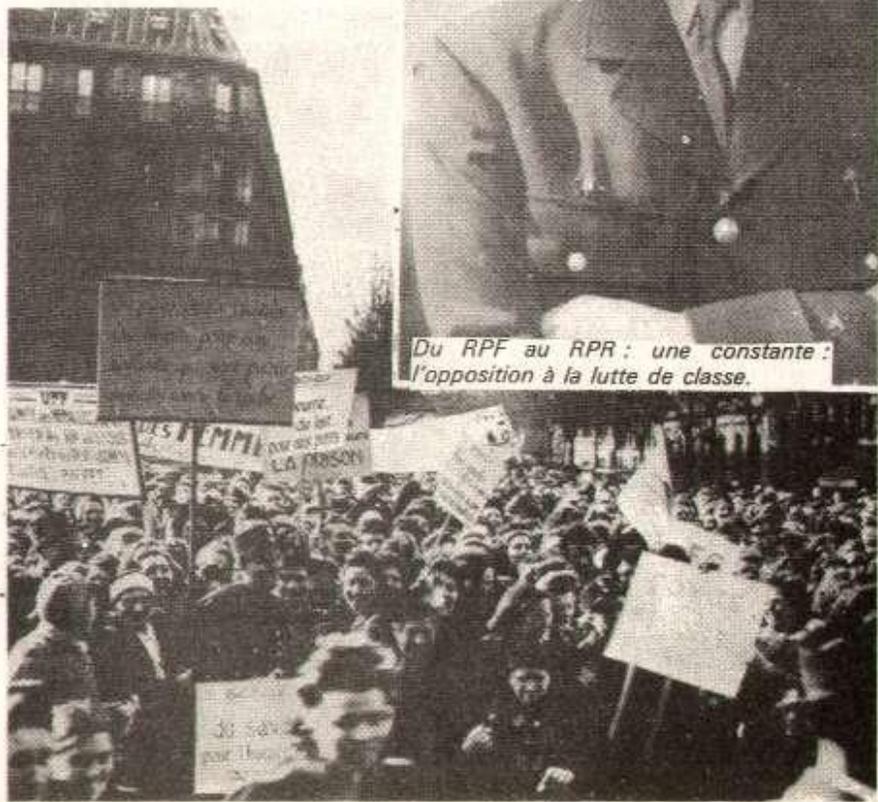
*Le RPR : un homme à sa tête, mais pour quel projet ?*

premier ministre, ni le président de la République et qui affiche dans les faits sa méfiance vis-à-vis d'eux, tout en se réclamant de la majorité. Mais si Chirac a pris cette initiative, cela illustre avec une acuité particulière, l'incapacité de la bourgeoisie à s'entendre sur un projet qui pourrait prolonger l'ancien projet gaulliste ou le remplacer. Mais justement, c'est ce que la bourgeoisie ne se trouve pas en mesure de faire aujourd'hui. Et on peut constater que le projet de Chirac n'a pas de contours plus fermes que celui de Giscard. Il cherche visiblement à utiliser le mécontentement des classes moyennes, et trouve un soutien dans l'extrême-droite. Mais par exemple, sur les questions de l'indépendance nationale, il reste flou et cela ne constitue pas nettement un point de démarcation d'avec les autres formations de la majorité. Certes, l'UDR s'est trouvé un chef pour mettre à la tête du RPR, mais pour quel projet ? pour quelles orientations politiques spécifiques ? Visiblement, Chirac entretient la confusion sur ce point : les grands desseins formulés par De Gaulle ne constituent plus guère, semble-t-il, que des références formelles. Sans doute Chirac peut-il réunir des forces contre le « péril collectiviste », mais il semble bien n'être pas en mesure, dans l'état actuel des choses en tout cas, de rassembler les partis majoritaires dans cette entreprise.

Au contraire, un risque se dessine, qui ne peut être écarté, d'une alliance des giscardiens avec les sociaux-démocrates pour une nouvelle majorité après les élections législatives. C'est une période nouvelle qui s'ouvre dans la V<sup>e</sup> République. Elle exprime avec une acuité aiguë l'impasse dans laquelle s'enfoncent les représentants de la classe bourgeoise, de cette classe qui a fait historiquement son temps et dont les difficultés et contradictions manifestent aujourd'hui avec netteté le caractère décadent.



*Du RPF au RPR : une constante : l'opposition à la lutte de classe.*



## ELECTION AU SUFFRAGE UNIVERSEL DU PARLEMENT EUROPÉEN

# LES ATTEINTES A L'INDEPENDANCE NATIONALE

● L'Assemblée Nationale, lors de sa session de printemps, devra se prononcer sur la question de l'élection du Parlement Européen au suffrage universel. Ce projet qui a longtemps divisé les différentes forces politiques bourgeoises, tant à «gauche» qu'à droite, le conseil constitutionnel s'est attaché à le rendre moins «explosif», pour la coalition gouvernementale, en le déclarant effectivement conforme à la constitution.

Cette décision, affaiblit à l'intérieur du RPR le clan des opposants irréductibles à ce projet, groupés autour, principalement, de Debré. Chirac prenant d'ailleurs les devants, avait à Strasbourg (siège du parlement européen) pris position pour cette élection au suffrage universel, à condition que des limites aux pouvoirs de cette assemblée soient mentionnées. Les «considérants» qui ont accompagné l'arrêté du conseil constitutionnel, visaient à leur donner satisfaction. C'est pourquoi, selon toute vraisemblance, le projet de loi du gouvernement sera finalement adopté, malgré les votes négatifs d'une partie limitée du RPR, et du PCF qui se séparera, sur cette question, de son allié socialiste. Au delà des clivages politiques que ce projet de loi a suscité dans les rangs des forces bourgeoises, la nature même et les mesures qu'il recelle sont extrêmement préoccupantes pour les forces révolutionnaires de notre pays, et appellent de leur part une dénonciation vigoureuse et une vigilance accrue.

Mais d'abord de quoi s'agit-il précisément, quel est ce parlement européen qu'il s'agirait d'élire au suffrage universel. Il fait partie des institutions européennes mises en place par le traité de Rome de mars 1957. Quelle que soit la complexité du fonctionnement de ces institutions, il suffit de savoir ici qu'elles se composaient au départ de trois éléments, «la commission», «le conseil des ministres», «le parlement», et que sous l'impulsion de Giscard un quatrième élément a été mis en place en 1974, «le conseil européen».

● «La commission» dont les membres sont désignés par les 9 d'un accord commun ainsi que son président, est un organisme purement communautaire, supranational même, c'est-à-dire qu'une fois désignés, ses membres sont censés ne plus représenter les intérêts de leur propre État, mais ceux de la communauté dans son ensemble. Les attributions de la commission sont d'une part la préparation de «propositions» sur lesquelles devra débattre et statuer le conseil des ministres, d'autre part une fois ces décisions prises par le conseil, la commission doit veiller à leur application.

● «Le conseil des ministres» réunit suivant les sujets à traiter, les 9 ministres de l'agriculture, des finances, de l'industrie,... suivant qu'il s'agit de régler par exemple les questions du prix agricole, des fluctuations monétaires, ou des approvisionnements énergétiques. Il statue sur la base des propositions de la commission. C'est de lui que sortait normalement, jusqu'à la constitution du «conseil européen», toutes les décisions communautaires importantes.

Depuis 1966, et sur l'insistance de De Gaulle, les décisions importantes qui engagent directement la responsabilité de chaque État doivent être prises à l'unanimité.

● «Le parlement européen» dont jusqu'à présent les membres sont désignés par les parlements de chaque pays, ne dispose pour l'essentiel, d'après le traité de Rome que de pouvoirs consultatifs puisque le conseil des ministres n'a aucun compte à lui

rendre. Tout au plus le parlement européen peut-il exercer sa censure sur la commission, en estimant par exemple qu'elle ne joue pas son rôle ; elle n'a d'ailleurs jamais exercé ce droit en 20 ans d'existence. Depuis une période récente elle peut gérer certains fonds européens encore limités. En décembre de l'année dernière l'assemblée nationale française a adopté le projet de loi déposé par le gouvernement, qui la désaisit au profit du parlement européen de la gestion de ces fonds. On se souvient que seul le P«C»F, Debré et quelques fidèles avaient refusé de voter ce projet.

● «Le conseil européen». C'est la nouvelle dénomination des sommets qui réunissent les chefs d'État européens. Jusqu'en 74, ils n'avaient pas de périodicité régulière. Depuis cette date à la demande de l'impérialisme français, ces sommets se réunissent régulièrement trois fois par an. Ce «conseil européen» a pour fonction de faire progresser la «coopération politique» des États membres. C'est-à-dire qu'il traite en plus des questions sur lesquelles le conseil des ministres n'a pu progresser, toutes les questions politiques qui n'étaient pas initialement envisagées dans le traité de Rome, comme par exemple l'unification des politiques étrangères, l'attitude à adopter à l'égard du Tiers Monde... De fait, depuis son institution en décembre 74, le «conseil européen» prime sur toutes les autres instances.

Ce cadre étant schématiquement décrit, tel qu'il résulte du traité de Rome d'une part, d'autre part, de décisions postérieures qui ont jalonné l'histoire de l'Europe des six puis des neuf, jusqu'à l'institution du conseil européen, il est évident qu'il s'agit-là d'un cadre formel, qui a donné lieu en fonction des rapports de force et de leur évolution à des interprétations contradictoires. Qu'y-a-t-il de commun entre l'Europe de 1957, où l'impérialisme US faisait valoir sa domination sans partage et intervenait comme il l'entendait dans la constitution du marché commun, l'Europe des années 60, où l'impérialisme français mettait en œuvre l'espoir de voir se constituer une Europe indépendante de l'URSS et des USA où s'exercerait son leadership, et enfin l'Europe de 1977, où par l'Allemagne interposée, redevenue la première puissance européenne, l'impérialisme américain fait valoir durement ses pressions ? Peu de chose évidemment.

C'est pourquoi, le contenu donné à ce cadre formel des institutions européennes a constamment oscillé du point de vue de l'impérialisme, entre deux Europes : l'Europe supranationale où progressivement la souveraineté des



La Haye. Ouverture du 6<sup>e</sup> Conseil Européen en présence de Giscard et Schmidt

États s'efface devant l'autorité supranationale des organismes de cette Europe, et une Europe plus fédérale où c'est de l'accord unanime des États que les décisions politiques sont prises. Suivant la formule qui prévaut, c'est le rôle de la commission et du parlement qui sont valorisés, ou au contraire celui du conseil des ministres et du conseil européen. En 1965, par exemple, estimant que la «commission», présidée à l'époque par Hallstein, outrepassait ses droits, le chef de file de l'impérialisme français déclencha une crise, refusant de siéger au conseil des ministres tant que d'une part le rôle de la commission n'avait pas été ramené dans ses limites, et tant que, d'autre part, la position de la France sur la nécessité du vote unanime en conseil des ministres n'avait pas été enregistrée. De même, de Gaulle s'était opposé depuis son retour au pouvoir à ce que soit appliqué l'article 138 du traité de Rome mentionnant la nécessité de recourir à une étape déterminée de la construction européenne, à l'élection du parlement au suffrage universel.

Aujourd'hui, c'est justement cette question de l'élection au suffrage universel du parlement européen qui refait surface. Dès son élection à la présidence de la république, Giscard se préoccupe de relancer l'Europe. En même temps qu'il obtient de ses partenaires que soit instauré le conseil européen, Giscard admet que le premier acte de ce conseil indique : «Les chefs de gouvernement ont constaté

que l'objectif fixé par le traité, de l'élection au suffrage universel de l'Assemblée devrait être réalisé le plus tôt possible. Sur ce point, ils attendent avec intérêt les propositions de l'Assemblée, sur lesquelles ils souhaitent que le conseil statue en 1976. Dans cette hypothèse l'élection au suffrage universel direct devrait intervenir à partir de 1978».

En cosignant ce texte il y a deux ans Giscard rompait donc nettement avec la pratique antérieure de ses prédécesseurs, ce que n'ont pas manqué de souligner tour à tour, le P«C»F et une partie non négligeable de l'UDR. Notons au passage que pour le P«C»F la dénonciation de l'élection de cette assemblée au suffrage universel, aujourd'hui bien acquise est assez récente puisque quelques mois avant la déclaration du conseil européen, le révisionniste Gérard Bordu, vice-président du parlement de Strasbourg déclarait à ce sujet : «Nous sommes pour le suffrage universel, pourvu qu'il y ait un mode unique d'élection à la proportionnelle, et que les institutions européennes soient démocratisées, par exemple au moyen de comités paritaires dont feraient partie les syndicats, les agriculteurs...». Depuis, le P«C»F s'est nettement séparé de la position des révisionnistes italiens assez bien reprise à l'époque par ce Bordu. Quant à l'UDR elle recouvre toute une gamme de positions qui va de ceux comme Guichard qui se sont ralliés rapidement à Giscard sur cette question, à ceux qui comme Debré récla-

ment le rejet du projet qualifié de pas vers l'Europe supranationale.

A l'opposition dans les rangs de l'UDR, Giscard a jusqu'à présent toujours rétorqué par un seul et même argument : «*Nous ne faisons qu'appliquer le traité de Rome de 1957 qui stipule en même temps qu'il faut s'acheminer vers l'élection au suffrage universel de l'assemblée européenne, et que les pouvoirs de cette assemblée sont essentiellement consultatifs*». C'est d'ailleurs l'argumentation qu'a reprise le conseil constitutionnel, quand il a jugé en décembre dernier que le projet de loi déposé par le gouvernement français devant les députés était effectivement conforme à la constitution. Il a d'ailleurs assorti cette décision de considérants censés rassurer les députés RPR hésitants, considérants qui indiquent la nécessité s'il s'agit d'élargir les pouvoirs du parlement européen, de modifier la constitution française, ce qui ne saurait se faire sans un nouveau débat politique dans les rangs de la bourgeoisie.

qu'a fait De Gaulle lorsqu'il a voulu faire conserver nettement la prépondérance du président de la république sur le parlement : il a fait instituer en 1962, l'élection du président de la république au suffrage universel. C'est pourquoi dans notre pays, l'assemblée nationale, élue au suffrage universel a plus de prérogatives que le sénat élu au suffrage indirect...

Aussi, pour juger du rôle joué par le parlement européen, s'il est élu au suffrage universel, ne peut-on nullement se satisfaire de la manière dont les choses sont formulées dans le traité de Rome, vieux de 20 ans, et auquel Giscard se contente de renvoyer. Élu de cette manière, il est à prévoir évidemment que le parlement européen postulera à se voir confier d'autres responsabilités que simplement consultatives !

Et d'ailleurs, tout indique que c'est bien de cette manière-là que Giscard envisage les choses. Plusieurs faits en attestent :

■ Et d'abord le texte même, signé par

aux projets qui concernent le parlement européen : «*L'élection du parlement au suffrage direct donne à cette assemblée une autorité politique nouvelle... (Cela) aura pour conséquence un accroissement de ses compétences qui se réalisera graduellement au cours du développement progressif de l'Union européenne, et qui se traduira notamment par l'exercice croissant d'une fonction législative... je propose que :*

- *Le conseil reconnaisse dès maintenant au parlement une faculté d'initiative en s'engageant à délibérer sur les résolutions que le parlement lui adressera...*

- *Le parlement puisse délibérer dès maintenant de toutes les questions qui sont de la compétence de l'union, qu'elles relèvent ou non des traités.*

- Et on ne peut pas dire que les abandons de souveraineté n'étaient pas plus largement envisagés par Giscard en 74, puisqu'il répondait à ceux qui l'interrogeaient sur les conséquences qu'impliquait le développement des institutions politiques : «*La théologie n'a jamais fait avancer l'Europe, elle l'a fait reculer, parce que la théologie enferme les européens dans leurs querelles au lieu de les conduire à poser les problèmes en termes nouveaux et contemporains. Il existe du seul fait de tout organisation, des réductions de souveraineté*».

Aujourd'hui Giscard avance plus prudemment dans ses déclarations et tente de présenter l'élection au suffrage universel du parlement européen comme une mesure inoffensive, il est évident qu'il n'a renoncé en rien aux projets auxquels il souscrivait directement en 1974. Parce que les causes de l'évolution de l'impérialisme français sur la question de l'Europe, loin d'avoir disparu depuis deux ans, se sont au contraire nettement accentuées, puisqu'elles sont liées avant tout au rapport de force avec les USA, qui n'a cessé de se détériorer. Contraint de réviser nettement la vieille politique gaulliste de résistance aux pressions US et de tentative de construction d'un ensemble impérialiste européen s'opposant aux deux super-puissances, l'impérialisme français s'engage, à petit pas, vers la constitution d'une Europe conforme aux vœux des USA. A petit pas parce que l'approfondissement de la crise dans notre pays a montré, particulièrement dans la dernière période, la fragilité et les contradictions de la coalition gouvernementale. Déjà désunie sur la manière de résoudre les graves contradictions de la situation intérieure, elle doit éviter, du point de vue de Giscard, un affrontement supplémentaire sur les questions étrangères et particulièrement la question des institutions européennes et des abandons de souveraineté. L'évolution des positions de l'UDR, puis du RPR



Au sommet franco-allemand de février 1976

En fait, les réponses de Giscard, comme celles du conseil constitutionnel visent avant tout à limiter l'opposition dans le RPR et à différer le débat sur les conséquences exactes de l'élection au suffrage universel du parlement européen. C'est pourtant ces conséquences qui nous semblent extrêmement graves malgré les camouflages plus ou moins réussis, tentés par le gouvernement. Parce que qui peut croire que le recours au suffrage universel ne va pas se traduire par l'extension des pouvoirs de ce parlement ? Traditionnellement, la démocratie bourgeoise recourt au suffrage universel pour donner plus de poids à une institution. C'est par exemple ce

Giscard, du communiqué du premier conseil européen de décembre 1974. Il ne se limitait pas à indiquer la nécessité de recourir au suffrage universel pour élire cette assemblée européenne, mais précisait : «*Les compétences de l'assemblée seront élargies notamment par l'octroi de certains pouvoirs dans le processus législatif des communautés*».

- Parce qu'ensuite le rapport Tindemans, publié au début de l'année 76, et traitant des moyens proposés pour améliorer la coopération politique entre les 9, n'a toujours pas suscité de réactions officielles ou officieuses nettes de la part du gouvernement français. Son contenu est pourtant sans équivoque quant

indique d'ailleurs que ce n'est pas pour l'essentiel sur ce point que Chirac veut porter aujourd'hui l'affrontement avec les forces giscardiennes.

□ Mais si la progression se fait à petit pas, le cap est fixé et dirige notre pays vers son intégration à une Europe supranationale dominée à des titres différents par l'impérialisme US et l'impérialisme allemand, le second servant de relais au premier. Pris isolément, le problème du mode d'élection du parlement européen pourrait apparaître à première vue comme mineur. Quand on le rapproche du rapport Tindemans, des déclarations de Giscard, de l'acceptation par la France de «renoncer à la pratique qui consiste à subordonner au consentement unanime des États membres, la décision sur toute question», comme l'indique le communiqué des 9 souscrit par Giscard en décembre 74..., alors le projet apparaît bien dans toute sa netteté, et les premières mesures constituent déjà une menace d'importance.

Parce qu'il n'y a guère de doute sur le type de majorité qui se dégage à ce parlement européen, dont on veut élargir les pouvoirs. L'influence réunie des sociaux démocrates chrétiens de tous les pays, sera, sans conteste possible, nettement majoritaire, et on connaît depuis 30 ans la longue tradition qui unit ces partis à l'impérialisme américain. Ce parlement, appelé à se prononcer sur telles ou telles exigences des USA, empiétant encore plus la souveraineté des pays européens, on en connaît presque déjà la réponse.

De même au niveau du «conseil européen» ou du «conseil des ministres», on voit tout de suite au profit de qui jouerait l'abandon de la règle de l'unanimité. On sait que dans plusieurs questions importantes, comme l'approvisionnement énergétique par exemple, ou encore le remplacement de l'avion de combat, les partenaires de la France avaient finalement opté pour le choix dicté par l'impérialisme US. Quand le conseil sera amené à traiter des questions de ce type, on voit déjà, si la décision se prend à la majorité, de quelle majorité il s'agira : l'Europe anglo-saxonne au sein des 9 dispose déjà avant toute discussion de l'avantage.

L'impérialisme allemand qui fait déjà valoir son leader ship en Europe du nord, compte bien sûr utiliser la mise sur pied de ce type d'institution pour étendre son influence et sa pénétration politique dans toute l'Europe. Dans la situation actuelle, tout pas en avant dans la construction européenne est un pas en avant dans la pénétration allemande dans cette Europe. L'évolution du rapport de force entre les différents impérialismes européens est



*Tout pas en avant dans la construction européenne est un pas en avant dans la pénétration allemande dans cette Europe.*

sanctionnée aujourd'hui nettement en faveur de la RFA comme en témoigne l'ampleur moins importante des conséquences de la crise sur l'économie de ce pays. Ce rapport de force actuel se traduit par l'attitude dominatrice et en constante ingérence adoptée par le chancelier Schmidt dans ses rapports avec ses partenaires : sur la politique d'austérité à mener, sur les coalitions gouvernementales à mettre sur pied interdisant l'accès aux révisionnistes, sur la législation répressive à adopter. La «convention sur la sécurité» au nom de laquelle la RFA exigeait l'extradition d'Abou Daoud, a évidemment été instaurée au terme de nombreuses pressions venues d'Allemagne, désireuse d'exporter plus largement son modèle répressif fondé sur les interdictions professionnelles, la torture blanche dans les prisons, le fichage général par l'informatique... La mise sur pied des institutions politiques constituerait un coup d'accélérateur à ce comportement et à l'importation dans notre pays de ces méthodes de la bourgeoisie allemande.

□ On cerne ainsi nettement les graves conséquences vers lesquelles Giscard veut nous acheminer; parce que dans

la situation actuelle, tout pas en avant dans la construction européenne ne peut se faire que dans le sens d'une domination accrue des USA et d'une diffusion plus large du modèle répressif et autoritaire qui sévit en Allemagne de l'Ouest, les marxistes-léninistes doivent s'opposer aux tentatives du chef de file de l'impérialisme français d'engager notre pays dans cette voie. Du point de vue de l'indépendance nationale et de la nécessité de lutter contre les menaces que font peser les deux super-puissances sur notre pays, comme du point de vue de la révolution et de la nécessité d'empêcher les forces impérialistes occidentales d'être déjà liguées et organisées pour intervenir directement contre un processus révolutionnaire dans notre pays, les conséquences d'une telle Europe seraient extrêmement graves pour notre peuple. Mener la lutte résolue contre les deux super-puissances, en refusant de tomber sous la coupe de l'une pour éviter les pressions de l'autre, approfondir la crise de la bourgeoisie et développer le processus révolutionnaire passe par une lutte résolue contre l'Europe atlantiste et répressive que prépare Giscard

## L'ANTI-SYNDICALISME, RANÇON DU REVISIONNISME

● Actuellement on assiste à un forcing des Confédérations syndicales pour leur développement. La CGT est toujours sur la lancée d'après son 39<sup>e</sup> Congrès du Bourget, avec la promotion des «3 millions d'adhérents». La CFDT, pour ne pas être en reste, s'est donné des priorités de développement par Fédérations et Régions (notamment à la suite de son Conseil National d'octobre 76). La course à l'adhésion, départ lancé, l'œil fixé sur la ligne d'horizon de 78, débouche sur une recrudescence d'esprit de boutique syndical (sensible depuis le printemps 76 déjà, mais qui ne fait que s'étaler davantage depuis)...



La CGT, quant à elle, multiplie les opérations «cartes en main» (comment avoir toujours sur soi les cartes à placer et trouver toujours le «bon moment» et le «bon argument» pour cela !). Pourtant cela ne vas pas sans problème !

● Un courant de désyndicalisation se dessine dans certains secteurs ouvriers, rançon des échecs et attermolements syndicaux de la période (et dont les révisionnistes dans la CGT et les réformistes dans la CFDT portent l'écrasante responsabilité). A la faveur de ces difficultés dans le travail syndical et en plein aiguisement des contradictions au sein des centrales CGT et CFDT (alors que se mène une offensive de l'Union de la Gauche contre les pratiques et structures de lutte de classes dans les Confédérations), de vieilles thèses gauchistes refleurissent. *L'anti-syndicalisme revient faire la paire avec le réformisme syndical : se nourrissant l'un l'autre, ils s'opposent tous deux, de fait, à l'appropriation de l'outil syndical par la classe ouvrière pour son combat quotidien.*

En juillet dernier, lorsque Séguy fièrement annonçait que «déjà le chiffre de 2,4 millions d'adhérents a été atteint par la CGT», il y avait maladroite. D'ailleurs, depuis, l'on n'a guère eu de nouvelles des 600 000 adhésions qui manquaient «seulement» pour atteindre l'objectif fixé à l'occasion des 80 ans de la CGT. Et pour cause : dans un document à l'usage des responsables fédéraux et départe-

mentaux, la direction de la CGT avouait 1,7 million pour cette même date de juillet 76 !

Si l'on aligne à côté de cela les 800 000 adhérents réels de la CFDT, on voit toute la marge de syndicalisation restant à franchir : 15 % des salariés (mais toute de même 25 % d'ouvriers) sont syndiqués CGT ou CFDT, actuellement.

### La rançon du révisionnisme

● La jeunesse ouvrière, les OS immigrés, les femmes travailleuses fournissent les contingents les plus notables de non-syndiqués, de longue date et malgré différentes campagnes systématiques des confédérations à leur endroit (Georges Séguy ne vient-il pas d'annoncer encore, lors du Congrès de l'Union Départementale CGT des Bouches-du-Rhône une nouvelle initiative pour la mi-mai «en direction de la jeunesse travailleuse»). Comme l'indiquait par exemple lors du 37<sup>e</sup> Congrès Confédéral CFDT, Yolande Colletet (de la Fédération du Papier-Carton-Livres et Services), «on semble s'accorder bien vite de la marginalisation des femmes, des jeunes, des OS, des immigrés, dans l'organisation syndicale». Leur sous représentation syndicale, le fait que ces travailleurs n'aient pas dans les syndicats «le poids que devraient avoir les catégories porteuses de la critique la plus radicale du capitalisme» et que «les organisations syndicales ne reposent pas sur

les couches qui contestent le plus le capitalisme», tout cela joue à plein dans le sens d'une désaffection de l'outil syndical.

● Mais la base de classe du syndicalisme est étroitement liée à la ligne mise en œuvre dans les confédérations. On ne mobilise pas impunément contre «l'impôt sécheresse» sur les positions de l'UGICT (cadres CGT) sans conséquence notable, par exemple, sur le recrutement : afflux d'éléments petits et moyens bourgeois «salariés» et stagnation (voir même cartes déchirées) en secteur ouvrier... La volonté de «cimenter l'unité syndicale» sur les programmes bourgeois de la gauche (fussent-ils parés des paillettes de l'autogestion !) amène révisionnistes du P«C»F dans la CGT, et partisans du PS (ou de son courant CERES) dans la CFDT, à mettre au pas toute opposition.

● Les structures qui, par leurs prises de positions (ou même simplement par l'effectivité de leur pratique), remettent en cause les stratégies inféodées aux partis de l'Union de la Gauche, sont cassées, réprimées : 22<sup>e</sup> section du Livre CGT de Rouen (IMRO), UL CFDT 8<sup>e</sup>-9<sup>e</sup>, UD CFDT de Gironde... Les militants révolutionnaires dans la CGT (Télic) comme dans la CFDT (Berliet, SACM...) sont écartés, chassés... Les acquis les plus positifs d'une pratique syndicale issue des luttes avancées de la classe ouvrière sont bradés, réduits au rang de recettes organisationnelles (vidées de tout contenu prolétarien), comme les Comités de Grève dont les révisionnistes s'offrent le luxe depuis Chausson 75, par exemple. La «démocratie syndicale» marche à sens unique ; elle n'est que soumission à la ligne et aux directions au service du Programme Commun issues de Congrès triés sur le volet (comme à la CGT) ou truqués. C'est en son nom que la véritable démocratie de masse et surtout de classe est piétinée par les directions confédérales.

Quoi d'étonnant dans ces conditions que certains travailleurs ne soient pas chauds pour adhérer et même que des cartes volent ?

● Pour ces non-syndiqués ou anciens syndiqués, chassés de l'organisation ou écoeurés, il est nécessaire d'avoir aujourd'hui les moyens de débattre entre eux et avec les syndicalistes qui maintiennent la lutte de classe dans les confédérations. Les échéances politiques de 78 et après, ouvrent largement la question du débouché politique et du développement de l'initiative ouvrière.

De fait les travailleurs cherchent ainsi à conquérir la parole et à gagner

leur autonomie vis-à-vis du révisionnisme et du réformisme syndical, dans le cours de la construction d'un rapport de force contre la crise, d'un Front de Lutte effectif. Les syndicalistes y ont toute leur place et le syndicalisme de lutte de classe ne peut que s'en trouver revitalisé, politiquement dynamisé, dans le sens d'une alternative révolutionnaire aux actuelles directions confédérales sous la coupe du PC et du PS !

### Quelques aperçus sur l'anti-syndicalisme dans le mouvement ouvrier en France

A l'origine des déviations ultragauches, anti-syndicales systématiques, dans le mouvement ouvrier, on retrouve toujours, en fait, une réaction à l'opportunisme de droite, parlementariste et à la collaboration de classe.

● En France, on peut retrouver cette caractéristique de manière évidente au débouché des deux dernières guerres mondiales, comme effectivement la rançon du révisionnisme ancien puis moderne. Dans la situation de crise créée par les conflits, à chaque choix traître aux intérêts de la classe ouvrière, deux répliques étaient possibles : se battre pour arracher les organisations que les travailleurs s'étaient données à l'emprise opportuniste ou s'en aller... La lutte ou la valise... Mais fondamentalement, c'est bien le révisionnisme de chaque époque qui porte l'écrasante responsabilité de la division et contribue à nourrir les courants gauchistes (avec leur spécificité anti-syndicale), à leur fournir une «justification» en quelque sorte.

#### D'UN APRÈS-GUERRE...

● Le mouvement ouvrier de France, face à la guerre de 14-18, vacilla. Les

proclamations de «guerre à la guerre», les condamnations jauresiennes du «capitalisme qui porte en lui la guerre, comme l'armée l'orage», ne tirent pas. La rage au cœur sans doute mais bien réellement quand même, des dirigeants syndicaux de la CGT d'alors partirent au front. Jouhaux, dirigeant de la Confédération, désavoua d'un coup toutes les résolutions de congrès contre «les folies meurtrières de l'Europe capitaliste», en appelant, aux obsèques mêmes de Jaurès assassiné, à «se lever pour repousser l'envahisseur». C'est l'«Union Sacrée» avec la bourgeoisie. Prise dans la tourmente nationaliste, la CGT ne peut résister aux fauteurs de guerre ni «profiter de la crise sociale pour recourir à une action révolutionnaire» (comme l'avait pourtant proclamé le manifeste CGT de 1912). Le poids de l'idéologie dominante chez les travailleurs et dans la CGT fut le plus fort pendant longtemps. Au point de voir des gens comme Jouhaux se retrouver dans l'«effort national» avec Maurras, Lépine (l'ancien préfet de police), des ministres venus du parti socialiste comme A. Thomas et J. Guesde lui-même... aux côtés de la bourgeoisie impérialiste, des «maîtres de forges» !

● Face à cette déroute, la résistance de syndicalistes des Fédérations Métaux, du Bâtiment et des Cheminots, s'organisa. Dès 1915, Merrheim, et Bourderon (des Métaux) déclaraient «cette guerre n'est pas notre guerre». Relancée par les Conférences Internationales de Zimmerwald et Klenthal, cette résistance au chauvinisme maintient le syndicalisme de lutte de classe, organise en 1917 grèves et manifestations avec le Comité de Défense Syndicaliste. L'écho de la Révolution d'Octobre accroîtra encore l'impact dans la CGT du syndicalisme révolutionnaire (non pas au sens du «syndicalisme d'action directe» de G. Sorel

La maison des syndicats de la Grange aux Belles, «berceau» de la CGT.



mais en tant que syndicalisme contribuant au soutien de la Révolution en marche).

● De son côté, l'essentiel de la direction de la CGT est passé à l'Union Sacrée (certains, comme Clémentel, volant au secours de l'impérialisme en pleine année 171) et à aider à l'organisation de l'effort de guerre et donc de la production... Au sortir de la guerre (et dès 1918, avec le premier Comité Confédéral National de la CGT) se développe une nette propension du syndicalisme officiel à s'orienter vers des «réformes de structures», des mesures permettant soi-disant «une remise en ordre du potentiel économique français, profitable pour le patronat mais dont pourrait aussi profiter la classe ouvrière». Le «programme minimum» issu du CCN de 1918, marqué par ces conceptions, sera suivi de la Constitution d'un Conseil Economique du Travail avec la CGT, chargé d'élaborer «un plan de reconstruction et de développement économique». C'est là une origine certaine, bien que lointaine, de la participation CGT (qui ira croissant) à une multitude d'organismes «paritaires», de politique de «concertation», aux côtés de représentants techniques et politiques du pouvoir d'Etat bourgeois. Il s'agit là aussi, au lendemain de la guerre, d'un précédent de taille pour une politique de «reconstruction» et d'effort national pour la reconstitution du potentiel et de la structure de l'Etat bourgeois impérialiste («Un seul Etat, une seule armée, une seule police» et «Union Française»: ces mots d'ordre retentiront à nouveau de la Libération à 1947, quand Thorez était ministre...).

● Il y avait là de quoi soulever des tempêtes ! L'extrême-gauche révolutionnaire au sein du Comité pour la

Reprise des Relations Internationales puis du Comité pour l'Adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale (né après octobre 1917) s'attacha, elle, à reconquérir la CGT à la lutte de classe et à gagner le PS au bolchevisme. Les grèves se succèdent au lendemain de la guerre (métallos, ouvriers agricoles puis cheminots...) Les révolutionnaires, tels Montmousseau ou Semard, joueront un grand rôle dans ces mobilisations et imprimeront un cours favorable à la Révolution d'Octobre et à la lutte en France, de l'intérieur de la CGT.

● Mais dans le même temps, se développe un soutien ambigu à l'URSS, une appréciation anarchisante en fait du caractère «soviétique» de la Révolution. Un courant ultra-gauche, pourtant issu (avec un responsable de la CGT du Bâtiment, Péricat) du Comité de Défense Syndicaliste, se fait pour un moment, sur des positions ouvertement anti-syndicales ! Exaspérés par la CGT de collaboration de classe des Jouhaux et compagnie, ces militants (de sensibilité politique manifestement libertaire) en venaient à condamner en bloc le mouvement syndical «qui s'est mis à remplir un rôle dans le cadre capitaliste». L'organe de cette tendance L'Internationale retentit alors de proclamations anti-syndicales, reprises par l'éphémère Parti Communiste (que fonde Péricat en 1919) puis par une scission de celui-ci, encore plus ouvertement libertaire (la Fédération Communiste des Soviets) qui prône «une organisation spontanée des prolétaires en conseils ou Soviets». Une pyramide de soviets assurant la direction de la société et de l'Etat, tel est le but fixé par ce courant. Pour accomplir cette tâche, il se refuse à reconnaître, dès lors, une quelconque utilité, une activité positive, du syndicalisme. Le bain de sang de la

révolution allemande de 1919, l'écrasement des spartakistes par la social-démocratie avec le concours des chefs syndicaux, leur faisait conclure au caractère définitivement réactionnaire du syndicalisme, parce que «la révolution a été assassinée avec l'aide des syndicats» en Allemagne.

Et c'est la même généralisation (niant toute lutte entre deux voies dans le mouvement syndical) qui fera dire aux ultra-gauches des années vingt, après l'échec de la grande grève des cheminots trahie par la CGT de Jouhaux, que «le syndicalisme marche de pair avec l'impérialisme» et que donc il faut s'en détacher absolument, d'un bloc, et «créer de nouvelles formes d'organisations ouvrières». Ce que Lénine considéra à l'époque commune «une bêtise impardonnable qui équivaut à un immense service rendu par les communistes à la bourgeoisie», à un abandon des masses ouvrières. Et ce, même si dans l'après-guerre, le «syndicalisme de secours mutuel», à la Jouhaux, écœurait largement !

#### ...AU LENDEMAIN D'UNE LIBÉRATION !

● Au lendemain de la Libération, la ligne révisionniste thorézienne appela la classe ouvrière de France à «retrouser les manches» pour «reconstruire le pays» (remettre en l'état l'économie capitaliste et participer de la restructuration du pouvoir bourgeois). Ainsi sous l'éclairage saisissant des conflits nés au sein même des «Comités de Libération» (sur les expropriations et condamnations de patrons collaborateurs, sur la remise des armes et le «relèvement de l'économie nationale», dans le débat sur les nationalisations comme celui autour des futurs Comités d'Entreprises...) les tendances anti-syndicales ressurgirent, contre l'attitude de la CGT dans la restauration du pouvoir capitaliste. Des grèves sauvages, des cartes déchirées furent le pendant d'un large recrutement syndical obtenu, lui, sur la base du prestige de la participation du mouvement syndical à la Résistance.

● Après la scission droitiste, pro-yankée, de FO en 1947, et la fin de la participation gouvernementale du PCF (notamment au Ministère du Travail !) ces soubresauts n'ont fait que s'accroître, au rythme d'une prise de conscience inconséquente de l'opportunisme dans la Confédération CGT. A Renault, dans les mines, en même temps que la classe ouvrière protestait contre les mesures réactionnaires des gouvernements «socialistes» (en 1947-48) des déviations ultra-gauches, anti-syndicales, ont pu parfois se dessiner, faute de perspectives... Les durs conflits de 1953 contre les décrets Lanier dans la Fonction

La CGT dans la «bataille de la production» de 1946...

Publique et Nationalisée, puis en 1955 dans la métallurgie nantaise, devaient laisser l'amertume d'échecs ou de demi-échecs. L'idée pointait qu'à nouveau le syndicalisme, dans ses objectifs, sa pratique et désormais sa division (avec les organisations «jaunes» FO et CFTC), ne faisait plus l'affaire...

• Naissent alors de petites organisations «radicales» éphémères, profondément hostiles aux confédérations («syndicat démocratique Renault», «Comités d'Action», certains syndicats «autonomes»...)

La CGT d'aujourd'hui le reconnaît officiellement, dans son Esquisse d'une histoire de la CGT (de J. Bruhat et M. Pilot) : «Des organisations autonomes de catégories et d'entreprises sont nées aussi de la scission de 1947» (outre la Fédération de l'Education Nationale qui refusa de choisir entre FO et CGT). Par la suite, l'essentiel de ces éléments anti-syndicaux, trotskystes et ultra-gauches, se fondront, en fait, dans les pires creusets «apolitiques» (FO dans la Loire Atlantique, certains secteurs EDF ou PTT, syndicats autonomes corporatistes à la RATP ou à la SNCF...), sous prétexte d'«autonomie ouvrière» !

### «Conquête ou destruction des syndicats», un débat toujours actuel !

• La Maladie Infantile du Communisme fut, entre autres tâches, rédigée par Lénine contre les courants, dont le refus de toute tactique communiste amenait alors à la non-participation aux syndicats, contre ceux qui, de la sorte, «abandonnaient les masses ouvrières insuffisamment développées ou arriérées à l'influence des leaders réactionnaires, des agents de la bourgeoisie, des aristocrates ouvriers ou des «ouvriers embourgeoisés» dans le mouvement syndical.

On voudrait aujourd'hui, dans les courants anti-syndicaux, de gauche en apparence, (qui relèvent ici ou là un tant soit peu la tête à la faveur de la relative dé-syndicalisation de certains secteurs, du fait du révisionnisme) faire passer les thèses léninistes pour «dépassées», inadaptées à notre époque.

Or, précisément, le fond de ces positions bolcheviks est bien de faire «l'analyse concrète d'une situation concrète». En ce sens, pour déterminer si nous devons rejeter ou non toute participation aux syndicats aujourd'hui, comme d'aucuns nous y incitent, c'est à la réalité du mouvement syndical que nous les renvoyons !

• Depuis le moment où Lénine invitait à aller lutter dans les syndicats

(«là où est la masse») contre «l'aristocratie ouvrière, corporatiste, étroite, égoïste... d'esprit impérialiste, soudoyée et corrompue par l'impérialisme», bien des choses ont changé. En particulier, l'apparition du révisionnisme moderne, la restauration du capitalisme en URSS. Selon les ultra-gauches modernes, ceux qui font de «l'anti-syndicalisme ouvrier» la pierre de touche de la révolution aujourd'hui, «dans ces conditions, l'esprit réactionnaire du syndicalisme s'est considérablement accentué depuis 1920». Être où sont les masses, serait, en outre, se situer désormais «en dehors des syndicats».

Il est vrai (et on a vu pourquoi), que les couches les plus exploitées n'ont pas toute leur place dans le syndicalisme aujourd'hui et que les rancœurs légitimes contre le révisionnisme peuvent faire déchirer des cartes. Mais force est de constater aussi que la CGT est passée de 1,9 millions d'adhérents au 36<sup>e</sup> Congrès de 67 à 2,1 en 1972, (38<sup>e</sup> Congrès)... Le bilan ouvrier de 68 est, rappelons-le, en deux temps :

D'abord, des ouvriers révoltés contre les manœuvres révisionnistes (et la ligne que ceux-ci imposaient à la CGT) participèrent à certaines initiatives extra-syndicales, et se sont joints parfois à l'anti-syndicalisme de la Gauche Prolétarienne d'après 68. Mais ensuite, ils ont rejoint à nouveau les syndicats dans les années 70-72, faute d'alternative réelle !



La CFDT a profité de l'après-mai 68

• Pendant tout un temps, des Comités d'Action, de Base ou de Lutte vont fleurir dans certaines entreprises... Des aspirations réelles à briser avec la logique révisionniste qui marquait le syndicat vont s'y faire entendre ; des travailleurs (surtout des jeunes) vont s'y reconnaître jusqu'en 69 : la réalité de ce courant rendra le P.C.F. très satisfait de l'interdiction du ▶

Les cheminots d'Achères en mai 68...



1<sup>er</sup> mai 69 où l'anti-révisionnisme militant se serait manifesté, comme quelques mois plus tôt, lors des manifestations à l'occasion de la signature des accords capitulaires de Tilsitt par les syndicats...

Mais nous connaissons bien aussi ce qu'ont été ces Comités : « Instruments d'agitation pour diffuser des revendications correspondant aux aspirations des travailleurs, ils recevaient alors un écho favorable. Mais ils resteront toujours des organisations minoritaires dans les usines. Dans le meilleur des cas, ils prendront de l'extension au cours d'une lutte pour bien vite se vider à la fin de la lutte. Ainsi, un nombre important d'ouvriers va faire l'expérience de l'inefficacité des propo-

La frange radicalisée de la classe ouvrière et de la jeunesse travailleuse va principalement se tourner vers les syndicats, avec la volonté de retourner y mener la lutte, forte des acquis de l'expérience de 68. Le principal bénéficiaire a été la CFDT, alors ouverte aux « courants de mai », et souvent dirigée localement par des syndicalistes de cette « Gauche Syndicale » (que Maire qualifierait aujourd'hui de « basistes ») qui sous le mot d'autogestion cherchait confusément une voie sincère vers la révolution. La CGT, elle-même, à son 39<sup>e</sup> Congrès du Bourget, signalait que « les deux tiers des syndiqués CGT ont adhéré depuis 68 ».

● A l'appui de leur anti-syndicalisme,

ouvrière, de l'existence d'une aristocratie bureaucratique syndicale. A l'EDF, avec la gestion des « œuvres sociales », dans de nombreux comités d'entreprises, cette couche se développe, en vient à se comporter en patron, licenciant ou faisant licencier d'authentiques syndicalistes (SNECMA, Usinor Dunkerque...).

Mais, lorsqu'un syndicalisme de lutte de classe anime les sections, il en est autrement : des droits nouveaux et des heures de délégation de plus, c'est la possibilité de mieux préparer les actions, de tourner sur les chantiers, dans les ateliers et services pour recueillir les idées des masses, mener le débat et diffuser une information propagande rédigée sur la base de telles enquêtes, dans le sens des intérêts révolutionnaires du prolétariat ; c'est faire tourner le syndicalisme contre l'« esprit syndicaliste étroit », le corporatisme et la « concertation »... Les travailleurs, tout l'an dernier, ne s'y sont pas trompés ; en se mobilisant contre les attaques de Durafour, puis Beullac contre le droit syndical, en défendant des délégués licenciés (à la SEP à Bordeaux, à B.E. Dijon, à l'UIE de Cherbourg, etc), en participant des campagnes pour les libertés démocratiques et syndicales (même lorsque le fond de la pensée des révisionnistes qui souvent les impulsent, est de s'assurer à eux-mêmes la parole)... Ils n'ont pas voulu suivre les ultra-gauches qui voient dans le droit syndical « le butin de la collaboration de classe » et dans le syndicalisme essentiellement un « garant de l'ordre et de la paix sociale » (comme l'affirment certains groupes du genre *Union Ouvrière*, que dénonçait trop facilement Guy Lorant dans *Syndicalisme Hebdo-CFDT* pour mieux faire l'amalgame avec les « coucoux » qui obsèdent les confédéraux).

D'ailleurs, si les syndicats étaient si faibles que cela ne vaille plus la peine d'y militer, comment prétendre alors qu'ils « encadrent » la classe ouvrière et la « manipulent » ? Belle logique, on le voit, que celle des ultra-gauches anti-syndicaux !

● On voit ainsi se révéler un profond idéalisme, une conception métaphysique de la lutte des classes, ses conditions et ses enjeux. Théorisant quelques expériences limitées à l'atelier, ou plus souvent encore un soutien extérieur et ponctuel à tel ou tel conflit de classe, les ultra-gauches s'exaspèrent contre l'apparente solidité du révisionnisme dans le syndicat pour affirmer, dès le fragile ralliement d'une mince frange ouvrière à leurs thèses, que « les ouvriers les plus conscients nous enseignent eux-mêmes le dégoût du syndicalisme ».



Le comité de lutte Renault se voulait le « porte parole de la révolte des OS »

sitions mises en avant par les révolutionnaires. D'autres, plus nombreux, observeront, pour en tirer la même conclusion...

(Extrait du Rapport Politique du Congrès constitutif du PCRmi de 1974).

● En outre, la Cause du Peuple devait être rapidement le bien mauvais chantre d'un anti-syndicalisme systématique : bataille rangée contre les révisionnistes présentés essentiellement comme « police syndicale », actions « exemplaires » (minoritaires) proposées comme alternative au « syndicalisme du beefsteak, des bonzes porte-serviettes »...

Derrière l'outrance des critiques se cache en fait un syndicalisme « dur » qui finit dans l'apôlisme d'une « Union Nationale des Comités de Lutte d'Ateliers », éphémère. Pendant ce temps, mais avec du retard, et sans envergure, le mot d'ordre « des comités de base partout » viendra en 1970 souligner l'opportunisme dans le mouvement marxiste-léniniste ; il témoignera déjà d'une incapacité à tracer des tâches concrètes pour l'avancée de la révolution...

certaines vont jusqu'à appeler les déclarations de Ceyrac (responsable du CNPF) qui saluait en 73 « l'affaiblissement de l'autorité des organisations syndicales ». Comme si, face au capitalisme, on pouvait se réjouir de ne pas avoir d'organisation de masse puissante que l'on puisse orienter pour la lutte... Comme si, l'on devait s'en tenir à la constitution (à l'instar des ultra-gauches que critiquait Lénine en 1920) d'une *Union Ouvrière toute neuve, propre, innocente des préjugés démocratiques bourgeois, des péchés corporatifs et étroitement professionnels* mais, ô combien isolée et peu influente...

Comment apprécier, par exemple, le fait que les organisations syndicales aient obtenu par l'action (en particulier après 68) des avantages matériels en postes de permanents payés par l'Etat (SNCF, EDF...), en locaux et subventions (« les deniers de Judas » disent certains) et des droits nouveaux (protection des délégués, extension des heures de délégation, reconnaissance de la Section d'Entreprise...)?

D'un côté, c'est la base matérielle d'une coupure d'avec la classe

Cette impuissance à apprécier les rapports de forces et déterminer une tactique capable d'arracher la classe ouvrière au révisionnisme, et donc de le battre en brèche dans le mouvement syndical, est caractéristique de la démarche gauchiste, (au-delà de ses manifestations spécifiques à différentes phases de l'histoire du mouvement ouvrier).

● En effet, les accusations dirigées contre les syndicats, en ce qui concerne leur conservatisme, leurs traditions, leurs trahisons sont, le plus souvent, parfaitement justifiées. Mais saurait-on en conclure que «*la lutte contre les côtés négatifs du mouvement syndical actuel offrira le maximum de succès quand tous les ouvriers à tendance révolutionnaire auront quitté jusqu'au dernier le syndicat*» ?

De ce point de vue, rien ne permet de dire aujourd'hui que la voie de la lutte dans le syndicat est bouchée... Ni les attaques contre les militants et structures de lutte de classe (la «*chasse aux sorcières*» menée tant dans la CFDT que dans la CGT), ni l'attentisme ou la trahison des luttes et l'«*esprit de concertation*» (marqués par exemple face au plan Barre) ne modifient les nécessités de la bataille pour une alternative révolutionnaire dans les syndicats. Citant Lénine, la récente réunion nationale des cellules d'entreprises du PCRml (cf *Front Rouge* n° 10) rappelait qu'«*il faut savoir consentir tous les sacrifices, surmonter les plus grands obstacles, afin de faire un travail de propagande et d'agitation méthodique, persévérant, opiniâtre et patient*», justement dans les syndicats dominés par le révisionnisme et le réformisme, afin d'y mobiliser et entraîner les masses pour une issue révolutionnaire à la crise.

● Sinon, c'est confondre la forme des syndicats et leur structure actuelle, leurs mécanismes et l'appareil qui tourne entre les mains du P«C»F et du PS et des chefs syndicaux qui leur sont proches, avec le «*mouvement syndical*» lui-même, traversé par la lutte de classes, la lutte entre les deux voies : réforme ou révolution. Et, avec l'approche des échéances politiques de 1978 et leur suite, la montée d'affrontements de classe puissants, résultant de la crise politique, plus que jamais, «*ceux qui lancent le mot d'ordre de l'abandon des syndicats se condamnent, malgré leurs intentions généreuses, à n'être (selon le mot de Losovsky, responsable du travail syndical de la Troisième Internationale) «que des spectateurs passifs devant les événements qui se développent»* !



78 : «*Si nous étions ministres...*»

### FACE AUX ÉCHÉANCES DE 78 : «**Militer dans les syndicats c'est possible et nécessaire... et c'est le moment !**»

Lorsque l'on considère aujourd'hui le mouvement syndical (du point de vue de son fonctionnement comme de son activité) : l'existence du révisionnisme, la montée du PS dans les appareils syndicaux CFDT et la donnée d'importance que représente leur division, impliquent des tâches spécifiques à la période pour les communistes révolutionnaires dans la question syndicale. Le propre d'une orientation léniniste en la matière est bien, en effet, d'articuler l'intervention communiste à la réalité concrète actuelle du mouvement des masses. C'est donc répondre à ces interrogations : peut-on encore valablement militer dans les syndicats ? Que change la proximité des échéances de 78, un passage de la gauche au pouvoir ?

● La lutte de tous les jours contre les empiètements du capital, l'organisation de la résistance ouvrière pour le pouvoir d'achat, l'amélioration des conditions de travail, la conquête et le développement du droit d'expression et d'association : autant de batailles quotidiennes, compatibles certes avec la survie du capitalisme, mais nécessaires au prolétariat pour grouper ses forces, ne pas se laisser laminer...

Avec l'«*offensive de temps de crise*» lancée par la bourgeoisie pour faire payer la note à la classe ouvrière et aux masses populaires, grâce à son plan Barre, ce combat quotidien prend de l'importance !

Dans le cours même de ce combat, la conscience que des objectifs plus décisifs encore sont en jeu et que la question du système est posée, grandit. C'est dans ces conditions, précisément, que (selon le mot de Marx) : «*Lâcher pied, sans courage*

*dans le conflit quotidien avec le capital, ce serait irrémédiablement perdre la faculté de se lancer un jour dans un mouvement plus vaste* !

● Le 7 octobre 76 a manifesté avec éclat que loin d'être close (enterrée par une «*transformation inéluctable des syndicats en instruments typiquement et uniquement d'encadrement et d'oppression des masses*») la lutte entre deux voies, deux classes est aiguë, en plein essor dans le mouvement syndical. On y a vu à Lyon, à Nancy, à Bordeaux... comme à Paris, des manifestations partagées, secouées par l'opposition au Programme Commun, et à la voie réformiste dans les confédérations. Des sections, des syndicats entiers manifestaient sur des mots d'ordre de lutte de classe, refusant l'attentisme et l'électoratisme, mettant en échec le soutien aux partis de la gauche bourgeoise, souhaité par les dirigeants confédéraux. On y vit même des responsables d'Unions et de Fédérations prendre, minoritairement mais effectivement, des positions révolutionnaires, impulsant les mots d'ordre de lutte, mettant des structures au service des intérêts ouvriers ! Bien plus : des syndicalistes CGT en nombre appréciable (parfois même des syndicats entiers !) prenaient des positions offensives, de classe : certains défilaient dans l'unité avec des militants et structures CFDT de leur entreprise (malgré les dispositions de division prises par les responsables révisionnistes et réformistes)...

● D'aucuns pourraient rétorquer que depuis le 7 octobre, le mouvement des masses ne s'est plus affirmé de manière aussi nette et que le chapeau d'un «*syndicalisme traditionnel*», au service de l'Union de la gauche, s'est refermée sur bien des structures. Et il est vrai qu'on assiste depuis l'automne 76 à une relance de la «*chasse aux sorcières*» dans les syndicats (notam-

ment dans la CFDT) et à une «normalisation» à marche forcée des thèmes idéologiques et politiques dans les Confédérations (et aussi de leur fonctionnement). Cette situation amène d'ailleurs, comme on l'a vu, le découragement de certains travailleurs (écœurés à Bordeaux par la dissolution de l'UD-33 CFDT ou à Strasbourg par l'éviction de délégués CGT de la Télec). Elle fait que le débat politique a besoin, pour se développer pleinement, de structures de masse, impulsées par les communistes révolutionnaires. Celles-ci peuvent jouer — par rapport aux syndicats — un rôle (non concurrentiel) d'unification et de mobilisation, capable d'imposer la démocratie prolétarienne dans l'entreprise (et donc de briser les petits calculs étouffants du réformisme syndical et du révisionnisme). De là, la politique prolétarienne trouve un point d'appui de taille pour sa lutte tenace au sein même des structures.

• Car les grandes manœuvres confédérales n'ont pas plus étouffé l'opposition dans la CFDT que dans la CGT. Au dernier Comité Confédéral National de la CGT, J. L. Moynot ne reconnaissait-il pas que «la direction confédérale CFDT est, pour l'instant, très peu suivie» et que ses «mesures administratives (UL 8-9<sup>e</sup> de Paris, UD de Gironde,...) ne sont pas pour assainir le climat» ?

Ce même CCN CGT devait d'ailleurs essayer les critiques de responsables départementaux ou fédéraux (qui, tout en soutenant le Programme Commun, sont contraints de refléter d'une certaine manière, le mécontentement des militants et syndiqués). Le secrétaire du Comité Régional de Lorraine devait, par exemple, reconnaître que la CGT telle qu'elle est aujourd'hui est «trop loin des travailleurs», «ne se préoccupe pas de leurs revendications immédiates et concrètes»; tandis que

le responsable CGT de la Construction dénonçait le fait qu'on «parle trop de démocratie syndicale sans y mettre derrière le contenu qui y correspond» et défendait la «priorité aux bas salaires». On y a vu encore le secrétaire de l'UD des Vosges mettre au compte de la politique confédérale le «décalage entre le mécontentement et les actions engagées... Et ce n'est là, bien sûr, que la transcription au plan national, dans des instances feutrées et largement dominées par le révisionnisme, de contradictions autrement plus vives dans les syndicats. C'est notamment le cas à la suite du renoncement à la dictature du prolétariat par le P«C»F (et à son XXII<sup>e</sup> Congrès en 76) qui a troublé de nombreux cadres syndicaux jusque-là fermes soutiens de Séguy et Krasucki.

• Enfin, qu'on y songe : pourquoi les gens du P«C»F dans la CGT et la social-démocratie dans la CFDT prennent-ils autant de soin à structurer davantage à leur profit le mouvement syndical à l'approche de 78 ? Peut-on raisonnablement admettre la constitution d'une «centrale unifiée» sous direction révisionniste (comme le propose de plus en plus ouvertement Séguy) ou la constitution de la CFDT à son prochain Congrès (le 38<sup>e</sup>) en syndicat exclusivement «autogestionnaire» (prêt à collaborer avec le PS au pouvoir), sans réagir ? Il n'est pas possible d'imaginer un seul instant de livrer ainsi les organisations syndicales à la réalisation des projets bourgeois de la gauche ! Le rapport Maire-Decaillon-Hureau au Conseil National CFDT d'octobre 76 éclaire ce danger de transformation du syndicalisme en instrument de la gauche au pouvoir : information, formation, fonctionnement et même mode de déroulement du 38<sup>e</sup> Congrès, tout y est préparé de telle sorte que se mette en place une «cohérence» social-démocrate, spécifi-

que, pour «faire face aux tentatives de débordement» après 78...

• En fin de compte, la proximité d'un passage des partis du Programme Commun au gouvernement, avec leur volonté de faire alors du syndicalisme un «instrument réfléchi d'une dynamique de relation avec la gauche au pouvoir», ne fait que renforcer, très concrètement, la nécessité de mener hardiment et complètement (dans toutes les structures) la lutte de classe dans les syndicats ! Organisant un courant d'opposition syndicale révolutionnaire et autour de lui, plus largement, toute une «nouvelle Gauche Syndicale», les communistes révolutionnaires ont à créer de la sorte des centres de résistance et d'offensive ouvrière face aux projets capitalistes d'Etat du P«C»F comme à celui de gestion des affaires de la bourgeoisie du PS, de l'intérieur même du mouvement syndical... C'est là, en effet, le meilleur moyen de servir l'intérêt de classe du prolétariat. C'est lutter pratiquement contre «l'esprit syndicaliste étroit», l'apolitisme que peut nourrir dans un premier temps le constat du syndicalisme d'échec, de trahison et d'intégration façonné par le révisionnisme à notre époque. Tracer la perspective d'un authentique syndicalisme de classe et de masse, démocratique, en convergence avec l'objectif stratégique de la France socialiste des ouvriers et paysans, c'est vouloir remettre la politique prolétarienne entre les mains des syndiqués. C'est faire du syndicat effectivement «l'arme de tous les travailleurs», non plus seulement pour leur défense quotidienne, mais pour l'émancipation de classe à laquelle appelle et milité notre Parti, dans l'unité du travail d'entreprise (dans le syndicat et comme Parti Communiste Révolutionnaire, par son activité propre) !



# QUELQUES POINTS DE REPERE

● Le Chili de l'Unité Populaire, de par l'intense mobilisation des masses populaires, a constitué un centre d'intérêt évident pour les travailleurs.

Mais il a été mis en avant aussi par tous les politiciens bourgeois de la gauche pour donner quelque crédit à leur prétendue voie de passage démocratique au socialisme. Pour Mitterrand, la voie chilienne était l'image vivante de ce «socialisme dans la liberté» qu'il prône.

Les révisionnistes du P«C»F y voyaient eux, la confirmation du passage pacifique, soulignant les similitudes que d'après eux, on pouvait observer entre le Chili et la France : «anciennes traditions démocratiques», «régime parlementaire», «soumission de l'armée au pouvoir civil» etc...

«Un jour de septembre 70, déclarait sans ambages France Nouvelle, le Chili s'est brusquement rapproché de la France. La victoire d'Allende et de l'Unité populaire nous apparaissait comme la confirmation expérimentale de nos thèses. Lorsqu'on nous objectait que la voie pacifique, ça ne s'était jamais vu, nous tenions enfin l'argument irréfutable : Et le Chili ?».

Le coup d'État fasciste de Pinochet a suscité colère et solidarité pour le peuple chilien, mais aussi bien des questions sur les problèmes de la stratégie révolutionnaire et de la prise du pouvoir par le prolétariat.

## La voie chilienne vers le socialisme ou la révolution dans la légalité

Quelque temps après le coup d'État, Madame Allende, en son nom et sans doute au nom de nombreux socialistes et travailleurs chiliens fit la déclaration suivante :

«Le bulletin de vote ne suffit pas pour parvenir au socialisme. Il faut aussi disposer d'une armée au service du peuple. Le coup d'État nous a montré qu'en Amérique Latine tout au moins, il est illusoire de miser sur la voie constitutionnelle et pluraliste».

Arriver au pouvoir ne signifie pas nécessairement contrôler le pouvoir politique. Or, nous n'avons jamais réussi à contrôler l'appareil d'État. Nous ne disposons ni de l'appareil



Aujourd'hui, au Chili...

législatif, car la majorité des parlementaires appartenait à l'opposition, ni de l'appareil judiciaire, qui était systématiquement favorable aux grands propriétaires et aux comploteurs, ni, hélas, de l'appareil militaire comme on a pu le voir le 11 septembre».

En effet, la victoire en quelques heures des généraux fascistes montrait clairement à quel point, en trois années de gouvernement d'Union Populaire, le système de domination de la bourgeoisie, son appareil d'État, étaient demeurés intacts.

Et elle détruisait d'un coup le mythe de la «révolution dans la légalité», dont les dirigeants de l'UP s'étaient faits les promoteurs : c'est dans le cadre des institutions bourgeoises et de la loi, en se fiant à elles et en les mettant à profit que les travailleurs, en s'appuyant sur «leur» gouvernement consolideront provisoirement leurs positions et conquerront la totalité du

pouvoir.

On a maintes fois souligné, surtout depuis le coup d'État, les traits les plus marquants et les plus aberrants — au regard de la situation actuelle — de ce légalisme outrancier, et notamment la complète imprévoyance vis-à-vis des forces armées que l'UP présentait devant les masses comme «le bras armé du peuple», «le peuple en uniforme», et à propos desquelles Allende déclarait entre autre :

«J'ai signalé que ce processus de transformation n'est possible que parce que les forces armées et les carabiniers ont une conscience professionnelle qui les rend respectueux des lois et de la Constitution, ce qui n'est pas le cas dans la majorité des pays latino-américains et constitue une exception sur le continent, voire même sur les autres continents».

Non pas que les dirigeants de l'UP n'aient eu aucune appréhension vis-à-



Lorsque l'Unité Populaire manifestait à Santiago.

vis de l'armée, ou plus précisément vis-à-vis d'une partie d'entre elle : sa fraction éventuellement «illégaliste». Faute de quoi on comprendrait mal justement tous les efforts et toutes les manœuvres de séduction déployées par l'UP pour s'attirer les bonnes grâces de l'armée, pour la flatter, pour ne pas la contrarier, pour assurer aux officiers un niveau de vie et des avantages sociaux qui, aux dires de tous les observateurs, furent largement supérieurs à ceux consentis par les régimes précédents et surtout pour confier aux forces armées un rôle économique, politique et social sans commune mesure avec celui qu'elles avaient pu jouer dans les gouvernements immédiatement antérieurs.

Dans un interview où il se livre à un examen autocritique de l'activité de l'UP, Almeyda, ancien ministre et un des actuels responsables du PS donne cette indication intéressante :

«Nous avons voulu prendre en compte la personnalité de chaque officier. Nous voulions changer l'état d'esprit de chacun à l'intérieur de l'armée : une offensive idéologique dans le cadre des institutions... quelle confusion !».

Or, en effet, ce qui fut nié, c'est bien le caractère de classe de l'armée en tant que telle, c'est-à-dire en tant qu'institution et pilier de l'Etat bourgeois.

Force en balance, elle représentait en fin de compte au contraire, aux yeux des dirigeants de l'UP, les différentes composantes de la société chilienne, et donc avant tout celles qui y sont majoritaires : les masses populaires.

Et de même qu'on envisageait de retourner contre la bourgeoisie sa propre légalité, on laissait croire qu'il était possible en fin de compte de rallier l'armée à la perspective de la transformation sociale, ou tout au moins obtenir d'elle une neutralité bienveillante pour peu que celle-ci soit particulièrement prudente, évite les soubresauts et par conséquent s'abstienne de mettre en avant l'initiative du peuple.

Telle fut une des illusions propagées par les dirigeants de l'UP, par cette «voie chilienne» qui a semé tant de

confusion dans les masses sur la question du pouvoir et de l'Etat.

Car ce qui fut le noyau de cette voie légale et pacifique —et dont l'appréciation sur l'appareil militaire est ô combien partie-prenante— c'est l'idée selon laquelle, avec l'avènement d'un gouvernement d'UP, le prolétariat, les masses populaires étaient déjà en train de conquérir le pouvoir et d'entamer la transformation socialiste : sans doute ne possédaient-ils pas encore le pouvoir, mais assurément une partie du pouvoir sur laquelle ils pouvaient s'appuyer pour le conquérir totalement.

Nous avons là en œuvre une conception qui est le fond commun de tous les réformismes : à savoir l'idée qu'il existe, dans certaines conditions, un double aspect dans le pouvoir central et dans l'Etat : un «aspect populaire» —synonyme d'un Pouvoir Populaire— qui est soi-disant appelé à se développer et un aspect réactionnaire, bourgeois, que l'on vise à réduire et à détruire progressivement au cours du «processus de transformation de la société».

Notons d'ailleurs au passage que dans cette conception réformiste —et ce fut particulièrement net au Chili— la prise du pouvoir politique par le prolétariat n'est pas considérée comme le premier acte, et l'acte indispensable pour entamer un processus de transformation révolutionnaire de la société, mais que ce processus lui-même est décrit comme s'attaquant simultanément aux structures économiques et politiques bourgeoises et les réduisant par étapes de sorte que ce n'est qu'à la fin de ce processus que le prolétariat se trouve à la fois détenteur de la plénitude du pouvoir et agent d'une économique de caractère socialiste.

L'illusion d'une dualité de pouvoir ou des pouvoirs a pris au Chili deux formes différentes, en apparence exclusives :

● La première, la plus courante et la plus connue est celle de l'UP : les travailleurs, en possédant le gouvernement —nous verrons de quelle coalition de classe il s'agit— possèdent déjà un instrument de poids. S'ils savent en faire bon usage, s'ils évitent tout affrontement de classe aboutis-

sant à une polarisation des forces bourgeoises, les travailleurs peuvent espérer la consolidation de leur position.

● La deuxième est celle qui voit dans la création d'organisations de lutte dans les usines et dans les champs —organisations qui peuvent être des supports, des points d'appui pour la réalisation de réformes importantes— déjà la réalité d'un pouvoir populaire.

L'expérience chilienne montre à quel point il est illusoire de confondre les organisations que se donnent les ouvriers et les paysans pour la lutte et la conquête du pouvoir avec le fait que de telles organisations puissent être d'ores et déjà —en l'absence d'une destruction radicale de l'appareil de répression de la bourgeoisie— c'est-à-dire d'une authentique prise de pouvoir— de véritables organes d'un pouvoir populaire.

Les arrestations de paysans occupant les «fondos», la répression de la justice, les actions terroristes des propriétaires fonciers, les barrages mis en place par les organismes de la réforme agraire, les perquisitions de l'armée dans les usines pour empêcher tout armement des masses, etc... ne sont que quelques manifestations de la permanence de l'oppression des masses durant tout le cours de l'UP, par un appareil coercitif qui lui est profondément étranger.

Ces deux variantes du pouvoir populaire ont donné lieu à des pratiques politiques fort différentes, mais elles sont en fait solidaires : non seulement parce qu'elles éludent l'une et l'autre le problème du pouvoir central, mais aussi parce que la deuxième se nourrit de l'illusion qu'un gouvernement de «gauche» conduit à un affaiblissement de la machine bureaucratique et militaire de l'Etat bourgeois, ou tout au moins peut entraîner sa paralysie partielle.

### Une expérience de caractère réformiste

Or ce que prouve l'expérience du Chili, c'est que la venue au gouvernement d'une coalition d'UP —loin d'avoir sensiblement entamé le système de domination politique de la bourgeoisie— a d'abord été une solution à laquelle la classe dominante a eu recours en vue de contenir et de dévoyer les aspirations révolutionnaires des masses.

Car l'UP vient au gouvernement dans une situation bien précise : la Démocratie Chrétienne, espoir et fleuron de la bourgeoisie et de l'impérialisme US dans les années 60 est en perte de vitesse accélérée. Sa politique visant à favoriser la pénétration des capitaux US aboutit à des résultats économiques extrêmement médiocres, et elle se trouve en butte à une

radicalisation du mouvement de masse : les luttes dans les usines, des sans-logis, et des paysans, qui commencent l'occupation des terres et créent leurs syndicats, se multiplient.

Aux élections présidentielles de septembre 70, Allende, candidat de l'UP vient en tête des suffrages.

Si la bourgeoisie ratifia ce choix, ce ne fut certes pas par gaieté de cœur et les 60 jours qui séparèrent les élections de la ratification d'Allende par le sénat —selon les dispositions de la constitution chilienne— furent jalonnés par des heurts, des divisions au sein des partis bourgeois traditionnels, de même que par des tentatives putchistes pour empêcher l'entrée en fonction d'Allende.

Mais si la bourgeoisie liée à l'impérialisme US se résolut à cette solution, malgré les concessions qu'elle impliquait, c'est qu'elle n'affectait pas ses intérêts fondamentaux, d'une part à cause de la nature des forces rassemblées dans l'UP, d'autre part parce qu'elle gardait en mains les leviers essentiels du pouvoir politique.

*Quelles sont donc les forces rassemblées dans l'UP? Quelle est la nature de classe des différents partis qui la composent?*

Quelle que soit l'influence qu'ils aient pu avoir dans la classe ouvrière et chez les travailleurs agricoles, l'ensemble des partis constituant l'UP forme une coalition de forces bourgeoises ou petites bourgeoises par leur base de classe, leur politique et leur idéologie.

L'UP regroupe divers partis bourgeois comme le Parti Radical —vieux parti s'appuyant sur la bourgeoisie moyenne industrielle et commerçante, qui s'est trouvé lié aux coalitions réactionnaires antérieures et qui s'est rallié en dernière minute à l'UP—, de même que le Parti social-démocrate et l'API qui ont des caractéristiques de classe assez proches de celles du Parti Radical ; des secteurs du christianisme social ou de la gauche chrétienne, tels que le MAPU et l'IC ; et enfin le PS et le P«C».

Ce sont ces deux partis qui ont formé le gros de la coalition et ce sont eux qui ont modelé pour l'essentiel l'action politique de la coalition de gauche.

Le P«C» chilien, communiste de nom, est devenu très rapidement un parti de caractère révisionniste. Dès 1956, à son X<sup>e</sup> congrès, il proclame :

*«La victoire du Front populaire en 38 et de l'alliance démocratique en 46 démontrèrent précisément que la classe ouvrière et le peuple chilien ont pu conquérir le gouvernement par une voie qui n'est pas celle de l'insurrection».* Et dès le lendemain du XX<sup>e</sup> congrès du PCUS, en 1960, Louis

Corvalan écrit : *«La révolution socialiste par la voie pacifique n'est plus considérée comme quelque chose de tellement exceptionnel, mais comme la forme la plus probable de transition du capitalisme au socialisme».*

Aussi le P«C» chilien sera-t-il un des plus chauds partisans de la voie légaliste et pacifiste.

Durant tout le cours de l'UP, c'est le parti qui condamnera le plus énergiquement toutes les actions autonomes des masses, les occupations de terre, les expropriations opérées directement par les travailleurs, les actions dans les bidonvilles, les taxant d'initiatives provocatrices ne pouvant faire que le jeu de la droite.

*«La légalité, dit-il, lie les mains de la bourgeoisie dans un pays où l'idéologie juridique est dominante. Elle neutralise l'ennemi et rendrait difficile une reprise violente —en dehors de la loi—, des couches moyennes».* Il jouera un rôle constant, à tous les moments de l'UP, pour donner le maximum de garanties à la bourgeoisie et aux forces armées, et imposer une politique de concessions. C'est notamment lui, lors de la grande crise d'automne 72 qui a vu la première grande offensive des forces de droite avec la grève conjuguée des commerçants et des camionneurs, qui a réclamé, et obtenu un infléchissement de la ligne de l'UP, la reprise du dialogue avec la DC, l'entrée des militaires dans le gouvernement et une attitude beaucoup plus ferme contre les excès qualifiés de gauchistes.

Le PS, quant à lui, occupe une place assez différente. Non pas qu'il ne soit un parti réformiste. Mais, né en 33 —donc après la scission des années 20—, et n'ayant jamais accepté d'adhérer à l'Internationale Socialiste, le PS chilien ne peut être confondu avec le type de «parti socialiste» qui existe, par exemple, en Europe Occidentale.

En fait, il trouve une large base d'appui dans la fraction non possédante de la petite bourgeoisie : fonctionnaires, employés, enseignants et membres des professions libérales —avocats, médecins, etc...— qui joueront un rôle important au niveau de sa direction.

Or ces couches, dans la structure sociale du Chili, sont loin d'occuper une place négligeable. D'autre part, la position qu'elles adoptent dans la lutte de classe, dans le cadre d'un pays capitaliste en butte à l'oppression étrangère, est contradictoire.

D'un côté, ces couches aspirent à mener la lutte contre l'impérialisme, à se libérer de la tutelle US. Mais, d'un autre côté, elles visent, dans le cours même de cette lutte, à faire prévaloir leurs propres intérêts de classe, évidemment distincts de ceux des ouvriers, des paysans pauvres et des travailleurs agricoles.

Car elles n'ont pas, en tant que

telles, intérêt à une destruction de l'ordre bourgeois, mais à son réaménagement à leur profit.

Dans certaines conditions, elles peuvent espérer en s'appuyant sur les ouvriers et les paysans, diriger un processus anti-impérialiste qui les conduirait à s'ériger en classe bourgeoise bureaucratique d'Etat.

Le PS reflète la nature contradictoire de ces couches petites bourgeoises qui lui fourniront son idéologie composite : révolutionnarisme et légalisme, illusions constitutionnelles, tendances à l'anarchisme et à l'action individuelle, voire «héroïque», paternalisme et défiance vis-à-vis de l'action autonome, indépendante, des ouvriers et des paysans.

Mais, malgré tout, ses positions anti-impérialistes vaudront au PS de garder une influence importante dans les rangs de la classe ouvrière, lui permettant d'en disputer la direction au parti communiste chilien, avant même que ce dernier ne tombe dans le révisionnisme.

Sur le plan politique, la toile de fond reste le réformisme. Mais le PS, avant l'arrivée au pouvoir d'Allende, oscillera constamment d'un révolutionnarisme de «gauche», stérile qui proclame un jour son attachement à la révolution, à la lutte armée, à la destruction violente de l'appareil d'Etat bourgeois, —mais sans en tirer les conséquences politiques pratiques immédiates pour l'organisation des masses—, pour passer le lendemain à l'électoralisme le plus plat lorsque l'opportunité se présente.

Et on sait qu'elle s'est présentée, aux yeux de la majorité du PS, ce jour du 4 septembre 1970, qui a ouvert toutes grandes les portes de la «révolution dans la légalité».

□  
Ce que nous venons de voir implique que l'on ne peut assimiler, identifier ▶



Salvador Allende

l'expérience de l'UP à une simple tentative de rapiéçage du système en place, ou encore à une pure entreprise de duperie des masses.

Certes, elle est à la fois l'une et l'autre. Mais l'UP, — pour une partie tout au moins d'entre elle, à savoir le PS et le MAPU notamment — a mis en scène des forces sociales distinctes de la grande bourgeoisie, ayant des intérêts contradictoires avec elle et avec l'impérialisme US, et cherchant à imposer des mesures visant à affaiblir les positions impérialistes.

Elles l'ont fait dans un cadre réformiste et, au demeurant, nettement circonscrit par la classe dominante.

Mais si l'on perd de vue cette particularité du réformisme chilien — qui le distingue du réformisme européen — il semble difficile de comprendre le caractère violent des contradictions qui ont opposé très rapidement l'UP à la classe dominante, de même que l'acharnement avec lequel l'impérialisme US, à partir de la fin 71, a tenté de la renverser par tous les moyens.



Tout en étant contrainte — de par la crise de son système de domination politique — d'accepter la venue au gouvernement de l'UP, la classe dominante a mis d'emblée des bornes très précises à son action.

Elle n'a toléré, et ce dès le début, la présence de l'UP au gouvernement qu'autant que celui-ci ne porte atteinte à ce fameux «Etat de Droit» qui au Chili recouvre d'une même expression l'appareil d'Etat bourgeois et le système juridique, et qui est décrit d'une manière assez éloquente dans les exigences que posait la DC à la ratification de l'élection d'Allende :

*«Nous voulons un Etat de droit. Ceci requiert l'existence d'un régime politique à l'intérieur duquel l'autorité soit exclusivement exercée par les organes compétents, exécutif, législatif et judiciaire... Sans intervention d'autres organes «de fait» qui agiraient au nom d'un soi-disant pouvoir populaire... Nous voulons que les forces armées et le corps des carabiniers continuent d'être une garantie de notre système démocratique. Ce qui implique que soient respectées les structures organiques et hiérarchiques des forces armées et du corps des carabiniers.»*

Cette réalité du pouvoir, la bourgeoisie n'a jamais permis à l'UP, ni aux masses populaires qu'elle soit remise en cause.

La bourgeoisie a gardé la main sur le pouvoir législatif par lequel la classe dominante pouvait s'opposer à toute proposition de loi dépassant les concessions qu'elle jugeait utile d'accepter, mettre en accusation les ministres de l'UP et les destituer.

Elle a gardé la haute-main sur le pouvoir judiciaire. Non seulement sur la fameuse «controlaría», mélange de conseil constitutionnel et de cour des comptes, pouvant annuler pour «inconstitutionnalité» les lois et décrets de l'exécutif ; mais aussi sur les tribunaux qui, durant tout le cours de l'UP, firent preuve de la plus grande mansuétude à l'égard des bandes armées des propriétaires fonciers, des auteurs des attentats et provocations de droite, tout en recourant à la plus grande sévérité à l'égard des masses populaires qui — dépassant le cadre de la légalité — se livraient à des occupations de terre ou se dotaient d'armes en vue de faire face à un danger fasciste.

Elle a gardé la haute-main sur ce véritable pouvoir que constitue l'information : sur 64 journaux, 10 seulement ont appuyé le gouvernement d'UP, et sur 134 stations de radio, 98 appelaient plus ou moins ouvertement à la résistance passive ou ouverte à l'égard de l'UP.

Elle a gardé enfin la haute-main sur ce qui constitue le pilier de l'Etat bourgeois : l'armée.

Celle-ci, bien qu'ayant eu peu fréquemment l'occasion d'intervenir directement contre le mouvement révolutionnaire au Chili, n'en avait pas moins les traits essentiels de toute armée bourgeoise :

Issue pour la grande majorité de ses officiers et sous-officiers d'hommes en provenance de la grande et de la moyenne bourgeoisie, formée dans des écoles spécialisées, animée d'une idéologie anti-communiste, la majorité de l'armée était parfaitement consciente de la fonction qui est la sienne dans toute démocratie bourgeoise. Interrogés sur leur rôle au cours d'une enquête menée par des sociologues US du temps de Frei, 2/3 des officiers supérieurs étaient tombés d'accord sur cette définition : «Les militaires sont nécessaires au pays même lorsqu'il n'y a pas de guerre, afin de se comporter en gardiens de la constitution au cas où le gouvernement essaierait de la violer.»

Tout comme les autres éléments de «l'Etat de droit», le gouvernement d'UP s'était engagé à ne pas toucher aux structures militaires, garantissant l'inamovibilité des fonctionnaires civils et militaires.

Et comment — en eût-il eu la velléité — aurait-il pu le faire, lui dont la légitimité provenait des urnes et non du fusil et reposait donc non sur la force, mais sur la loi et les institutions bourgeoises, dont précisément l'armée était la garantie ?

Dans tout le cours du gouvernement d'Allende, l'armée est donc restée intacte. Et qui plus est, aucun des accords avec l'impérialisme US, passés du temps de Frei, n'ont été modifiés. Tant était grande la nécessité de ne pas se mettre à dos les militaires !



C'est ainsi que les yankees ont continué l'approvisionnement en armes et en matériel, que l'armée chilienne continua à être intégrée au dispositif militaire US, que plusieurs manœuvres navales conjointes UNITAS (qui provoquaient auparavant les hauts cris des partis de l'UP) eurent lieu et que les unités anti-guérilla (1) ont continué de s'entraîner à Panama, à Fort-Gullick, sous la direction d'instructeurs d'US...

### La portée des mesures prises par l'UP

La nature des forces politiques représentées dans l'UP et le cadre dans lequel elles ont pu agir, et que nous venons de voir, permet de comprendre que la politique suivie par l'UP, n'a pas abouti, et ne pouvait aboutir, à un affaiblissement décisif des positions des classes dominantes à la ville et à la campagne, à une rupture radicale avec l'impérialisme US et encore moins à une réalisation des aspirations révolutionnaires des ouvriers et des paysans. Il est certain que l'UP, sous l'impulsion d'ailleurs d'une très large mobilisation populaire, a contribué à imposer un certain nombre de mesures de caractère anti-impérialiste. Cela concerne notamment la nationalisation des mines de cuivre — dont le produit représentait environ 80 % des exportations chiliennes — et la constitution d'un large secteur d'Etat — ne se limitant pas à l'appropriation des sources de matières premières — et ce, par une double procédure d'expropriation et d'achat d'entreprises privées par l'intermédiaire de la CORFO, organisme d'Etat gestionnaire du patrimoine public. Ce type de mesures — qui ne constituent pas en soi du socialisme, mais du capitalisme d'Etat — est du type de celles que prennent aujourd'hui nombre de pays du Tiers-Monde en vue de desserrer l'emprise de l'impérialisme et poser les jalons d'une économie indépendante.

De même, le rythme de la Réforme Agraire, votée du temps de Frei, fut accéléré.

D'autre part, un contrôle sur le commerce extérieur, ainsi que sur la circulation des capitaux — notamment en ce qui concerne le «rapatriement» des bénéfices des sociétés étrangè-



«Les carabiniers ont une conscience professionnelle...»



«qui les rend respectueux des lois...»  
(Allende)

res— fut instauré donnant moins de latitude à l'impérialisme US.

Mais du point de vue des intérêts des masses fondamentales, ouvriers et paysans pauvres, les mesures économiques de l'UP se sont trouvées grevées d'une double limite :

- D'une part, l'UP fit en sorte qu'elles n'excèdent pas les concessions que la bourgeoisie étaient prêtes à tolérer, et qu'elles se déroulent dans le cadre de l'ordre et de la légalité, sans que l'on puisse suspecter le gouvernement de se livrer à un quelconque acte de «dépossession».

- D'autre part, elles aboutissent souvent à la création d'un nouvel appareil bureaucratique —soi-disant émanation du pouvoir populaire, mais en fait expression des intérêts de la petite bourgeoisie bureaucratique —qui se place au-dessus des masses et légifère à leur place.

Ainsi sur tous les points, le gouvernement d'UP resta-t-il en deça des aspirations révolutionnaires des masses et les réprima-t-il.

1) En ce qui concerne les nationalisations, le gouvernement d'UP s'opposa au mouvement d'expropriation spontanée de certaines entreprises engagé par les travailleurs eux-mêmes.

Seules les entreprises (et les domaines) dont l'expropriation était prévue par l'Etat pouvaient l'être.

Derrière cette volonté maintes fois affirmée de procéder dans l'ordre et selon «un plan», il y a certes le désir de l'UP de ne pas effaroucher les forces bourgeoises ; mais aussi la volonté de placer les travailleurs sous

a tutelle d'un nouvel appareil —qui bien que les appelant à la rescousse pour élargir ses positions contre les capitalistes évincés de la gestion— ne leur ôte pas moins toute initiative autonome.

Le cas le plus évident est celui des entreprises nationalisées : l'usine est dirigée par un cadre nommé directement par le gouvernement et au conseil d'administration, sur onze personnes seuls siègent trois ouvriers, eux-mêmes évidemment pour la plupart responsables syndicaux.

A quel point les transformations dans la gestion des entreprises furent peu sensibles aux travailleurs, c'est ce que montre notamment la grève des mineurs de cuivre du mois d'août 71, un mois à peine après les mesures de nationalisation !

D'autre part, malgré les exigences de la classe ouvrière, ainsi d'ailleurs que d'une partie du PS, les capitalistes concernés par les expropriations ont reçu des indemnités considérables et le gouvernement d'UP s'engagea à payer les dettes des anciennes sociétés privées (notamment pour le cuivre).

On a calculé que l'ensemble des indemnités et des dettes prises à la charge de l'Etat chilien représentait l'équivalent de deux fois l'ensemble des salaires versés annuellement dans le pays.

Cette politique de gage et de concession à la bourgeoisie et à l'impérialisme ont deux conséquences extrêmement importantes :

- La première est que par les indemnités (il est vrai que celles-ci devaient être payées en vingt ans) et les rachats, les capitalistes et les sociétés étrangères «expropriées» purent disposer de sommes qu'ils ont investies dans de nouveaux secteurs industriels, ceux-là même souvent que l'Etat chilien se faisait fort de développer (sidérurgie, électronique).

D'autant que tout en «étatisant» certaines entreprises, le gouvernement d'UP a continué à faire appel à la collaboration de capitaux étrangers, US, notamment en mettant sur pied des sociétés d'économie mixte où le capital étranger, pour être minoritaire, n'en disposait pas moins de prérogatives et d'avantages importants. D'importants accords furent conclus avec RCA pour la construction de téléviseurs. Aussi tout en limitant l'emprise US, la politique de l'UP a permis une reconversion, une redistribution des capitaux américains, vers les secteurs de production de biens de consommation (ou de biens de production) non liés immédiatement aux sources de matières premières.

- La deuxième conséquence est que le versement de ces indemnités a contribué à alourdir considérablement les charges de l'Etat, d'autant que le gouvernement chilien, en vue de

n'effrayer personne, s'est aussi porté responsable sur le plan international —et notamment vis-à-vis des créances US— de l'ensemble de la dette extérieure de quatre milliards de dollars héritée de 80 ans de pillage impérialiste sur le Chili ! Et l'on sait que le gouvernement US, une fois le principe du paiement adopté, s'est montré fort exigeant, réclamant par anticipation le paiement des échéances en vue d'accroître les difficultés du gouvernement chilien.

Cette politique a eu pour contrepartie un déficit croissant du budget et une situation économique et financière de plus en plus désastreuse. Le taux d'inflation n'a fait que grimper atteignant près de 300 % dans les derniers mois de l'UP. La détérioration de la situation économique a eu entre autre comme conséquence de faciliter le passage aux côtés de la réaction de couches entières de la petite bourgeoisie et des employés, (et même de certaines fractions de la classe ouvrière). Comme quoi la politique de concession de l'UP a contribué —malgré les calculs initiaux des dirigeants de l'UP— non pas à rapprocher ces couches, mais à les éloigner du gouvernement.



De même, sur le plan de la réforme agraire, le souci du gouvernement de respecter le cadre strict de la légalité le contraignit à mettre en œuvre exclusivement les dispositions de la loi Frei.

Or, la réforme agraire —telle qu'elle était ainsi prévue— était de nature bourgeoise. En fixant le seuil de l'expropriation à 80 hectares de bonnes terres irriguées —soit plusieurs centaines d'hectares de terres moyennes—, elle visait en fait, tout en conduisant à redistribuer quelques terres aux paysans pauvres, surtout à promouvoir une agriculture de caractère capitaliste qui mette l'accent sur l'accumulation du matériel moderne, et non de la terre, et sur l'exploitation rationnelle.

Le nombre limité des hectares expropriés écartait plusieurs centaines de milliers de paysans, notamment les afuerinos, ouvriers agricoles saisonniers, tandis que les entraves mises à la formation de coopératives agricoles sur les terres expropriées conduisait à ce que nombre d'«asentamiendos» —forme d'économie communautaire éphémère prévue par la loi— servaient en fait de réserves d'ouvriers agricoles pour les grands domaines.

D'autre part, les paysans qui croyaient que l'arrivée de l'UP au gouvernement signifiait la terre au paysan ont décidé souvent de la prendre eux-mêmes, sans attendre le bon vouloir des fonctionnaires de la CORA. Partis du Sud, les occupations expéditives des «fondos» ont fait tâche d'huile, provoquant de la part

des propriétaires fonciers résistance, brutalités et protestations contre «l'illégalité de ces méthodes». — Tout en entérinant certaines initiatives paysannes par une mesure légale d'expropriation — ce qui fait que l'application de la réforme agraire sur une échelle assez large fut dû avant tout à la lutte des paysans eux-mêmes, le gouvernement, soucieux de légalité, en vint très rapidement à des mesures répressives à l'égard des paysans qui se virent expulsés violemment par la force armée, arrêtés, et pourchassés en justice.

### **D'une politique de concession à la bourgeoisie à une répression directe du mouvement de masse**

On touche là à la logique qui fut celle du gouvernement de l'UP. Bénéficiant au début d'un certain soutien des masses populaires, il s'opposa tout d'abord à leur initiative révolutionnaire pour ensuite s'aliéner leur confiance en adoptant à leur égard une attitude répressive.

Dans un premier temps, la venue au gouvernement d'une coalition d'UP suscite certaines espérances et donne une certaine impulsion au mouvement des masses. A l'égard de ce mouvement, le gouvernement d'UP, soucieux de ne pas effaroucher la classe bourgeoise est amené à s'y opposer, à le récuser, à le réprimer même ponctuellement, tout en étant contraint d'entériner certains acquis de la lutte des travailleurs.

Mais les quelques concessions du gouvernement au mouvement des masses, la peur des réformes et surtout la crainte d'un mouvement autonome, révolutionnaire des masses populaires qui passe outre aux réformistes conduit à une extrême agressivité et à une polarisation des forces réactionnaires, polarisation qui a commencé au Chili dès la fin de l'année 71. L'attitude en retour du gouvernement d'UP consiste, en vue de donner des gages aux forces réactionnaires, à se démarquer encore plus nettement des mouvements populaires, à condamner publiquement leurs initiatives et à s'appuyer sur les institutions bourgeoises répressives

—réputées «neutres» et présentées comme telles aux masses— pour faire respecter l'ordre.

L'engagement du dernier acte de processus est particulièrement net à partir de la crise du dernier semestre 72.

Devant la montée des forces réactionnaires qui conjuguent leurs efforts au parlement et dans la rue, pour faire chuter l'UP, l'attitude de cette dernière n'est pas celle de la fermeté, mais celle de la concession et de la capitulation, préconisée notamment par le P«C» chilien.

Pendant plusieurs semaines, l'UP hésitera sur la tactique à suivre, mais c'est bien la ligne révisionniste qui l'emportera complètement, malgré l'opposition de la fraction gauche. Les forces répressives, investies de nouvelles prérogatives, et avec l'accord du gouvernement d'UP jouèrent un rôle encore plus actif pour juguler les mouvements populaires et c'est elle qui a pris directement en charge l'application de la criminelle loi sur le contrôle des armes, perquisitionnant dans les usines et les quartiers ouvriers pour désarmer les travailleurs. ■

# **OPPRESSION FASCISTE ET RESISTANCE AU CHILI**

● Depuis plus de trois ans, le Chili est sous la botte fasciste. Pourtant, une partie de la presse, de même que la télévision met en avant, régulièrement, les quelques centaines de prisonniers politiques libérés depuis un an et se fait l'écho du gouvernement Pinochet selon lequel un nombre très limité de personnes demeureraient emprisonnées.

On vise ainsi à créer —on connaît les bonnes relations entre l'impérialisme français et la junte— l'illusion d'un assouplissement de la dictature, d'une atténuation de la répression, ce qui rentre parfaitement dans le cadre des objectifs actuels de la junte chilienne.

Car depuis près d'un an, celle-ci

tente de modifier l'image de bestialité, solidement établie, qui s'attache à sa domination. Elle a entrepris ce qu'elle appelle «l'institutionnalisation» ou la «légalisation» du régime, à l'instar de ce qui s'est fait au Brésil il y a quelques années.

C'est ainsi qu'a été mis sur pied l'année dernière, un Conseil d'Etat

composé notamment des anciens présidents de la République (Frei a décliné l'invitation) afin de donner une impression de continuité institutionnelle. On a vu les généraux se doter d'une «constitution» et même promulguer un acte, comble de dérision, sur «les droits et les garanties».

Dernièrement, Pinochet s'est déclaré «respectueux de l'autonomie et de la liberté syndicale, de la constitution et des lois», constitution et lois que les fascistes se sont eux-mêmes données !

Cette sinistre mascarade —visant à donner quelque apparence légale au régime— ne mériterait pas d'être notée si elle ne renvoyait pas directement à certaines difficultés de la junte, si elle n'était pas dictée par une situation d'isolement croissant du gouvernement Pinochet, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.

Sur le plan intérieur, la répression aveugle, mais surtout la politique économique suivie par la junte lui ont aliéné progressivement la confiance de secteurs de la petite bourgeoisie et des couches moyennes qui, pour une partie appréciable d'entre elles, s'étaient fait: le support des officiers putschistes dans la venue au pouvoir desquels elles croyaient voir une solution à leurs difficultés !

L'inflation galopante, les licenciements massifs dans la fonction publique (près de 100 000 fonctionnaires au moins), la politique outrancière de rationalisation conduisant à la ruine des petites et moyennes entreprises, la situation économique d'ensemble particulièrement délabrée, etc...

ont conduit certaines de ces couches à la réserve, voire à la grogne à l'égard de la junte. Leur mécontentement se reflète dans l'attitude de la Démocratie Chrétienne dont on connaît les responsabilités écrasantes dans la prise du pouvoir par les fascistes. Aujourd'hui, même la tendance la plus réactionnaire de la DC — ayant pour chef de file Frei — est obligée de prendre ses distances et se pose en prétendant au pouvoir. Vœu pieu évidemment, les généraux chiliens n'étant pas près de céder la place comme cela. De même, la junte est parvenue à se mettre à dos une partie de l'Eglise, qui pourtant avait applaudi au coup d'Etat. L'épiscopat a reformé, sous une autre appellation, le comité Pro-Paz, structure juridique d'aide aux prisonniers politiques dissoute par la junte et dernièrement, l'archevêque du Chili a demandé le respect des droits des travailleurs et du droit de grève.

L'ensemble de ces prises de positions ne constituent évidemment pas un danger immédiat pour le gouvernement Pinochet. Elles peuvent même susciter certaines illusions sur une possible destitution de la junte par le jeu des contradictions au sein de la bourgeoisie et contribuer ainsi à masquer le caractère décisif de l'action révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie pour le renversement violent du régime fasciste.

Mais à terme, potentiellement, elles recèlent un danger pour la dictature fasciste dans la mesure où elles rétrécissent sa base sociale d'appui contre le prolétariat.

Cette situation d'isolement croissant des généraux, sur le plan intérieur et international a déterminé directement une série de contradictions fin 75, début 76 entre la junte et les Etats-Unis ainsi qu'au sein de la junte elle-même sur la forme que devait prendre le régime fasciste. On a vu ainsi les USA, ces instigateurs du coup d'Etat, s'émouvoir brutalement de l'absence de liberté au Chili, menacer de suspendre leur «aide» pour 76 et demander instamment à leurs affidés chiliens de modifier quelque peu leurs méthodes de répression trop voyantes.

On a vu à la même époque, les USA ayant donné le signal, le général Leigh, membre de la junte, ainsi que dix autres généraux fascistes (au palmarès aussi chargé que celui de leurs homologues) poser un ultimatum à Pinochet exigeant notamment des mesures pour «améliorer l'image de marque de la junte à l'étranger».

Après quelques remous, les choses sont rentrées dans l'ordre : les Etats-Unis, en réunissant l'OEA à Santiago du Chili en mai dernier ont ainsi proclamé une nouvelle fois leur soutien



2 piliers de la dictature fasciste.

aux généraux fascistes qu'ils gratifient d'une aide financière toujours plus importante, tandis que Pinochet se montre disposé à jouer le jeu, à donner moins de publicité aux exactions fascistes, et à dissimuler — autant que faire se peut — sous les traits de la «normalité» et de la «légalité» la férocité de la dictature fasciste.

Car pour être plus cynique, la répression fasciste reste tout aussi féroce — et par certains égards plus féroce et plus systématique — que par le passé.

La junte a conservé l'intégralité des «mesures de sécurité» prises en septembre 73, à savoir la suspension de tous les droits politiques et syndicaux. Le Chili reste toujours sous l'état de siège, prolongé encore de six mois le 11 septembre 76. Si plusieurs centaines de prisonniers politiques ont été libérés, ces libérations ne compensent pas le flot ininterrompu des nouvelles arrestations. De telle sorte que ce sont toujours entre 5 000 et 7 000 personnes qui restent entre les mains des fascistes. Qui plus est aujourd'hui, aux dires mêmes des responsables de la sinistre DINA, ces arrestations sont plus efficaces car plus sélectives.

Quant à la torture, sous les formes les plus bestiales, elle reste de règle comme le mentionnent maints rapports d'organismes internationaux.

Mais surtout, la volonté de camoufler ses crimes, conduit la junte à de nouvelles formes de répression encore plus terribles que les arrestations «visibles» et connues : ce sont les enlèvements et les disparitions qui se sont développés surtout depuis janvier 76.

Voilà comment les choses se passent :

Des hommes de la Dina, généralement en civil, viennent arrêter un

citoyen et ensuite, personne n'en entend plus parler. La famille a beau présenter des requêtes au tribunal, s'informer à la police... personne n'est au courant. Les réponses fournies par les services officiels sont toujours les mêmes : «Cette personne a quitté le Chili depuis longtemps», «Elle se trouve en Argentine», «Elle est dans la clandestinité», etc...

Depuis le début 76, ce sont des centaines de personnes, militants politiques et syndicaux, qui ont été ainsi enlevés. Lorsqu'on les retrouve, c'est sous forme de cadavres. Le système des enlèvements permet tout : du moment que la police secrète nie l'arrestation de quelqu'un, elle peut le torturer et le tuer tranquillement.

Almeyda, ancien ministre de l'UP et porte-parole du PS, avance le chiffre de 300 à 400 enlèvements au printemps 76.

Dans la même lignée figurent les assassinats de militants à l'étranger.

La DINA traque les réfugiés, les militants politiques. La liste de ses victimes ne se compte plus : Prats à Buenos Aires ; G. Valdés, ancien ministre de l'UP ; B. Leighton et Tomic de l'aile gauche de la DC ; Letellier, ancien ministre de l'UP, porte-parole du Chili démocratique dans les conférences internationales.

Pour dissimuler ses forfaits, la DINA fait appel à des mercenaires et le gouvernement chilien se dédouane publiquement en faisant passer ces assassinats pour des règlements de compte ou en les mettant sur le dos de «fanatiques». Mais ces subterfuges ne peuvent tromper que ceux qui désirent l'être.

C'est donc dans un contexte de répression pratiquement inchangé depuis 1973 et dans une situation économique qui pèse très lourd sur le peuple chilien qu'il faut apprécier l'avancée de la résistance chilienne.

On ne peut en prendre véritablement



*Les valets de l'impérialisme.*

la mesure que si l'on se réfère à l'état d'extrême faiblesse, à la désorganisation, comme à la destruction qui caractérisent les organisations syndicales et politiques jusqu'au début 75. Car si, dans les premiers jours qui ont suivi immédiatement le coup d'Etat, s'est développée une résistance massive, politique et militaire, mais dispersée et désorganisée, ensuite, et particulièrement au cours de l'année 74, l'ensemble des forces favorables, de près ou de loin à l'UP a connu un reflux considérable.

Aujourd'hui, la situation de la résistance n'autorise ni enthousiasme excessif, ni pessimisme sur la force du peuple. Particulièrement depuis un an, la résistance a retrouvé un nouveau souffle et s'exprime de plus en plus nettement à la fois par des formes légales, para-légales et clandestines.

La résistance, c'est d'abord la lutte dans les usines et dans les mines et ce, notamment par les moyens légaux et para-légaux que les travailleurs peuvent utiliser, particulièrement la structure syndicale.

Les fascistes ont aboli toute une série de droits syndicaux : suspension du droit de grève et des conventions collectives, les révisions de salaires devant faire l'objet d'un décret-loi ; dissolution de la CUT et suspension des fédérations syndicales à l'échelle d'une profession ; les assemblées syndicales sont soumises à préavis et doivent se tenir en présence de mili-

taires ; suspension du droit d'élire les dirigeants syndicaux, l'élection étant remplacée par la désignation de travailleurs les plus anciens dans l'usine, etc...

Mais à la différence d'autres pays fascistes, les bourreaux de Santiago n'essayent même pas de mettre sur pied un syndicat fasciste officiel, car ils savent d'avance que c'est peine perdue, tant la haine des fascistes, la conscience de classe et les traditions syndicales de lutte de classe sont fortes dans la classe ouvrière chilienne. Malgré toutes les entraves et les interdictions, la classe ouvrière arrive à se saisir des structures et des droits qui subsistent — notamment le « droit de pétition », amplement utilisé à l'heure actuelle — pour exprimer ses revendications et son mécontentement.

Par exemple, les travailleurs de la CAP (Compagnie de l'Acier du Pacifique) de Huachipato ont protesté auprès de Pinochet à cause des bas salaires, de même que ceux de l'entreprise Endesa (électricité). Ce type d'adresses au gouvernement fasciste se multiplie dans les derniers mois. C'est maintenant des fédérations entières qui expriment leur mécontentement à la junte ; car si les « fédérations » syndicales sont interdites, les représentants syndicaux « à condition de ne pas se fédérer » peuvent soutenir telle ou telle revendication de la profession. Tolérance que les fascistes sont contraints d'accepter.

En mai dernier, dix dirigeants de fédérations syndicales ont remis à la junte un cahier de doléances contre la politique économique de la junte, et la fédération des retraités des chemins de fer a fait de même.

En fait, l'opposition latente des travailleurs a empêché la junte de matérialiser certains projets, tels que, par exemple, le nouveau statut de l'entreprise, ou le nouveau code du Travail.

Dans certains cas, ce sont des assemblées élargies de délégués qui décident d'aller exposer les revendications des travailleurs, comme celle des employés municipaux à l'échelon de tout le pays. ■

*Les paysans du fundo Sandra Adriana avaient occupé la terre.*



*D'une fenêtre un franc tireur.*



# LES TRAVAILLEURS DU LIVRE AUJOURD'HUI : LA FIN D'UNE CORPORATION ?

● Il y a encore quelques années, les travailleurs du Livre, c'était une solide corporation, jouissant de privilèges substantiels, tant du point de vue du salaire que de l'emploi. Ils avaient une place à part dans la classe ouvrière, du fait de la proportion assez importante d'ouvriers hautement qualifiés, du caractère spécifique — culturel — de leur production, de leur réputation dans le mouvement syndical, avec la très puissante Fédération Française des Travailleurs du Livre (FFTL). Aujourd'hui, pour ces dizaines de milliers de travailleurs, c'est, en même temps que de très nombreuses imprimeries ferment partout en France, l'heure des désillusions. Cela, surtout pour ceux, très qualifiés, qui se croyaient intouchables.

## Irremplaçables ?

Demandez à un «typo», par exemple, pourquoi il fait ce travail. On pourrait s'attendre à ce qu'il dise d'abord : «à cause du salaire» ! Il est en effet bien connu que depuis tout temps, les travailleurs du Livre (surtout ceux de la Presse), ont eu des salaires largement supérieurs à la moyenne nationale. Mais ce n'est pas principalement cette raison qu'il donnera : «C'est à cause du travail lui-même». Ils affirment aimer leur travail. Alors que d'un point de vue industriel d'ensemble, la mécanisation avait déjà largement balayé la production artisanale, leur travail à eux leur conservait une part d'initiative. Leur formation était longue, et un ouvrier qui était passé par d'Estienne ou l'Ecole Chaix ne se prenait pas pour rien. L'idéologie du perfectionnement individuel, du «travail bien fait», leur ôtait souvent tout recul par rapport au contenu même de leur production. Et les paroles d'une des chansons des ouvriers de Darbois : «Nous produisons toutes les ordures du système», ont dû faire dresser les cheveux de plus d'un, tant l'idéologie de la «liberté de la presse», ou l'orgueil de produire de la «culture», passaient avant d'autres considérations.

C'est pourquoi il est bien impossible de participer à une journée «portes ouvertes» dans une imprimerie occupée, sans faire avec les ouvriers

l'itinéraire complet du Livre ou du journal : le choix des caractères, les fondeuses monotypes qui fabriquent un à un les caractères, les espaces, les bordures, les filets, les ornements... Ensuite, la mise en page : ils placent tour à tour les titres, les notes, les clichés..., puis l'impression typographique. La liste est longue de ces opérations délicates, un peu différentes pour chaque travail.

Il est certain que sur ce matériel ancien, il fallait une longue pratique, des années d'apprentissage. Mais cela donnait à ceux qui l'utilisaient, le sentiment d'être irremplaçables, une fois toutes ces connaissances acquises. Au sein de l'entreprise d'abord, car tout le monde n'était pas également qualifié, et que l'organisation syndicale elle-même, dans son rôle de gestionnaire de la corporation reprenait consciencieusement cette division : les travailleurs du Livre ne sont pas organisés par entreprise, mais en «typo», correcteurs... Irremplaçables aussi par rapport aux autres entreprises qui ne possédaient pas tel ou tel type de matériel. De l'idéologie du «tour de main» à l'esprit de défense du potentiel de la maison, le pas est vite franchi. D'autant plus qu'il est fortement encouragé par la direction PCF de la FFTL.

A Chaix par exemple, il aurait été difficile de faire changer d'avis aux ouvriers fabriquant les mandats Colbert pour la Sécurité Sociale, qui nécessite



le 5/12/76, la police expulse les travailleurs du «Parisien Libéré»



2.1.77 : Des grévistes d'Hélio-Cachan se regroupent devant l'imprimerie après l'évacuation.

une technique très particulière, la «taille douce». Ils pensaient être les seuls à les tirer, tant du point de vue des hommes que du matériel, et tenir par là un important moyen de pression sur les patrons. Même chose au Parisien Libéré, puisque la FFTL, dans une de ses revues, commentait ainsi le travail des jeunes imprimant le Parisien sur de nouvelles machines à Saint Ouen : «Voici le gâchis des professionnels de Saint Ouen». Il est vrai qu'aux débuts de cette imprimerie pirate, le résultat n'était pas fameux. Malheureusement, ce «gâchis» n'a pas duré, très longtemps, car les nouvelles techniques n'ont pas besoin d'années d'expérience. Ce fut là un rude coup pour les illusions des travailleurs du Livre.

### Chômage et déqualification

Aujourd'hui, les techniques qui ont fait leur apparition vers les années cinquante ont gagné beaucoup de terrain, et touchent pratiquement toutes les étapes de la fabrication, autant dans la Presse que dans le Travail. On tend à passer de la «composition chaude», utilisant le plomb, à la «photocomposition froide». L'ordinateur, par exemple, pour les coupures automatiques de mots ou la lecture optique des textes frappés, est entré dans la Presse, où les patrons ont besoin de cadences très rapides. Pour la sélection des couleurs, ils peuvent faire appel à des appareils ultra-rapides, les scanners, qui réalisent l'opération en une heure ! Dans la brochure des livres, les patrons ont commencé à introduire des chaînes d'opérations complètes, qui font à la fois le massicotage, la piquure, le collage, la refente, le perforage... Il existe même des machines qui couplent tirage et brochage, et débitent jusqu'à 200 livres complètement terminés à la minute !

Cela donne une idée du nombre d'emplois supprimés. Le rapport Lecat, publié en mars 75, prévoit entre 10 000 et 20 000 licenciements d'ici 1980, pour assurer aux capitalistes de l'imprimerie une rentabilité suffisante sur ce matériel perfectionné, et qui coûte très cher !

Pour les travailleurs qui restent, c'est la déqualification rapide. Prenons l'exemple des clavistes, qui «tombent» les textes originaux. Comparée à celle d'un typo, leur qualification de départ est infime. Il suffit de savoir taper à la machine, le reste s'apprend sur le tas s'il le faut. On peut même dire que plus les machines sont complexes, dans le cas où elles peuvent allier plusieurs sortes de caractères et de largeur de texte, moins il faut de qualification pour les clavistes : le patron a alors recours à un «pupitreux», qui met la machine en état de faire toutes ces opérations, le claviste n'ayant lui, plus aucune initiative. Cela se retrouve aussi au niveau des rotativistes, qui ont de moins en moins de réglages à faire sur la machine elle-même. Là encore, comme un pupitreux, il peut modifier, de son tableau de bord, l'encrage, les marges... Il y a donc, d'une part une qualification élevée, mais complètement différente, pour une minorité de personnel très technique, tous les autres faisant de plus en plus un travail plus monotone, moins intéressant. Avec les nouvelles techniques, beaucoup de travailleurs du Livre sont en train de perdre leur spécificité, de s'acheminer vers un travail davantage à la chaîne. Rien d'étonnant, alors, de les voir se gausser de la mauvaise qualité, prétendue ou réelle, du matériel sorti par photocomposition, rien d'étonnant de les entendre jurer que la typographie ne peut disparaître complètement, car elle sort du matériel de qualité, indispensable dans certains domaines.

C'est là une bataille sans issue, parce qu'elle ne se place pas principalement sur le terrain du chômage, de la défense de l'emploi, mais de la défense d'une corporation bien hiérarchisée. La direction de la FFTL ne saurait faire oublier à si bon compte qu'au début de l'introduction des photocomposeuses, utilisées de surcroît par des femmes, elle est allée jusqu'à donner à ces ouvrières des cartes syndicales d'une couleur différente, marquant bien par là qu'elle était bien obligée de les syndiquer, mais qu'elle ne les acceptait pas à part entière, qu'elles étaient en quelque sorte indignes du label maison.

Elle ne peut faire oublier des pratiques courantes, où le respect de la hiérarchie est poussé à l'extrême : ainsi, après un tirage, on se lave les mains dans l'ordre des qualifications. Elle ne peut faire oublier non plus la division qu'elle a entretenue pendant des années, et qu'elle s'efforce aujourd'hui de sauvegarder, entre la Presse et le Travail, sur les mêmes bases : dans le Travail précisément, toutes ces prérogatives étaient déjà très entamées, et le nombre d'emplois peu qualifiés, comme le collage ou l'encartage, était assez élevé. Et puis, sans doute, aux yeux de la hiérarchie de la Presse, faire des emballages de savonnets, c'est moins noble que d'imprimer des journaux, fussent-ils archi-réactionnaires.

C'est donc une bataille en partie mal posée, face à une volonté très ferme des patrons, déjà prise en relais au niveau de la formation. Il y est mis en avant la «polyaptitude». L'ouvrier, selon le rapport Lecat, devra être capable de passer d'un poste à l'autre, tout en ayant une qualification moindre : «La formation doit être tournée vers les nouvelles techniques, avec une formation générale suffisante pour que l'ouvrier puisse aisément changer de technique». Bien sûr, on n'en était plus au Moyen-Âge, où les compagnons imprimeurs devaient connaître le grec et le latin, et passer par toutes les étapes du métier pour accéder, au bout de cinq années ou plus de formation, au grade de compagnon. Mais cette fois, c'est une transformation sans précédent des techniques, qui remet en cause les fondements mêmes de la mentalité des ouvriers du Livre.

### La fin d'une corporation ?

Aujourd'hui, ce qui faisait l'essentiel de la spécificité des ouvriers du Livre disparaît donc brutalement : la haute qualification, et avec elle, beaucoup de choses s'effondrent.

Il y a quelques dizaines d'années, la Presse Parisienne par exemple, était concentrée dans le secteur République-Réaumur. De plus en plus, cela éclate ; le processus en cours, c'est

même des mutations nombreuses en province, avec la décentralisation de la presse. De par leurs horaires — ils travaillaient en équipes, en fonction de la sortie des journaux — à une époque où les équipes n'étaient pas aussi généralisées qu'aujourd'hui, les ouvriers du Livre menaient une vie un peu particulière. Toute une série de coutumes corporatistes, comme les neuvaines, où ils se retrouvaient dans d'énormes banquets, en faisaient un monde fermé, qui faisait sentir sa différence. Par leurs connaissances, en général supérieures à celles de l'ensemble de la classe ouvrière, ils se considéraient comme l'élite, tout en ayant un travail essentiellement manuel. Par leurs salaires, ils étaient en tête, surtout dans la Presse. Aujourd'hui, tous les salaires ont, même officiellement, augmenté moins vite que le coût de vie, certains sont même plus bas, en valeur absolue ! Le chômage attend des milliers d'entre eux. Bref, tout est en train de changer en l'espace de quelques années.

### Un combat difficile

C'est pourquoi ils se sont battus, ils se battent encore, parfois avec violence. Combat difficile, du fait des énormes moyens de gens comme feu Amaury, qui jouissent du soutien du gouvernement, de la police, des banques. Combat difficile, du fait aussi des faiblesses internes, des illusions qu'ils gardaient encore, et qui sont tombées bien souvent trop tard, ou pas du tout.

Car ils n'ont plus la position de force qu'ils avaient en 1947. Si, après la guerre, la bourgeoisie voulait, par tous les moyens, au prix de concessions importantes sur les salaires, les conditions de travail, les congés payés, la reconnaissance du monopole syndical sur l'embauche, cela afin que la Presse marche, qu'il n'y ait plus de grève (et en mars 47, elle avait encore essuyé une grève d'un mois dans la Presse), aujourd'hui, la situation est complètement différente. Par le biais de cette modernisation, et dans sa recherche du profit, elle a engagé une énorme bataille contre eux, car elle peut se passer bien plus facilement de ce qui faisait leur prix à ses yeux. Cela, les Travailleurs du Livre le refusent.

Mais il reste un obstacle de poids, le corporatisme, repris et amplifié en mots d'ordre par le PCF, qui a encore la haute main sur la direction du syndicat. Plusieurs exemples significatifs. L'été dernier, la FFTL signait avec les patrons de la Presse Parisienne, un accord-cadre présenté comme une grande victoire, mais qui dans les faits, accepte licenciements, mutations, préretraites... A ce moment, de nombreux ouvriers du Parisien nous ont dit : « Si

ce que vous dites est vrai, s'il y a des licenciements, alors on ne sera plus d'accord avec ce plan ». Pourtant, la position de la FFTL est claire : il s'agit pour elle d'adapter les hommes au matériel, ni plus ni moins. Pourtant, malgré cet objectif en contradiction complète avec les intérêts fondamentaux de la majorité des travailleurs du Livre, la clarification politique n'est pas encore décisive. Il y a eu, il y a encore des contradictions importantes. Les rodéos contre les éditions pirates du Parisien n'ont pas toujours été du goût de la direction FFTL, et il y a quelques semaines, elle a eu beaucoup de

difficultés à faire admettre que la Presse ne fasse pas grève, en soutien aux ouvriers d'Héliocachan, évacués par les CRS. La vieille division Presse-Labour, basée sur de grosses différences de salaire, division qu'elle entretient soigneusement, est en train d'en prendre un coup, à l'initiative des ouvriers du Labour, qui ont massivement soutenu la lutte du Parisien Libéré. Mais dans cette bataille, le pas décisif n'a pas encore été franchi. C'est pourquoi, malgré une combativité exemplaire, les luttes dans le Livre se sont presque toutes soldées par des échecs. ■

## caisses d'épargne

# "LES O.S. DE LA PAPERASSE LES MIEUX PAYES DE FRANCE"

● *«Je suis venu à la Caisse d'Épargne parce que cela me permettait de gagner plus que là où je me trouvais avant». Bertrand est entré à la «Caisse», il y a un an. «Avant», il travaillait dans une compagnie d'assurances pour 1600F par mois.*

*«Moi, j'étais étudiant ; plus exactement, j'ai travaillé trois mois avec mes parents dans une petite entreprise familiale qui a «coulé» d'ailleurs. Ils sont maintenant salariés. Je suis entré aux Caisses par l'intermédiaire d'une «connaissance» qui y travaillait déjà et qui m'avait parlé des salaires ; on entre beaucoup par relations ici, par familles entières parfois».*

Bertrand et Marc : deux employés parmi les 1500 que comptent les Caisses d'Épargne Parisiennes et qui représentent assez bien ce que sont une partie relativement croissante de ceux qu'on appelle familièrement «les Écureuils» : «Les OS de la paperasse mieux payés de France». Des termes qui reflètent on ne peut mieux la situation contradictoire dans laquelle ils se trouvent... Ou plutôt dans laquelle ils se trouvaient, car ces dernières années ainsi que les trois mois de lutte qu'ils viennent de mener, ont commencé à résoudre cette contradiction

temporaire. Comme le dit Marc : «Un OS à 3 000 F par mois, ça ne peut pas durer une éternité». Mais qui sont donc ces «Écureuils» qui viennent de mener la plus longue lutte de leur histoire ?

Étudiants, une partie relativement importante des employés des Caisses l'ont été : en 73 et 74, années où ont eu lieu les derniers concours d'embauche, 350 employés ont été recrutés (soit 25 % de l'effectif actuel). 200 parmi eux n'avaient jamais travaillé et

sortaient tout droit des études. Quant aux autres employés, eux aussi ont fait des études mais secondaires : ils sont bacheliers ou titulaires au minimum du BEPC, examen exigé pour avoir droit de passer le concours d'entrée. D'autres enfin, travaillaient auparavant dans la Fonction Publique, tel les banques.

### Rentrer aux caisses en 74 : «Devenir l'élite des employés»

Mais pourquoi vient-on travailler aux Caisses ? Par goût ? Par vocation ? Certes pas.

Pour un certain nombre d'étudiants, dans les années 70, c'est avant tout une nécessité : après des années et des années d'études, nombre de ces diplômés en Lettres ou en Histoire Géographie ne vont pas trouver de travail vu l'absence de ces «*débouchés*» qu'on leur avait pourtant promis à cor et à cris.

En fait, 74 c'est déjà la «*crise de l'université*» : l'impérialisme français en crise n'a pas besoin de philosophes mais bien plutôt de cadres moyens aptes à gérer à court terme son économie en crise.

Pour ces étudiants, c'est d'abord la désillusion, la possibilité d'un travail «*d'avenir et de surcroît épanouissant*» qui s'évanouit quelque peu. Ils rentrent aux Caisses parce qu'à l'époque, «*c'est encore ce qui paye le mieux*» pleins de révolte contenue que Bertrand et Marc qualifient à juste titre «*d'ambiguë*» et ils précisent : «*C'était la révolte des petits bourgeois que nous étions ; bien sûr on ne l'approuve pas, mais on peut la comprendre : beaucoup d'entre nous n'arrivaient pas à comprendre pourquoi ils ne gagnaient pas plus qu'un gars qui avait le BEPC. Bref, on voulait notre «trou», obtenir les avantages que nous autres futurs cadres étions en droit d'attendre du système.*» Ces avantages à la Caisse d'Épargne, de tout temps, se sont appelés «*possibilité de promotion interne*», promotion à laquelle vont se raccrocher ces anciens étudiants. Et à l'époque, cela était, il faut bien le dire, autre chose qu'une douce illusion : avec les diplômes les plus élevés des employés, ils avaient toute raison d'espérer monter dans la hiérarchie. Toujours est-il que leur révolte, toute ambiguë qu'elle soit, aura tôt fait de disparaître, pour un certain temps.

Toujours dans les 70, pour ceux qui n'avaient fait qu'un «*minimum*» d'études, les choses, déjà, sont un peu différentes : les possibilités de promotion sont beaucoup moins probantes mais, finalement, la propagande de la direction aidant «*chacun se disait : on n'a pas les diplômes mais on a l'ancienneté.*» Et puis, en tout état de

cause, les salaires sont élevés : un stagiaire percevait 30 000 à 40 000 par an. C'est la point de vue aussi des employés venus du secteur des banques et qui, alors que leurs camarades se préparent à entrer en lutte, croient pouvoir échapper à la déqualification, par ce biais. C'est même une des raisons qui font qu'ils sont venus travailler aux Caisses.

Bref, des employés «*modèles*» dans un secteur dans lequel, il y a encore quelques années encore, tout allait relativement pour le mieux.

### Vers la restructuration : chasse aux temps morts et aux syndicats

Et comment en aurait-il été autrement ? Avec des salaires élevés, tout un tas d'avantages, les «*Ecureuils*» ont été longtemps «*l'élite des employés*», l'aristocratie de cette couche.

Mais les choses, ces deux dernières années, se sont modifiées. Les modifications, cela va être la nécessité pour le capitalisme français d'adapter un peu mieux l'organisme financier qu'est la Caisse d'Épargne aux nécessités de son économie, en clair rentabiliser et faire des Caisses un outil encore plus efficace dans le drainage de l'Épargne vers les entreprises capitalistes. En 70, un patron de choc est installé à la direction : son nom Viet, son rôle clairement affirmé dès le départ : «*remettre de l'ordre dans la maison*» : faire la chasse aux temps morts... et aux syndicats. Et il va y avoir des conséquences qui vont venir frapper de plein fouet ces employés, n'ayant que peu de rapport avec la classe ouvrière, ni même avec ces couches intermédiaires que sont les postiers et les hospitaliers. En fait, des employés qui, de par leur existence matérielle, leur idéologie, leur origine de classe, s'apparentaient pour la plupart beaucoup plus à la petite bourgeoisie.

Marc disait : «*je suis rentré aux Caisses parce que cela me permettait de gagner plus.*» Il ajoutait aussitôt «*c'est bien la seule raison car le travail n'est pas très intéressant.*» En effet, le fait que 4/5 des employés soient guichetiers ne date pas d'aujourd'hui. Et travailler aux guichets c'est à longueur de journée, de mois et d'année, effectuer des remboursements, tamponner des chèques, donner des renseignements et puis encore tamponner des chèques... Mais une chose est sûre : il y a trois ans, la charge de travail était encore relativement supportable ; de surcroît, dans certaines agences, un employé avait la possibilité de faire un dossier du début jusqu'à la fin. «*C'est moins que rien.*» Toutes choses qui vont disparaître petit à petit.

Les cadences de travail, déjà : elles vont augmenter. «*Moi, je travaille*



Par leur longue grève de la fin 76, les Ecureuils ont dit : «Non au plan Barre !»

avenue des Ternes, dans le 17<sup>e</sup> un quartier bourgeois bien connu ; quand je suis arrivé, on était 7, maintenant on est 6». Globalement, la charge de travail va augmenter de 20 % en 2 ans. L'embauche va être bloquée.

### Déqualification promotion bidons et baisse du salaire

Et le travail derrière les guichets va se parcelliser à l'extrême ne laissant place à plus aucune initiative. «*La direction va s'arranger pour que les tâches soient de plus en plus cloisonnées. Tu veux rendre service à un petit vieux, lui filer un renseignement, tu ne peux plus ; tu es obligé de l'envoyer au service «renseignements».*»

Dans ces conditions, l'espoir d'une promotion, conçue comme la possibilité de faire un travail plus attrayant, va commencer à s'effriter. Comment espérer faire un travail complexe alors que la tendance est à une déqualification de jour en jour plus criante ?

Et puis la réalité va se charger de dissiper encore un peu plus les illusions. Ainsi, le célèbre poste intitulé «*conseiller en crédit*» créé par la direction et dont nous parle Bertrand «*Normalement, le «conseiller en crédit» renseigne les gens sur la question des prêts. Théoriquement, c'est donc un travail qualifié ; en fait, c'est un type comme les autres à qui on a donné un petit nom ronflant avec des responsabilités qu'il ne peut jamais utiliser car il n'a pas le temps... il est caissier avec encore plus de travail qu'avant.*»

Bref, il s'agit pour le Conseil d'Administration, outre de continuer une politique de division ancienne, de tenter par ce biais, de cacher la dégradation des conditions de travail ou plutôt de les faire accepter avec quelques miettes. Bref, une nécessité nouvelle de faire passer en douceur sa



Des employés de la Samaritaine, de la Belle Jardinière, des travailleurs du Parisien Libéré à la manifestation des Écureuils.

politique de restructuration.

Un autre fait, nouveau celui là, datant de quelques mois, va lui aussi porter un coup aux illusions «*Moi, je suis guichetier stagiaire. Tu es stagiaire pendant un an puis tu passes un examen (149 sur 150 l'ont) après lequel tu es titulaire. Je suis rentré en 75, il y a un an et demi que je suis là. Je suis toujours stagiaire car je suis rentré dans les 6 ou 7 derniers et soi-disant qu'il était trop tard pour suivre les cours.*»

Et dès 75, l'espoir de pallier ce manque de promotion par une évolution relativement régulière et importante des salaires, va lui aussi commencer à périlcliter. Viet va parler de remettre en cause l'augmentation suivant l'ancienneté. Alors qu'il était courant aux Caisses d'avoir trois augmentations par an, en 76, il n'y en

aura qu'une, le salaire de base va diminuer de fait.

### Un corporatisme encore largement présent mais sérieusement ébranlé

Blocage des salaires, dégradation des conditions de travail : tout cela a entraîné une première différenciation parmi les employés des Caisses et qui va bien entendu avoir des conséquences sur les attitudes face à la lutte : il y aura ceux, «*Cadrillons à responsabilité moyenne*» une minorité arriviste ayant accédé à des postes bien rétribués sur le dos de leurs camarades, qui s'avèreront être des briseurs de grève. Il y aura l'immense majorité qui lentement mais sûrement se transforme «*en OS de la paperasse*» et qui va rentrer en lutte.

Certes cela n'est qu'une démarcation grossière : rentrer en lutte ne signifie

pas forcément radicalisation et conscience révolutionnaire. Il est vrai que parmi les 800 «*Écureuils*», la grève ne va pas revêtir la même signification pour tous. Mais une chose est sûre : la réalité des deux dernières années a amené l'ouverture d'une première brèche dans les idées corporatistes largement ancrées dans ce secteur, idées répandues par le PCF.

Il est vrai qu'il y a peu de temps encore, les intérêts des employés étaient directement et pour une bonne part liés à la bonne marche des Caisses. Et le PCF ne manquant pas de s'appuyer sur cette réalité, a toujours ces dernières années, travaillé à défendre les intérêts immédiats, étroitement corporatistes des employés, réclamant dans sa propagande une meilleure participation de ceux-ci à la gestion des Caisses, portant aux nues les revendications comme «*des prêts plus avantageux*» afin que chacun ait sa maison individuelle, inculquant le mépris de la classe ouvrière (le PCF aime à répéter «*nous ne voulons pas être des manœuvres*», aimant à vanter ceux «*qui sont sortis de nos rangs*» qui s'en sont «*sortis*».

Il serait faux de prétendre que ce corporatisme a disparu, loin de là. Il a d'ailleurs encore des conséquences singulières, comme pendant la lutte où un certain nombre d'employés, pleins d'illusions, mais aussi inconséquents jusque dans la défense de leurs revendications, reprendront le travail, devant l'intransigeance de la direction, ou alors refuseront aidés par le PCF «*d'occuper*, cela étant réservé aux ouvriers». Mais comme le souligne Marc «*si la grève a connu certaines limites, il faut souligner les responsabilités*». Un responsable qui a nom le PCF. Ceci étant dit, le corporatisme a connu une brèche. Et comment pourrait-il en être autrement ? Quand le système des promotions apparaît de plus en plus clairement pour ce qu'il est, à savoir un moyen de division, visant à camoufler un travail de plus en plus rapide et inintéressant ? Et puis l'intransigeance de la direction, celle de Barre donnant ses consignes tout au long de la lutte ont contribué aussi pour une bonne part, à ce qu'une première frange d'employés des guichets rejetant leurs illusions, se rapprochent et même pour certains se rangent résolument et consciemment du côté de la classe ouvrière dans le combat contre le capitalisme. Une classe qui s'est concrétisée tout au long de cette lutte, par de multiples discussions avec des ouvriers de la Région Parisienne invités aux assemblées générales par les «*Écureuils*» malgré l'opposition farouche des éléments du PCF au sein du SUACCE. Ce n'est pas là la moindre victoire de cette grève de trois mois.

Conférence de presse dans les locaux de la Caisse d'Epargne le 4.1.77





*A la libération, les paysans sortent un immense drapeau rouge.*

## critique de film

# UN POINT DE VUE SUR "1900"

● Encensé par nombre de critiques bourgeois, bien que certains aient cru devoir faire des réserves en trouvant Bertolucci trop partisan, «1900» se veut une grande fresque historique retraçant la vie d'une famille paysanne italienne en Emilie : les Dalco, et celle de leurs maîtres : les Berlinghieri, du début du siècle jusqu'au lendemain de la Libération.

Malgré de nombreuses scènes représentant l'exploitation des ouvriers agricoles proches encore à cette époque, dans la région de Parme de la situation des serfs, malgré le dégoût que cherche à susciter l'auteur devant les monstruosité fascistes des «chemises noires», on ne peut cependant s'empêcher d'être pour le moins troublé par l'ambiguïté du point de vue qui se dégage petit à petit tout au long des deux fois trois heures de projection.

● Le fil même de l'histoire, sa trame romanesque qui du début à la fin sera maintenue constituent déjà une première ambiguïté. Le film commence par la naissance simultanée d'un descendant pour la famille des propriétaires fonciers : Alfredo et de Olmo fils d'un de leurs ouvriers agricoles. Bien que tout les oppose - leur naissance, leur éducation, l'avenir qui s'offre à eux -, les deux jeunes garçons noueront à travers leurs rivalités enfantines une amitié mouvementée mais en définitive solide.

Une amitié mouvementée parce que la différence et la lutte de classe sont là : quand Olmo devra partir au front lors de la première guerre mondiale, Alfredo pourra, lui, rester dans la demeure familiale en paradant en costume d'officier - quand la montée du fascisme en Italie se concrétisera sur la région par la levée d'une milice fasciste dirigée par le régisseur du domaine Attila, Olmo s'y opposera et cherchera à susciter la riposte des paysans. Alfredo lui, s'il ne rejoindra pas le combat de sa classe et sera dégoûté par leurs exactions, ne fera, dans les faits, rien pour s'y opposer. Il ira même jusqu'à laisser lyncher «son ami» par les sbires d'Attila, alors que le crime sadique dont Olmo est accusé a été perpétré par Attila en personne. Alfredo est en fait un faible : il ne croit plus au combat de sa classe mais il est incapable de passer de l'autre côté et de participer au combat des paysans. Il sera continuellement partagé entre une attitude de grand seigneur, celle qu'il admirait chez son grand-père et une attitude de lâche, de compromission avec les fascistes, qui le rendra odieux à sa femme.

Ses rapports avec Attila sont particulièrement significatifs sur ce point : il a certains soubresauts de fierté et d'orgueil qui lui font remettre à sa place Attila - le régisseur mais malgré les supplices d'Olmo, il n'osera pas renvoyer Attila - le fasciste.

Et pourtant, malgré tout cela, malgré le fait qu'à la Libération Olmo se trouve être parmi les paysans qui ont à juger leur patron Alfredo Berlinghieri, après chaque scène d'oppositions, de rupture entre les deux garçons, l'auteur cherche à prouver qu'il n'en est rien, que l'amitié est plus forte que toute qu'elle est plus forte que la lutte de classe...

N'est-ce pas la signification des toutes dernières images, quand très longtemps après la Libération on voit deux vieillards qui jouent et cherchent à s'attraper ?

#### ● Une histoire décentrée

Au-delà de cette amitié - (doublement) ambiguë - le point de vue de l'auteur apparaît beaucoup mieux quand on cherche à voir qui occupe le devant de la scène dans cette histoire.

Assurément on sent que Bertolucci a une habitude et une connaissance beaucoup plus précise des mœurs de la bourgeoisie que de la vie et de la lutte du peuple. Aussi ce qui est avant tout présenté aux spectateurs, ce sont les tares, les vices et les contradictions d'une classe décadente. En plus d'une certaine complaisance qui apparaît dans ces scènes, du plaisir morbide que l'auteur paraît y trouver, cette façon de caractériser cette classe de propriétaires fonciers et de bourgeois est en fait assez sentimentale. Non pas que l'on doute de la réalité des mœurs qui sont dépeintes mais on ne sait plus au juste ce que représente le fascisme, à quoi fondamentalement il s'oppose et quelle est la force qui l'a contraint à apparaître. De fait, cette force, on ne la voit jamais, tout au moins jamais comme force d'initiative.

#### ● Une certaine façon de dépeindre les paysans

Certes on voit l'exploitation et la misère du peuple : quand le père d'Alfredo prétextera les

mauvaises récoltes pour diminuer encore plus le salaire des paysans, quand des paysans seront renvoyés et chassés par les propriétaires fonciers et qu'ils devront quitter leurs maisons, à moins qu'ils ne soient vendus comme des bêtes à un nouveau propriétaire. Mais la réaction des paysans reste essentiellement au stade de la riposte et, qui plus est, apparaît presque toujours comme vouée à l'échec. Ainsi dans le premier cas, la haine des paysans se matérialisera par une oreille que tranchera un d'entre eux avant de la donner au père d'Alfredo ; dans d'autres cas on verra Olmo essayer vainement de convaincre ses camarades.

Pourtant dans la deuxième partie une grève se développera sur la région qui donnera pendant un temps la propriété aux paysans. Cet intermède est par ailleurs, significatif du point de vue de Bertolucci sur la révolution et sur les paysans ; comment dans la région le point de vue de la lutte a pu triompher du point de vue de la soumission qui dominait jusqu'alors ? Certes, on sait qu'il existe une organisation, qu'Olmo en fait partie, qu'il lit sa presse mais à part une scène où Olmo parle du Parti, jamais on ne voit le cheminement de la prise de conscience révolutionnaire chez les paysans. Du reste, si on laisse de côté Olmo et l'institutrice (venue à point pour « apprendre la révolution » à ces paysans !) les paysans nous sont présentés comme des rustres incapables de prendre leur destin en main.

Même physiquement Bertolucci nous donne une représentation des paysans caricaturale : pâles, difformes, vieux. Ce sont des êtres frustrés, brutaux... Tout cela sent la vieille peur et, à la limite, haine des intellectuels bourgeois devant le peuple des campagnes qui leur est trop étranger, trop éloigné pour ne pas leur apparaître autrement qu'arriéré et irrationnel.

Aussi l'institutrice n'aura que des vieux gâteux à ses cours d'alphabétisation, les jeunes préférant aller au bal et les fascistes en profiteront pour incendier la maison du peuple. La grève sera finalement noyée dans un bain de sang.

Et pourtant les paysans vaincront le fascisme. Comment ? On pourrait se le demander ! Au milieu de la deuxième partie on en est encore à nous montrer la monstruosité et les sévices des fascistes quand d'un seul coup on change de scène et un sous-titre nous indique que nous sommes au lendemain de la Libération... Qui a délivré les paysans de l'Emilie ? L'auteur ne nous le dit pas : les Américains ? Des maquisards « extérieurs » ? Chacun se fera son histoire mais dans tous les cas on aurait tendance à croire que les paysans de Bertolucci n'y sont pas pour grand chose.

#### ● Une libération qui ressemble à un simple règlement de compte

Dès lors que l'on n'aura absolument pas vu le cheminement dans la conscience et l'organisation des paysans, qui aboutit à la Libération, celle-ci apparaîtra comme un simple règlement de compte.

Il ne s'agit pas là de prendre ses distances vis-à-vis du juste châtement par le peuple de ses anciens bourreaux mais on ne peut s'empêcher de trouver un certain parallélisme entre le sadisme des fascistes et la façon dont sont filmées les scènes de justice populaire. Quel but poursuit Bertolucci quand il montre avec tant d'insistance les traitements que font subir les paysans à Attila et à sa femme ?

Ces scènes nous entraînent ainsi à nous interroger sur le sens qu'a voulu donner l'auteur au passage où l'on voit les « responsables » venus de la ville demander aux paysans de rendre les armes. Apparem-

ment sa sympathie va aux paysans qui rechignent avant d'obtempérer. Il nous montre les regards lourds et hostiles des paysans devant Olmo qui cherche à justifier cet ordre. Pourtant il n'est pas sûr que sa sympathie soit aussi innocente que cela. Elle peut même constituer une justification de l'attitude révisionniste au lendemain de la libération. Quel danger y a-t-il en effet à manifester une sympathie sentimentale pour les paysans qui veulent garder leurs fusils dès lors qu'il a montré dans des scènes précédentes que les paysans n'étaient décidément pas mûrs pour assumer leur responsabilité ? Il suffit de raisonner, pour savoir qu'Olmo a alors raison...

C'est le même mécanisme qui cherche à être déclenché dans la scène où est jugé Alfredo ; Bertolucci essaye de faire prendre position aux spectateurs contre les paysans... tout en ayant l'air d'avoir dans son scénario choisi le parti des paysans et d'être, un pur révolutionnaire !

Ainsi en fin de compte beaucoup de moyens, beaucoup de pellicule pour un film qui malgré la présentation qui nous en a été faite, est loin de défendre l'intérêt du peuple.

Mais n'avons-nous pas montré que le but de son auteur et de ceux qui lui ont commandité ce travail étaient tout autre ? ■

# histoire du mouvement ouvrier

## LA THEORIE DES FORCES PRODUCTIVES, RACINE DU REVISIONNISME:

### DE BERNSTEIN À KAUTSKY LA SOCIAL-DÉMOCRATIE ALLEMANDE

● Avec la diffusion grandissante du marxisme, avec le développement du mouvement ouvrier et de ses expériences révolutionnaires, se constituent après la Commune de Paris de 1871, des partis prenant le marxisme pour base, dans plusieurs pays européens.

Comment ces partis, nés à l'époque où le capitalisme se transforme en impérialisme, vont-ils poser, dans la théorie et dans la pratique, le problème du pouvoir ? Quelle ligne vont-ils tracer entre la théorie marxiste et la réalité à laquelle ils sont affrontés entre ce « stade suprême du capitalisme » et la révolution socialiste ?

Le Parti Socialiste d'Allemagne, qui, avant la révolution russe, avait le plus grand prestige en Europe, représente, dans son évolution, l'exemple le plus typique.

#### La montée de l'impérialisme Allemand

En 1875, quand, au Congrès de Gotha fusionnent les deux tendances de la social-démocratie allemande (1) au sein du Parti Socialiste d'Allemagne, l'Allemagne est un pays en plein essor. Faisant de la mosaïque de petits Etats divisés, une puissance politique unique, la fondation de l'Empire allemand en 1871 a donné une forte impulsion au développement du capitalisme. En 40 ans, de 1871 à 1913, la valeur totale de la production industrielle annuelle a plus que quadruplé. Allant de pair avec ce développement économique, la centralisation des capitaux aux mains de trusts tout puissants s'est accélérée. Ainsi l'industrie électrique est, dès sa naissance, contrôlée par deux cartels : AEG et Siemens-Schuckert; l'industrie chimique également. Cinq grandes banques détiennent l'essentiel des actions...

Parallèlement, l'Etat allemand, qui se forme, intervient profondément dans la vie économique : en Prusse, les voies ferrées sont nationalisées ; en 1902, une partie des mines de la Ruhr sont également nationalisées ; en 1878, à l'opposé de tous les autres pays capitalistes, l'Etat renonce au libre-échange et impose aux capitalistes de

Plus encore, l'intervention de l'Etat dans l'économie a résulté de la force et de l'organisation de la classe ouvrière.

#### Un puissant parti socialiste

En 1877, deux ans après sa création, le Parti Socialiste d'Allemagne recueille 9 % des voix lors des élections au Reichstag, le Parlement allemand. Ce résultat est en partie dû à l'influence du socialisme sur la petite bourgeoisie. Il est alors de bon ton, pour toute une frange de la bourgeoisie qui se veut avancée, de se déclarer socialiste. Quelques mois après, le Parti Socialiste est interdit : c'est « la loi d'exception » de 1878. Sont interdites toutes les organisations ou associations socialistes ; seule est tolérée la propagande pour les élections. Renouvelée pendant 12 ans, par le chancelier Bismarck, la « loi d'exception » s'avère inefficace. Développant les syndicats, créant une presse légale en plus de son organe central illégal, « Le Sozial-Demokrat », profitant au maximum des campagnes électorales, la social-démocratie devient une force avec laquelle l'empereur Guillaume II doit compter : dans toute ville importante, le Parti avait son quotidien, ses coopératives de consommation, ses associations ouvrières culturelles ou sportives. Alors que l'échec de la loi d'exception devient

(1) Ce qu'on appelait à l'époque la « social-démocratie » était la fraction la plus révolutionnaire du mouvement

toute une législation sociale en faveur des ouvriers : entre 1883 et 1889, un système massif d'assurances obligatoires contre la maladie, les accidents du travail, «la vieillesse indigente» est établi. En 1889, à la suite de la grande grève des mineurs, Guillaume II reçoit les délégués des grévistes. En 1891, il accorde le repos hebdomadaire.

En 1890, quand est abolie la loi d'exception, le Parti Socialiste apparaît dans toute sa force. Avec ses Congrès annuels, ses organismes élus, son Comité Directeur, sa discipline, le Parti Socialiste d'Allemagne donne l'image du Parti le mieux organisé, le plus avancé. Ce qui fait sa réputation, ce sont aussi ses dirigeants qui, après la mort d'Engels en 1895, occupent une place prépondérante au sein de la 2<sup>e</sup> Internationale.

Essor rapide de l'impérialisme allemand, constitution en force de la social-démocratie allemande : c'est dans ce contexte que, à la charnière du XIX<sup>e</sup> et du XX<sup>e</sup> siècles, Bernstein et Kautsky élaborent leurs théories.

### **La base économique : rapports de production et forces productives**

*L'existence des sociétés humaines a pour fondement la production en vue de leur subsistance et de la satisfaction des besoins nouveaux qui apparaissent. Cette base économique des sociétés est constituée de deux aspects contradictoires (dont la lutte est continue, l'unité n'étant que passagère) :*

● **Les forces productives** : c'est-à-dire les hommes, leur savoir-faire et les outils, machines dont ils se servent.

● **Les rapports de production** : c'est-à-dire la façon dont les hommes s'organisent entre eux, pour produire : propriété des moyens de production, manière dont les hommes se répartissent les produits du travail, rapports entre les hommes dans la production.

*De façon générale et en dernier ressort, le développement des forces productives est déterminant dans la transformation des rapports de production. Mais, dans des conditions déterminées, les rapports de production peuvent jouer le rôle décisif.*

### **Infrastructure et superstructure ; économie et politique**

*Sur cette base économique, se constituent un Etat, des partis politiques, des idéologies : c'est la superstructure qui forme une con-*

## **Bernstein : la révolution est impossible**

En 1889, Bernstein (2) rassemble sous le titre de «Les prémisses du socialisme et les tâches de la social-démocratie», plusieurs de ses articles parus les années précédentes dans l'organe central du Parti.

Dans ce livre, Bernstein prend pour point de départ cette idée fondamentale de Marx : «La socialisation du travail et la centralisation de ses ressorts matériels arrivent à un point où elles ne peuvent plus tenir dans leur enveloppe capitaliste. Cette enveloppe se brise en éclats. L'heure de la propriété capitaliste a sonné. Les expropriateurs sont à leur tour expropriés». Par cette formule du «Capital», Marx exprime l'entrave au développement des forces productives que constituent, une fois le capitalisme développé, les rapports de production capitalistes. Il exprime la nécessité de briser ces rapports de production capitalistes pour libérer les forces

*tradition avec la base économique, l'infrastructure. De façon générale et en dernier ressort, la base économique joue le rôle moteur par rapport à la superstructure, la détermine. Cependant, dans des conditions déterminées, les transformations politiques, la superstructure deviennent le levier principal.*

### **La théorie des forces productives**

*La théorie des forces productives considère de façon mécanique, unilatérale, que les forces productives jouent toujours, invariablement le rôle décisif dans la base économique de la société. Elle nie que, dans des conditions déterminées, la modification des rapports de production peut et doit jouer le rôle décisif. Au contraire, elle considère que les forces productives sont toujours trop «en retard» (ou les rapports de production «trop en avance») pour qu'on songe à transformer les rapports de production.*

*De même, en ce qui concerne les rapports entre infrastructure et superstructure, cette théorie considère également de façon mécaniste, unilatérale que l'infrastructure (et en fait les forces productives seulement au sein de l'infrastructure) joueraient toujours le rôle essentiel. Elle nie que, dans des conditions déterminées, la transformation de la superstructure puisse et doit jouer un rôle décisif pour développer la base économique.*

productives. Cet éclatement de «l'enveloppe capitaliste», c'est la révolution socialiste qui l'accomplit pour l'essentiel, en faisant des moyens de production, une propriété collective, en répartissant les produits de manière plus juste, en établissant d'autres rapports entre les hommes dans la société.

Que dit Bernstein ? Toute sa démonstration consiste à prouver la fausseté des «prémisses», des bases du raisonnement de Marx. Il multiplie les exemples pour prouver que «si la centralisation des entreprises constitue une condition préalable à la socialisation de la production et de la distribution, nous n'y sommes pas encore, loin de là, même dans les pays les plus avancés d'Europe».

Le raisonnement repose sur deux idées principales :

1 - «Le salariat moderne ne représente pas une masse homogène... On trouve précisément dans les industries les plus avancées, toute une hiérarchie différenciée d'ouvriers qui ne sont unis que par un faible sentiment de solidarité». Bernstein y voit la réfutation de l'idée marxiste que «la classe ouvrière, dépossédée de toute richesse sociale, est d'autant plus résolue», est l'avant-garde. Si la classe ouvrière, dans les grandes entreprises est divisée et peu consciente de son rôle politique, c'est pour Bernstein la preuve que cette force productive est encore arriérée, peu développée.

2 - En particulier, elle est trop peu nombreuse et trop peu concentrée. Là est le principal argument de Bernstein. Décortiquant des statistiques sur le nombre de «possédants» (et non de capitalistes) Bernstein en tire que, loin de décroître, le nombre des «possédants» augmente. Or cette constatation va à l'encontre de la loi fondamentale de l'accumulation capitaliste exprimée par Marx : «A mesure que diminue le nombre des potentats du capital... s'accroît la misère, l'oppression, l'exploitation».

De ces trois éléments : «centralisation des entreprises» insuffisante, division et manque de maturité de la classe ouvrière, augmentation du nombre des «possédants», Bernstein tire comme conclusion : «La classe ouvrière n'a pas atteint un degré de maturité suffisant pour s'emparer du pouvoir politique».

C'est sur une telle «analyse économique» que Bernstein fonde ses propositions politiques réformistes :

(2) Édouard Bernstein (1850-1932) : Pendant l'interdiction du Parti Socialiste (1878-1890), il fut rédacteur de l'organe central (illégal) du Parti. Exilé en Angleterre jusqu'en 1901, il fut fortement influencé par le «trade-unionisme» anglais.

1 - Le niveau des forces productives étant insuffisant, la voie insurrectionnelle est impossible ; il préconise donc «la voie légale». *«La voie légale se justifie là où les préjugés, l'arriération des masses populaires sont autant d'entraves à leur émancipation».*

2 - Comment la classe ouvrière peut-elle acquérir cette «maturité»? Principalement «par la pratique de l'auto-gestion». Bernstein recommande ainsi aux travailleurs de développer au maximum les «coopératives de consommateurs» (boulangeries, meuneries) qui permettent «sans attenter aux existences, sans recourir à la violence, de s'approprier une partie importante de la richesse sociale» et ouvrent aux travailleurs «la voie de la libération». Ainsi syndicats, coopératives, municipalités gérés par les ouvriers sont autant d'étapes dans l'avènement du socialisme.

### **Le raisonnement de Bernstein : «La théorie des forces productives»**

C'est essentiellement sur l'analyse des forces productives en Allemagne dans les années 1880-1900 que se fonde Bernstein. Mais il n'en retient que quelques aspects, non typiques du caractère nouveau du capitalisme, et sans les relier à l'évolution d'ensemble. Ainsi, le maintien large de la petite production est vu comme incompatible avec la formation des monopoles et comme plus important ; ainsi, la division de la classe ouvrière en de multiples couches par la parcellisation du travail est séparée de l'importante augmentation numérique du prolétariat allemand dans ces mêmes années : Krupp, à Essen, de 1 000 ouvriers en 1857, en exploite 20 000 en 1887, 78 000 en 1913 ! Cette division est séparée de la force que constitue de plus en plus la classe ouvrière, des assurances contre la maladie, les accidents du travail qu'elle oblige l'Etat à promouvoir.

Le raisonnement de Bernstein est unilatéral : il isole quelques éléments de l'ensemble. De plus, dans la conception de Bernstein, le socialisme est le résultat du seul développement quantitatif des forces productives. Il nie le rôle décisif joué par la destruction des rapports de production capitalistes au moment où la classe ouvrière prend le pouvoir.

Ainsi «l'éclatement de l'enveloppe capitaliste», le renversement du pouvoir de la bourgeoisie est troqué au profit d'une évolution lente et en douceur. C'est toute la conception marxiste de l'évolution à la fois quantitative et qualitative, progressant par bonds qui disparaît chez Bernstein.

Comment le Parti Socialiste Allemand réagit-il à de telles théories ? Bien que Bernstein s'en défende, ses thèses apparaissent rapidement pour ce qu'elles sont : une révision des analyses de Marx et de ses conclusions, elles sont du «révisionnisme». La bataille contre Bernstein, qui occupe tout le devant de la scène jusqu'en 1905, pose en fait devant le Parti tout le problème de sa force.

Il a imposé sa légalité et des lois sociales, conquis sa place au Reichstag (81 sièges en 1903), organise, par l'intermédiaire des «syndicats libres» qu'il dirige, plusieurs millions d'ouvriers. En 1900-1901, une profonde crise économique secoue l'impérialisme allemand. En un mot, en ce début de XX<sup>e</sup> siècle, le pouvoir semble à portée de main. Est-il illusoire de croire en la chute pacifique de la bourgeoisie allemande ?

Telle est la question qui, en profondeur, sous-tend la lutte contre Bernstein et lui donne son relief. Cette lutte oppose en particulier Bernstein à Kautsky (3), lui aussi un des principaux dirigeants du Parti Socialiste d'Allemagne.

### **Kautsky : «Il ne dépend pas de nous de faire cette révolution»**

Comment Kautsky réfute-t-il Bernstein ? Voici ce que rapporte Bernstein : *«Je faisais remarquer que, depuis longtemps, le nombre des possédants, loin de diminuer, ne faisait au contraire, qu'augmenter, Kautsky m'a alors répliqué : «S'il en était vraiment ainsi, la victoire se trouverait reportée à une échéance lointaine ; il nous serait même à tout jamais impossible de l'atteindre. Si l'on admet que c'est le nombre de capitalistes qui s'accroît, et non celui des dépossédés, eh bien, cela veut dire que nous nous éloignons de notre objectif, et que c'est le capitalisme qui est en bonne voie, et non le socialisme». Et Plékhanov de trouver cette réponse excellente».* (Bernstein : «Les prémisses du socialisme et les tâches de la social-démocratie»).

Dans cette réponse, Kautsky affirme nettement sa confiance dans le socialisme, mais sur quel plan répond-il ? Il place sa réponse sur le même terrain que la question : celui du seul développement des forces productives.

Cette conception est en réalité présente dans l'ensemble des arguments qu'il oppose à Bernstein.

Ainsi, son livre destiné à réfuter le révisionnisme de Bernstein, «Le marxisme et son critique Bernstein» tend non à démontrer l'erreur de la démarche de Bernstein, mais à s'inscrire dans la même démarche pour en contester les données. A coups de statistiques sur «la valeur nominale des coupons de la

Standard Oil trust», ou sur «l'évolution des impôts dans l'Etat de Saxe», il prouve l'avancée dans la socialisation des forces productives, et donc le caractère inéluctable de la révolution. Mais au fond, le point de vue est le même que celui de Bernstein. Chez Bernstein, *«l'évolution économique ne mène pas à une catastrophe inéluctable qui engendrera fatalement la révolution»* (et donc le socialisme). Chez Kautsky : *«Nous savons que cette lutte de classes ne peut que gagner sans cesse en étendue et en intensité ; que le prolétariat augmente de plus en plus en nombre et en force tant au point de vue moral qu'au point de vue économique sont inévitables».*

Chez Bernstein, donc, l'état arriéré des forces productives ainsi que l'ensemble de l'évolution économique ne conduisent pas à la révolution. Chez Kautsky, inversement ils y conduisent nécessairement.

Ce retournement d'argument de l'adversaire mais qui n'en dépasse pas la démarche, se retrouve dans la tactique politique qui en découle.

Bernstein affirme que seule la voie réformiste est possible. Kautsky, conclut, lui, avec le même automatisme, que seule la révolution peut arriver, c'est à dire qu'elle arrivera toute seule, par la seule force des choses, *«Nous savons que notre but ne peut être atteint que par une révolution, mais nous savons aussi qu'il ne dépend pas de nous de faire cette révolution, ni de nos adversaires de l'empêcher. Nous ne songeons donc nullement à provoquer ou à préparer une révolution».* C'est là une conception économiste du développement : elle nie tout le rôle conscient de la classe ouvrière dans la préparation de la révolution, le rôle moteur que joue la politique sur l'économie au moment de la révolution.

Dans leur fondement, la conception de Bernstein et la réfutation de Kautsky relèvent du même point de vue anti-dialectique. Bernstein fait dépendre mécaniquement les rapports de production de l'état des forces productives. Kautsky, tout en dépassant le seul domaine économique, fait dépendre mécaniquement la politique, la révolution, de la base économique. Cette conception non-dialectique du rapport entre forces productives et rapports de production, entre économie et politique ouvre la voie au

(3) Kautsky (Karl) (1854-1938) : Il fut pendant l'interdiction du Parti Socialiste d'Allemagne (1878-1890), éditeur du journal légal *Neue Zeit*, un des principaux dirigeants du Parti, il mena la bataille contre le révisionnisme de Bernstein avant de développer à partir de 1909, des idées semblables. Il s'opposa à la révolution russe.

révisionnisme. Ce pas, Kautsky devait le franchir en 1909, avec «Le chemin du pouvoir».

### **«L'effondrement de tout le régime existant» (Kautsky 1909)**

1905 : la lutte contre Bernstein est à peine achevée que le soulèvement des masses populaires russes tire la révolution du débat académique où on avait tendu à la reléguer. En 1905-1906, en Allemagne, les grèves se multiplient. Mais s'il durcit son vocabulaire, le Parti Socialiste concentre, de plus en plus nettement, toute son activité sur son rôle au Parlement, sur l'obtention d'un système électoral plus juste. De son recul aux élections de 1907, il tire comme mot d'ordre pour les années suivantes : «allons-y bien doucement». De plus, au sein du Parti, la prépondérance se partage entre le groupe parlementaire et les chefs syndicaux. De plus en plus, le Parti subit l'influence de la place qu'il a conquis à l'intérieur de l'État, de ces dizaines de membres du Parti qui, dans les municipalités, les coopératives ou les syndicats, ont intérêt au maintien de leurs privilèges.

Quelle politique permettra au Parti et aux syndicats de conserver intactes la force et les positions acquises ? C'est à cette question au fond que répond, en 1909, le livre de Kautsky : «Le chemin du pouvoir».

Apparemment, un seul chemin dans ce livre : la révolution. Le Comité Directeur du Parti n'accepta même la publication de l'ouvrage qu'amputé de plusieurs passages jugés trop durs, compromettants pour les prochaines élections ! Mais quel est le raisonnement de Kautsky ?

1) «La société se désagrège». Pour preuves, Kautsky prend les scandales qui étalaient au grand jour l'immoralité de l'Empereur Guillaume II et de son entourage. Autre preuve : l'éclatement, au Reichstag, du front anti-socialiste et le regroupement des «libéraux» au sein d'un groupe autonome. Ce que Kautsky appelle «désagrégation de la société» n'est donc que quelques unes des failles qui toujours s'ouvrent et se colmatent au gré des clans de la bourgeoisie.

2) Puisque «la société se désagrège», il suffit à la social-démocratie de se renforcer, le pouvoir lui tombera simplement dans les mains le moment venu : cet effondrement des structures mises en place par la bourgeoisie, c'est cela la révolution. «Dans la situation actuelle, une telle victoire (la majorité absolue au Reichstag) ne représentera rien de moins que l'effondrement de tout le régime existant». (Le chemin du

pouvoir). La révolution, en tant que renversement préparé, organisé, conscient d'une classe par une autre, n'a ici plus aucun sens. Le mot est devenu une simple référence, d'autant plus répétée que, vidée de son sens, elle est inoffensive ; mais référence d'autant plus nécessaire qu'elle paraît le seul garde-fou contre le révisionnisme. En fait, le révisionnisme, sous l'affirmation de la révolution, est bien présent : il réside ici non dans la négation ouverte de la révolution mais dans sa conception : la révolution est assimilée à l'effondrement, par lui-même, du système bourgeois. On retrouve là la conception économiste déjà présente dans la réponse à Bernstein, grossièrement habillée d'apparences marxistes.

L'habit ne tint pas longtemps. Dès 1911, Kautsky refusait clairement la voie révolutionnaire. La logique de sa conception le conduisit jusqu'à combattre la révolution et le socialisme, quand ils devinrent réalité, en Russie, en 1917.

Quelle voie doit choisir le prolétariat russe après la révolution d'octobre ? Celle du capitalisme ou celle du socialisme ? Aux Bolchéviks qui s'engagent résolument dans la transformation socialiste de la Russie, Kautsky répond : «La Russie n'est pas encore mûre pour le socialisme».

### **«La Russie n'est pas encore mûre pour le socialisme» (Kautsky 1919)**

Soulignant l'importance de l'agriculture dans la Russie de 1917 et en particulier de «la petite production paysanne», Kautsky conclut que les forces productives de la campagne sont trop peu avancées dans le processus de concentration pour permettre le passage au socialisme. Donc il ne peut y avoir de socialisme en Russie, il ne peut y avoir de dictature du prolétariat : «Ce qu'on vous présente comme une dictature du prolétariat ne serait... que la dictature de la paysannerie», c'est à dire de la petite bourgeoisie. (La dictature du prolétariat, 1919). La seule solution permise par l'état des forces productives serait donc le capitalisme.

Ce que nie Kautsky, c'est tout le chemin politique parcouru par le prolétariat et la paysannerie pauvre en Russie dans les années précédant la révolution et dans le cours même de la révolution ; tout ce processus qui a conduit le prolétariat et la paysannerie pauvre à lutter en dernier ressort contre le capitalisme, à transformer la révolution, de révolution démocratique bourgeoise, en révolution socialiste. Ce que nie Kautsky, c'est le rôle décisif alors joué par la conscience politique

du prolétariat et des paysans pauvres et leurs organisations, le Parti Bolchévik, les Soviets, qui a permis de détruire les rapports de production capitalistes.

Tout en se posant en défenseur du marxisme, Kautsky est ainsi amené à nier le rôle de la révolution, à défendre ouvertement «l'amélioration graduelle du mode de production capitaliste par la lutte économique».

Ainsi, le Kautsky de 1919 qui tire de son étude de la question agraire l'impossibilité de la révolution et du socialisme, rejoint dans ses conclusions le révisionniste Bernstein. Ce cheminement trouve sa logique dans la théorie des forces productives, dans l'économisme toujours présents, de la réfutation de Bernstein au refus de la dictature du prolétariat. Sous estimation du rôle de la conscience politique dans le développement économique, sous estimation, au sein même du développement économique, du choc en retour des rapports de production sur les forces productives, c'est dans cette continuité que s'inscrit la démarche de Kautsky.

Ainsi, l'affirmation de la révolution délimite clairement, sur le plan politique, le marxisme du révisionnisme ; mais, tout aussi clairement, la théorie des forces productives, l'économisme, qui traitent de manière non dialectique les contradictions fondamentales de la société, apparaissent, dans leur démarche, comme des axes de pénétration du révisionnisme. Combattre le révisionnisme, c'est donc non seulement en réfuter les conclusions politiques, mais en dégager, dans la pratique révolutionnaire même, tous les fondements idéologiques sur lesquels il peut s'ancrer et s'édifier. ■

# L'ESPAGNE FRANQUISTE UN AN APRES LA MORT DE FRANCO



A Madrid, manifestation contre l'oligarchie

● Le référendum, puis l'arrestation (et la libération) de Carrillo, ont placé sur le devant de l'actualité cette question : qu'en est-il du régime de Juan Carlos ? Qu'en est-il du franquisme un an après la mort de Franco ?

A l'occasion du référendum du 15 décembre dernier, la grande presse a très généralement souligné que le franquisme était mort, que Juan Carlos était résolument engagé dans la transformation du régime en un régime démocratique bourgeois, du type de ceux que connaît l'Europe de l'Ouest. Seulement, il ne pourrait avancer qu'avec prudence, et une certaine lenteur, de façon à ménager et à désarmer habilement les résistances d'une vieille garde ultra, «le bunker», hostile à toute modification du système politique franquiste.

Cette attitude recouvre assez bien celle du gouvernement, de Giscard d'Estaing, d'autant plus empressé de délivrer des certificats de libéralisme et de démocratie à Juan Carlos, que le libéralisme se «muscle» davantage en France même.

En fait, il s'agit de bien mesurer l'ampleur et la nature des «changements» politiques intervenus en Espagne depuis la mort de Franco.

Pour l'essentiel, l'appareil politique, administratif et répressif du franquisme est demeuré intact. Les «lois fondamentales» du franquisme n'ont pas été remises en cause.

La loi de réforme, proposée au

référendum, montre bien dans quelles limites le gouvernement de Juan Carlos entend, pour le moment, enfermer les modifications du régime franquiste. Certes, à la place des Cortès, le parlement franquiste désigné pour une bonne part par le Caudillo, ou élu par «les chefs de famille» selon les règles du corporatisme, il est prévu l'élection de deux chambres (une assemblée de députés en un Sénat), élues au suffrage universel par tous les citoyens espagnols, hommes et femmes. Mais le gouvernement ne sera pas responsable devant ces chambres, il n'aura, en définitive, de comptes à rendre qu'au roi.

Ainsi la monarchie produit et legs direct du franquisme demeure et demeurera la clef de voûte du pouvoir politique et son centre réel. De plus, le roi en faisant adopter par référendum cette modification constitutionnelle à prétendu faire légitimer par le peuple espagnol sa légitimité franquiste.

Ce qui changera, c'est qu'effectivement dans le cadre de ces chambres élues, les partis bourgeois d'opposition, exclus des Cortès, auront des représentants et une tribune légale, institutionnelle pour faire valoir leurs positions.

## Tolérances pour l'opposition bourgeoise

Au plan constitutionnel, la loi de réforme reflète bien ainsi les limites du processus de «libéralisation» tel qu'il est conçu et mené par les hérités du franquisme. Sans toucher pour le moment à la législation franquiste qui interdit l'existence de partis politiques, le gouvernement a pratiqué une tolérance de fait à l'égard des partis bourgeois d'opposition : les partis démocrates-chrétiens, sociaux-démocrates et — dans une moindre mesure — le parti révisionniste. Cette évolution est sensible au niveau de la presse : ces partis qui avaient pu recruter dans les milieux journalistiques et coloniser peu à peu des organes restés jusque là soumis à une stricte censure, ont maintenant la possibilité d'y exprimer ouvertement leurs opinions, de mettre en valeur leurs leaders. Dans certains cas, ils ont pu même constituer de nouveaux journaux, tel Cambio 16, organe social-démocrate. Le PCE de Carrillo s'est aussi taillé un place dans la presse espagnole. Toutefois, il n'existe ainsi que des organes officiels. Aucun journal ne peut encore se déclarer officiellement comme journal



1<sup>re</sup> réunion de la «coordination démocratique»

de Parti. Et la censure, plus laxiste à présent à l'égard de ces journaux, a toujours les moyens de s'exercer et use discrètement de la menace efficace, de lourdes amendes ou des mesures pures et simples de suspension.

Le fait que le PSOE, principal parti social-démocrate, ait pu tenir récemment son Congrès à Madrid, au vu et au su de tout le monde, illustre bien jusqu'où peut aller la tolérance de fait du gouvernement à l'égard des forces politiques bourgeoises. Des chefs de l'Internationale Socialiste ont même participé à ce Congrès, notamment Willy Brandt, qui en a profité pour rendre visite au roi Juan Carlos.

## Le PCE en quête de sa légalisation

Toutefois, dans l'éventail des partis bourgeois, la place du parti révisionniste est particulière. Du fait qu'il évoque encore pour les franquistes, malgré sa dégénérescence, les adversaires les plus résolus de Franco durant la guerre civile, du fait de son implantation dans le mouvement ouvrier et des liens qu'on lui soupçonne avec la Russie de Brejnev, le gouvernement de Juan Carlos entend réduire au minimum sa surface dans le cadre du réaménagement en cours. Il s'efforce de l'isoler des autres partis bourgeois d'opposition et bien qu'ils aient fermé ensemble une «coordination», le gouvernement ne reçoit toujours leur délégation, qu'à condition d'en exclure tout représentant du parti révisionniste.

Le PCE a lourdement insisté ces derniers temps sur les garanties qui doivent lui permettre, selon lui, d'être assimilées, à part entière, aux autres partis bourgeois d'opposition : la guerre civile ? Le PCE souligne qu'il a été le premier, dès 1954, à appeler à la «réconciliation nationale». Le mouvement ouvrier ? Carrillo a déclaré à plusieurs reprises que sa principale préoccupation était de faire face «avec toutes les forces qui ont le sens de l'intérêt nationale aux graves problèmes de la crise économique». Ses liens avec l'URSS ? Le PCE souligne qu'il n'appartient à aucune Internationale (visant par là notamment le parti social-démocrate) et, depuis plusieurs années, il a été, parmi les partis révisionnistes ouest-européens, l'un de ceux qui a pris le plus nettement ses distances vis-à-vis de Moscou. Tout récemment Carrillo a réaffirmé avec netteté qu'il était partisan de maintenir des bases US en Espagne.

La tactique du PCE, dans la dernière période est de forcer le gouvernement à légaliser le PCE. Carrillo, interdit de séjour en Espagne, a convoqué une conférence de presse...c'était lancer un défi. En se décidant pour finir à l'arrêter, puis à le relâcher, le gouvernement a de fait reconnu son droit à rester en Espagne. Marcelino Camacho, dirigeant du PCE, a déclaré après la libération de Carrillo : «Il s'agit sans aucun doute du premier pas vers la légalisation du PCE». Mais le jeu reste serré : Suarez n'accepte toujours pas de recevoir de représentant révisionniste.

La place et la latitude qui sera laissée au parti révisionniste lors de la campagne des législatives du printemps 77 et sa légalisation sont loin d'être réglées.

## Les masses face à la répression

Mais quand il s'agit d'évaluer l'attitude des héritiers du franquisme à l'égard du mouvement ouvrier et du mouvement de masse en général, alors on ne retrouve plus trace de cette tolérance de fait qu'ils ont développée vis-à-vis des partis bourgeois d'opposition.

Si, à la suite de la mort de Franco, il y a eu un tel déferlement de manifestations de rue exigeant l'amnistie et la libération des prisonniers politiques, ce n'est certes pas du fait d'une «libéralisation» du régime. C'est le résultat d'années de lutte contre le franquisme : il y a eu alors un bond dans l'ampleur et dans la détermination des masses qui se sont alors mobilisées. Mais, vagues par vagues, elles ont dû affronter une répression tout aussi sauvage que du temps de Franco.

De même en ce qui concerne les grèves et le développement des organisations syndicales : c'est depuis une dizaine d'années que la classe ouvrière, bien qu'elle soit mise hors la loi par le franquisme, a su, progressivement, imposer la grève comme moyen de lutte. C'est depuis une dizaine d'années, qu'elle a engagé la destruction du syndicat vertical fasciste et constitué des formes d'organisations syndicales. C'est un état de fait, un acquis que le pouvoir essaie de restreindre et de combattre autant qu'il le peut. Mais nombre de patrons eux-mêmes en sont venus à passer par dessus le syndicat fasciste qui a perdu son emprise pour chercher à négocier directement avec des organisations syndicales, en principe illégales.

Dans le cadre de ce rapport de forces qui s'est constitué progressivement bien des années avant la mort de Franco, l'appareil de répression franquiste intervient et est intervenu avec la même brutalité chaque fois que le mouvement de masse risque de prendre une trop grande ampleur (au pays basque notamment), chaque fois qu'il risque de revêtir un caractère de classe et une autonomie trop marquée. De ce point de vue là, aucune tolérance significative n'est apparue.

Ainsi le réaménagement du régime franquiste et les transformations qui tendent à lui composer le visage d'une démocratie bourgeoise ne prennent de l'ampleur, occupent le devant de la scène pour autant que le mouvement de masse n'est pas dans une phase d'essor.

Ces aménagements sont de nature à satisfaire des secteurs de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie. Mais rien n'indique notamment avec les problèmes économiques qui vont en s'aggravant, que la classe ouvrière, en dépit de l'influence du révisionnisme, laisse émuousser sa combativité par cette évolution du régime. ■

# QUAND LA VÉRITÉ SE FAIT JOUR : LE SYSTEME FASCISTE DE REPRESSION EN URSS

● «Par une terreur qu'inspirent le KGB, la propagande trompeuse et les pressions économiques, les nouveaux tsars cherchent à plonger les peuples soviétiques dans la peur, la résignation et l'isolement. Ils font tout pour dissimuler devant eux et les peuples du monde entier, leur décadence, leurs contradictions et leurs crises internes qui conduiront inévitablement à un état que Lénine a qualifié de «situation révolutionnaire», les nouveaux tsars sont assis sur un volcan de la colère populaire».

Le 20 décembre dernier, Brejnev a échangé le prisonnier politique Boukovski contre Corvalan, chef du parti révisionniste chilien détenu par Pinochet. L'ignoble échange constituait un aveu : l'aveu qu'entre les camps de l'île Dawson et les goulags de Riga, les «hôpitaux psychiatriques» de Dniepropetrovsk, Léninegrad, entre Pinochet et Brejnev, il n'y avait pas, de ce point de vue — là, de différence. La démagogie soviétique qui avait fait mine de s'opposer à toute force au régime chilien tombait d'un seul coup : les sportifs soviétiques n'avaient pas besoin de connaître les stades chiliens, sur lesquels Brejnev refusait avec obstination qu'ils aillent jouer ; ils connaissaient chez eux, surtout s'ils n'étaient pas Russes mais Ukrainiens, Baltes, Tatars, Géorgiens... les arrestations arbitraires, la torture, la famine et la mort.

A Moscou, à Léninegrad, Dniepropetrovsk, en Sibérie règne une dictature de caractère fasciste mais drapée dans la phraséologie de la «démocratie socialiste développée», de «l'édification du communisme».

Le social-impérialisme — dont les manifestations se font de plus en plus brutales, dont les vues hégémoniques centrées sur l'Europe sont de plus en plus ouvertes — trouve son assise dans la restauration du capitalisme en URSS, une exploitation féroce de la classe ouvrière, et l'oppression la plus brutale contre tout le peuple, en parti-

culier contre ceux des nationalités. La nouvelle bourgeoisie soviétique de Krouchtchev à Brejnev a mis en place tout un système de répression dans le but de soumettre le peuple, la classe ouvrière, les nationalités. L'agressivité impérialiste, la recherche de l'hégémonie dans le monde ont pour correspondant à l'intérieur un système de caractère fasciste. Les événements de ces derniers mois, notamment la libération de Pliouchtch, la divulgation, à la télévision d'un document filmé sur la prison de Riga — dont les officiels soviétiques ont dû reconnaître l'existence —, et l'échange de Boukovski, ont contribué à mettre à jour cette réalité. Et, ce que l'on commence à connaître de façon sûre laisse deviner encore pire dans ce qui reste encore dans l'ombre.

## Des hommes brisés physiquement

«Un automate épuisé, livide, de grands cernes noirs bordent des yeux remplis de larmes, ainsi est apparu Léonid Pliouchtch... Tremblant, il a pu simplement murmurer «khoroch» (tout va bien)». Ainsi les témoins ont-ils décrit Pliouchtch à son arrivée en Autriche. «Il est épuisé, très épuisé... S'il tremblait tant, c'est qu'il avait reçu de trop fortes doses de neuroleptiques» déclarent les médecins.

Boukovski, Pliouchtch ne sont pas des exceptions. Il y a entre 1 et 3 millions de prisonniers, le dernier chiffre étant avancé par Boukovski, répartis dans un millier de camps de travail forcé : «La plupart des condamnés à la privation de liberté ont été enfermés dans les camps de travaux forcés» affirme un rapport de la commission des lois. Les mieux connus sont les camps de la région de Perm dans l'Oural, ainsi que ceux de Mordavie, parce que c'est dans ces camps qu'ont été enfermés une grande partie des intellectuels qui ont témoigné jusqu'à présent. Mais ils existent sur tout le territoire : récemment un réseau de 25 camps a été révélé par «Samizdat» en Lettonie. Une soixantaine ont été recensés en Ukraine, et un certain nombre en Asie centrale et en Sibérie.

Un certain nombre de prisonniers sont envoyés en hôpital psychiatrique soit au cours du procès, soit pendant leur séjour en prison. Un article du code des prisons (art. 100) dit que «les condamnés, qui souffrent de maladies mentales chroniques ou d'autres affections graves les empêchant de purger leur peine, peuvent être relaxés par un tribunal». Reconnu malade mental, le détenu est envoyé dans l'un des neuf hôpitaux psychiatriques connus comme lieu de détention.

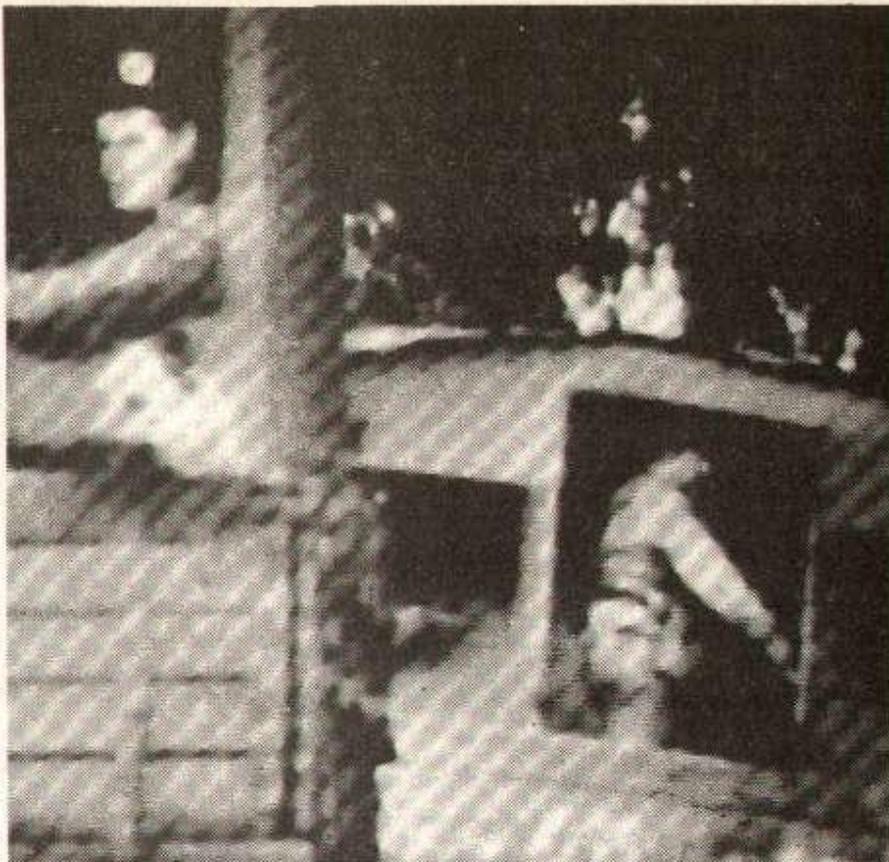
## Prisonnier politique en URSS

Il n'y a officiellement pas de prisonniers politiques en URSS. «*Chez nous n'existe pas la conception de prisonnier politique... Il y a des criminels qui visent à affaiblir notre régime social et notre Etat*», affirme le vice-ministre de la justice. C'est de ces arguties que Corvalan s'est inspiré pour prétendre que Boukovski n'était pas un prisonnier politique. En réalité, le simple fait d'émettre une critique à l'égard du régime est objet de poursuites et passible de prison, ou d'internement psychiatrique. La proportion de 1 % de prisonniers politiques est souvent retenue en raison d'une déclaration datant de 1957, du procureur général de l'URSS. Cette estimation est un minimum très bas aujourd'hui, d'abord parce que l'on entend par «*prisonnier politique*» ceux qui ont été condamnés pour ce que l'on appelle en France «*délit d'opinion*». C'est pourquoi, nous avons affaire la plupart du temps à des intellectuels. Aucun témoignage n'est parvenu sur la répression des grévistes, des agitateurs dans la classe ouvrière, sur les participants aux grandes manifestations qui ont eu lieu en province, sinon parfois à propos des «*nationalistes*», membres des minorités nationales qui refusent la politique chauvine de russification. Près de 50 % des «*prisonniers politiques*» sont des membres des nationalités, si bien que le nombre réel de prisonniers politiques dépasse largement les estimations retenues, d'autant plus largement que depuis 1957 la répression s'est aggravée considérablement. Amalrik affirme ne pouvoir donner d'évaluation du nombre de prisonniers, mais par contre témoigne que tous les camps où il est passé, étaient en travaux d'agrandissement... La résistance de masse à la bourgeoisie, la résistance des nationalités, s'est considérablement accrue ces vingt dernières années ; les manifestations, les actes de protestation contre l'occupation de la Tchécoslovaquie ont envoyé dans les camps, les prisons, les hôpitaux psychiatriques un grand nombre de Soviétiques dont on trouve trace dans tous les témoignages.

Ce que l'on devine derrière ce qui est déjà connu est pire encore. Mais déjà certaines caractéristiques de l'URSS, d'une certaine forme de fascisme peuvent être définies.

### «Jusqu'à ce que vous soyez du mastic»

«*Vous êtes ici en régime spécial. Ce n'est pas une institution corrective,*



Dans un camp de travail à Riga.

*mais punitive. Notre tâche est de vous plier jusqu'à ce que vous soyez du mastic dans nos mains*», déclare un capitaine de camps à Kouznetzov en 1971. De ce fait, toute une gradation de régimes est mise en place pour les prisonniers qui va du régime ordinaire des camps aux traitements psychiatriques. Il n'y a pas moins de quatre régimes dans les camps auxquels s'ajoutent les peines de cachot. Il y a trois régimes dans les prisons, la différence entre ces régimes se marque par la différence dans la dureté du traitement infligé à partir de deux moyens essentiels : le dosage de l'alimentation et du travail forcé.

«*L'objet du châtement est de frapper l'estomac*», répondait le procureur de l'administration du camp de Mordavie à une plainte dénonçant le fait que les victimes d'ulcères soient sous-alimentées, ce qui d'une part leur cause des douleurs et d'autre part aggrave leur état, en le rendant progressivement mortel. Le code de 1969 prévoit que «*les condamnés ne recevront comme nourriture que ce qui correspond au fonctionnement normal de l'organisme humain*».

Selon un témoignage venu de Perm en 1973 : «*On nous sert des pommes de terre et des choux pourris. La nourriture contient des asticots et des cafards, et le réfectoire est souvent envahi par une puanteur de poissons pourris. Malgré une faim chronique, les détenus refusent leur dîner quand le poisson est pourri, les conditions n'en sont pas changées pour autant*».

### Avoir moins à manger et devoir travailler plus

Plus le régime est sévère et moins il y a à manger. En prison, il est donné juste de quoi survivre. Dans les camps, la diminution de la ration alimentaire au fur et à mesure de la gravité du régime s'accompagne d'une aggravation des conditions de travail, selon les régimes. «*Le travail effectué par les prisonniers est essentiellement du travail forcé et il est exigé un rendement maximal. Et ceci est normal*», écrit la «*Kazakstanskaya Pravda*».

De fait, toutes les normes sont fixées à un niveau élevé et sont sans cesse relevées, et le prisonnier doit s'y tenir. En plus de cela, les travaux les plus pénibles sont réservés aux régimes les plus sévères qui mangent le moins.

Cependant, quel que soit le régime, aucun soin n'est pris de la vie des prisonniers au travail. Les machines dans les ateliers n'ont pratiquement pas de protection. Les ateliers de menuiserie ou de peinture sont insuffisamment aérés, les ateliers de couture sont insuffisamment éclairés, détruisant la vue des prisonniers.

La combinaison de la sous-alimentation et du travail forcé détruit physiquement les prisonniers. Un témoignage publié dans Samizdat affirme que dans un camp de Mordavie, «*il arrive que des hommes tombent morts au travail*».

## Les hôpitaux psychiatriques : vous serez libéré lorsque vous aurez changé d'opinion

Les hôpitaux psychiatriques sont apparemment moins nombreux : sept hôpitaux psychiatriques «spéciaux» destinés à recevoir des prisonniers politiques ont été recensés, parmi lesquels l'hôpital psychiatrique de Léningrad et celui de Dniepropetrovsk où fut enfermé Pliouchtch. Les hôpitaux psychiatriques ont pour particularité d'utiliser la «camisole chimique» qui détruit complètement sous l'effet des chocs

Mais les hôpitaux psychiatriques ont une autre particularité : l'utilisation de certains détenus de droit commun comme «infirmiers». De nombreux malades «en traitement» sont ainsi battus systématiquement par des «infirmiers» improvisés. Cette «utilisation» de certains détenus de droit commun, si elle est particulièrement marquée dans les hôpitaux psychiatriques, n'est pas uniquement le fait de ces hôpi-

taux. Dans les camps, de nombreux incidents éclatent apparemment encouragés par les autorités pénitentiaires qui dressent les uns contre les autres des groupes de prisonniers, ce qui a conduit à plusieurs reprises à des affrontements à l'intérieur des camps qui ont fait plusieurs morts.

Pourquoi entretient-on en hôpital psychiatrique ? Pour les mêmes raisons que dans les camps. Le «traitement» a le même but que l'emprisonnement : «Nous ne vous traitons pas pour une maladie, mais pour vos opinions», a-t-il été dit sous diverses formes à la plupart de ceux qui ont témoigné de séjours passés en hôpital psychiatrique. De même que toute opposition est assimilée à un crime, elle peut être assimilée à une maladie mentale. «Dans un petit nombre de cas, affirment les experts psychiatres soviétiques, un dérangement mental, une paranoïa ou autres symptômes psychopathologiques, peuvent conduire à des actions anti-sociales interdites par la loi, telles que troubles de l'ordre public, propagation de calomnies, expression d'intentions agressives».

Du fait de l'article 100 du code pénal soviétique (cf encart), un accusé peut aussi bien être envoyé en hôpital

psychiatrique plutôt qu'en prison ou en camp. Il peut également passer de l'un à l'autre.

## Les hôpitaux psychiatriques : le même but que les camps

Le séjour en hôpital psychiatrique n'a pas de limite, sinon la «guérison». Les prisonniers y étant enfermés pour leurs opinions, le seul critère de guérison est qu'ils y renoncent. «Votre libération dépend de votre conduite. Par conduite, nous entendons vos opinions, et plus spécialement sur les questions d'ordre politique. Votre maladie est constituée par vos idées d'opposition. Aussitôt que vous renoncerez à vos opinions et adopterez le point de vue convenable, nous vous laisserons partir», disait en 1971 un psychiatre de l'hôpital de Léningrad à Feinberg, qui le rapporte.

Le traitement en hôpital psychiatrique, comme les conditions faites aux prisonniers des camps, a le même but : briser celui qui s'oppose ouvertement à la dictature bourgeoise soviétique.

## De la création du KGB à la nouvelle constitution : la mise en place par la nouvelle bourgeoisie de son système répressif

L'essentiel des éléments de l'appareil d'Etat soviétique actuel ont été mis en place par Krouchtchev puis par Brejnev. 1954 : création du KGB : plusieurs centaines de milliers d'agents répartis dans chaque république, chaque région, chaque municipalité de l'URSS. En même temps est créé le MVD.

La police, la justice et les prisons sont modifiées d'une part par Krouchtchev, d'autre part par Brejnev en 1968-69.

### POLICE

1959 : création des «brigades populaires» qui dépendent directement des comités de Parti. En octobre 1960 la «Komsomolskua Pravda» révèle que ces brigades organisent des campagnes de terreur à Nicolaev. En 1962, la «Zaria Vortoka» révèle que des criminels sont reconvertis dans ces brigades.

1962 : nouveau statut de la milice : ses appointements augmentent, de nouveaux flics sont recrutés, l'équipement répressif est renforcé.

1966 : la milice peut déférer au Parquet ou non les petits délinquants. Elle peut convoquer «les fauteurs systématiques de l'ordre public»

1959 : statut des gardiens et vaillants : ils doivent apporter une aide active à la milice.

Les années 58-59-60 sont celles où l'appareil policier a été mis en place sous sa forme actuelle avec ses principales caractéristiques : l'organisation de forces auxiliaires au sein de la population. Par la suite des ajustements ont été mis en place qui aggravent le système de répression à partir des appareils mis en place à cette époque.

### JUSTICE

1959-1961 : Les codes criminels sont adoptés dans toutes les républiques sur la base des «Principes de droits criminels» définis en 1958.

1968 : Deux nouveaux articles (190-1, 190-3) sont ajoutés aux codes criminels qui permettent de simplifier les procédures de répression de «l'agitation anti-soviétique»

1969 : Publication des «Principes fondamentaux de la législation, de la rééducation par le travail», qui codifient notamment la punition par le foin.

La mise en place de la police, des

institutions judiciaires et des codes a suivi la prise du pouvoir par la bourgeoisie en URSS. Les transformations de l'appareil d'Etat par la bourgeoisie ont rendu caduque la Constitution dont la transformation est à l'ordre du jour depuis 1972, dont les principes ont été définis par Brejnev.

«L'Etat de dictature du prolétariat, après avoir accompli sa grande mission historique, est progressivement devenu un Etat socialiste populaire des travailleurs, dont la force dirigeante demeure la classe ouvrière... ces changements... doivent trouver un reflet dans la constitution de l'URSS... Il est temps d'achever ce travail».

Les livres de droit soviétiques apportent cette intéressante précision sur la place de la classe ouvrière dans cette société «homogénéisée». «Pendant la période d'édification en grand du communisme, c'est ainsi que les bourgeois soviétiques nomment leur pilage), il n'est pas nécessaire que le rôle dirigeant de la classe ouvrière soit garanti juridiquement... La classe ouvrière exerce maintenant son rôle dirigeant par la force de l'exemple, sa discipline, son esprit d'organisation...»

Et c'est le KGB, la police politique qui est maîtresse de ces décisions. En effet, lorsqu'un prisonnier politique subit un examen psychiatrique, à la demande du procureur ou du KGB, celui-ci se fait directement à l'institut Serbsky, le principal centre psychiatrique d'URSS, ou, s'il se fait ailleurs et que les résultats sont contestés, c'est l'institut Serbsky qui est chargé de la contre-expertise.

Grigorenko, l'une des premières victimes connues de ce système rapportait : « Cette institution dépend en principe du Ministère de la Santé Publique d'URSS, mais j'ai personnellement et à plusieurs reprises, vu le professeur Lunts, directeur du service qui a établi mon diagnostic, venir travailler en uniforme du KGB... J'ai également vu d'autres médecins de l'institut en uniformes du KGB ».

### La doctrine de la prévention : la toile d'araignée policière

Le système pénitentiaire soviétique est étroitement lié à la toile policière tissée systématiquement depuis 1964, dont la clef de voûte est le KGB et le MVD, les deux organismes créés à cette date. D'eux dépendent les camps, les forces de police sont organisées autour d'elle. Les tâches définies pour ces organismes, sont de prévenir tout « crime » contre l'Etat, c'est-à-dire toute manifestation, toute publication, toute protestation.

C'est notamment lui qui organise les procès « politiques » et qui monte les machinations policières (voir encart, une petite ville d'Ukraine à l'heure d'un procès), le KGB comporte plusieurs centaines de milliers d'agents et de correspondants à l'intérieur même du pays, étendant ses ramifications dans l'armée. Ses réseaux se combinent à ceux du MVD, les forces du ministère de l'Intérieur.

C'est un organisme en plein développement. Au début de l'année 76, Shkoloïv, ministre des Affaires Intérieures indiquait dans un article que son ministère disposait de 11 institutions supérieures pour former des agents spéciaux de haut niveau et des policiers, alors qu'il n'en avait qu'une il y a quelques années. Et les forces « s'améliorent », elles comprennent de véritables experts : 600 scientifiques dont 50 docteurs en science et professeurs. Si la science est embrigadée dans la production de guerre d'un côté, elle est embrigadée dans la répression du peuple de l'autre. L'URSS a bien appris des Américains en ce domaine ! Le nombre total de policiers dépendant du MVD s'élèverait à 700 000. C'est eux qui organisent en collaboration avec la milice, « des grou-

pes de postes de surveillance populaires » aux échelons des unités de production.

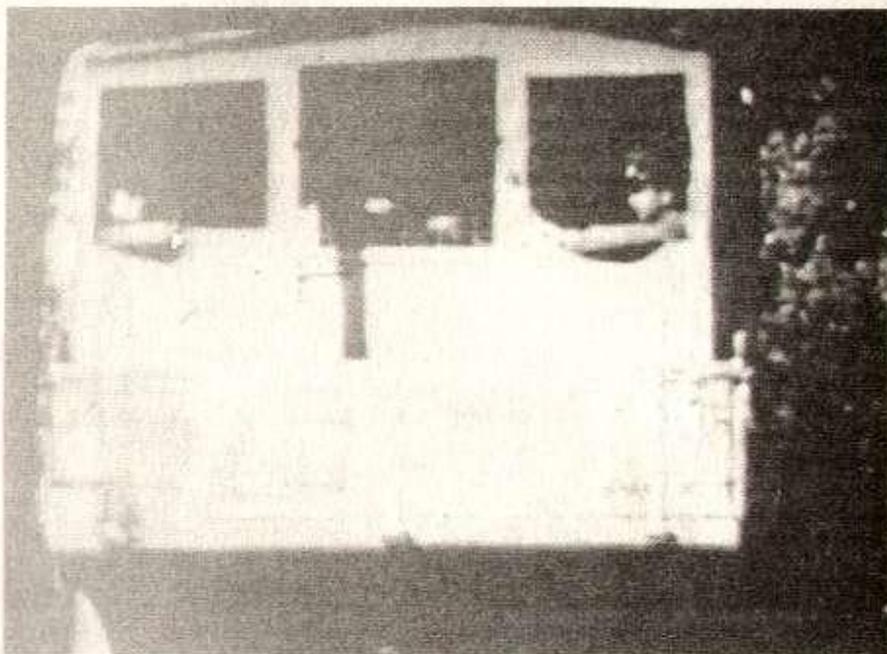
À partir du KGB et du MVD, s'organise à l'échelle de tout le pays un vaste réseau de surveillance, de contrôle, d'espionnage et de mouchardage qui permettent au KGB de connaître et de pourchasser les opposants, allant de la milice aux administrateurs de maisons.

La milice est une sorte de gendarmerie, chargée des patrouilles dans les villes. Depuis son changement de statut, elle peut convoquer les « fauteurs systématiques de troubles de l'ordre public » et notifier des avertissements. Lors des perquisitions, elle accompagne les hommes du KGB.

le KGB lors des fouilles et des perquisitions.

En accord avec la milice, les administrateurs nomment les gardiens et les veilleurs, qui aux termes de leur statut de 1959 doivent apporter « une aide active aux organes de la milice » : recueillir des renseignements, aider aux arrestations, effectuer des patrouilles, vérifier les passeports des habitants.

Ainsi dans l'usine, dans la rue, à la maison, les Soviétiques sont l'objet d'une surveillance constante de la police, qui lui permet de décider qui, où, quand, comment frapper. L'appareil policier mis en place par Krouchtchev et Brejnev est une arme de dissuasion énorme pour tenter de



Transport des prisonniers.

### Les concierges policiers

Pour collaborer avec la milice, ont été constituées en 1959, les « brigades populaires », recrutées dans les couches de la population et poursuivant leur activité professionnelle. D'après leur statut, « l'organisation et le contrôle des brigades populaires et de leur OQ sont réalisés par les organes du Parti » eux-mêmes étroitement contrôlés par le KGB. Le système de mouchardage ainsi mis en place est doublé du réseau des administrateurs de maison, gardiens et veilleurs.

Officiellement, chaque concierge est un flic, un informateur et un assistant. Ils doivent soumettre les listes d'adresses, signalent arrivées et départs, vérifiant les identités des personnes détenues par la milice, accompagnent

réduire toute opposition dès qu'elle se manifeste, pour réprimer la classe ouvrière et la paysannerie quotidiennement.

Mais aujourd'hui, cet appareil, la menace permanente des camps et des hôpitaux psychiatriques, ne parvient plus à étouffer ni le combat des différentes nationalités de l'URSS, ni les luttes de la classe ouvrière. A Moscou, Leningrad, Kiev, Kharkov, Donbass, Dniepropetrovsk, Tbilissi des grèves et des manifestations ont été organisées. L'oppression sans limite que la bourgeoisie soviétique prétend imposer au peuple soviétique des différentes nationalités, à la classe ouvrière, à la paysannerie, notamment en vue de poursuivre sa course effrénée aux armements, se heurte ainsi à un puissant obstacle, au cœur même du territoire de la superpuissance soviétique.

## APRÈS LE IV<sup>e</sup> CONGRÈS DU PTV

# LES PROBLEMES DE L'EDIFICATION SOCIALISTE

● Le 20 décembre, se sont achevés les travaux du 4<sup>e</sup> Congrès du Parti du Travail du Vietnam. C'était le premier Congrès depuis la libération totale du Vietnam et sa réunification.

Le bilan qu'il a dressé est d'abord celui des 16 ans écoulés depuis le précédent Congrès. 16 ans d'une lutte difficile et exemplaire, d'une lutte qui a fait du Vietnam le phare de la lutte anti-impérialiste dans le monde, la preuve éclatante qu'«un pays, si petit soit-il, peut vaincre l'impérialisme».

*«Appliquant le marxisme-léninisme aux conditions spécifiques de notre pays après l'éviction du colonialisme français et l'instauration de la domination impérialiste américaine au Sud, notre Parti a défini une ligne consistant à entreprendre simultanément la Révolution Nationale Démocratique Populaire au Sud et la Révolution Socialiste au Nord». (Rapport de Pham Van Dong, premier secrétaire du Parti). Ces deux tâches sont liées l'une à l'autre de manière très étroite : «Pour libérer le Sud, il faut défendre et édifier le Nord. Et pour défendre et édifier le Nord, il faut vaincre les agresseurs américains dans le Sud».*

Double tâche menée à bien, dirigée par un parti communiste unique qui a dû articuler lutte armée et production, indépendance nationale et socialisme, poursuite de la révolution au Nord et soulèvements populaires au Sud. C'est cette double tâche qui constitue le caractère distinctif de la révolution vietnamienne ; cette victoire montre de la manière la plus claire, qu'à l'époque où l'impérialisme court à sa ruine, les luttes de libération nationale sont partie prenante de la révolution mondiale.

*«Achever pour l'essentiel la transformation socialiste au Sud»*



Victoire sur l'impérialisme. Réunification du pays après 22 ans de division. Création de la République Socialiste du Vietnam, telles sont, depuis mai 1975, les grandes étapes franchies par le Parti du Travail du Vietnam. Là encore, il a fallu mener de front deux tâches : instaurer et consolider le pouvoir révolutionnaire dans l'ensemble du Sud tout en achevant les tâches de la Révolution Nationale Démocratique; au Nord, poursuivre la révolution socialiste. Dans cette double tâche, pèse tout le poids des séquelles de 30 ans de guerre, de 20 ans de colonisation.

Le pays évacué par les Américains en 1975, est un pays où la seule unité qui existe est celle de la nation, d'un peuple qui, pour l'indépendance et la liberté, a fait les plus grands sacrifices. Au Nord, le pays voit enfin cesser la menace constante des bombardements. L'économie est fortement concentrée sur l'effort de guerre, et malgré l'ingéniosité et la détermination du peuple qui va jusqu'à déplacer et édifier sous terre ses usines, les destructions sont grandes.

Au Sud, le peuple qui se libère est un peuple marqué au fer par la dictature d'alors et l'exploitation du plus féroce des impérialismes : des milliers d'habitants mutilés dans les prisons fascistes, soumis au matraquage de la propagande anti-communiste, une société portant les tares du colonialisme.

Le travail pour reconstruire, remodeler le Vietnam et ses hommes est donc immense. Avec la réunification du pays, la première grande condition a été réalisée. Quelles tâches ont été fixées par le Congrès ?

● Edifier et transformer : *« Il faut créer à la fois les nouvelles forces productives et les nouveaux rapports de production, la nouvelle infrastructure économique et la nouvelle superstructure, la nouvelle vie matérielle et la nouvelle vie spirituelle et culturelle. C'est un processus de lutte de classe ardue et complexe entre la bourgeoisie et le prolétariat, entre la voie et la voie socialiste »*. Rapport de Lê Duan. Pour mener à bien cette édification et cette destruction de l'ancien, le PTV définit trois révolutions : *« Révolution dans les rapports de production, révolution scientifique et technique, révolution idéologique et culturelle, avec comme clef de voûte, la révolution scientifique et technique »*. La réalisation de ces tâches posera de nombreux problèmes dans leur réalisation.

● *« Réaliser et développer le droit de maître collectif du peuple travailleur »*, telle est la tâche essentielle de la dictature du prolétariat : prise en mains des tâches politiques, économiques, culturelles, sociales par le peuple, sous la direction de la classe ouvrière.



*La réunification, étape importante pour édifier le socialisme dans tout le pays.*

● Pour la reconstruction économique elle-même, un plan quinquennal a été adopté. Les principaux axes en sont :  
- concentrer au maximum les forces de tout le pays pour donner un nouvel essor dans l'agriculture et l'industrie ; Cette concentration permettra aussi de réduire la petite production.

*« Achever pour l'essentiel la transformation socialiste au sud, consolider et perfectionner les rapports de production socialistes et Nord »*.

Comment réduire l'écart existant entre le Nord et le Sud ? S'agit-il de compter avant tout sur les produits importés ? Pham Van Dong combat nettement ce point de vue : *« Nous avons des possibilités vraiment grandes de produire nous-même ce dont nous avons besoin, d'orienter... en comptant principalement sur nos propres forces pour développer l'économie »*.

Cette transformation du pays, « lutte ardue et complexe entre les deux voies », ne peut être possible si elle n'est l'œuvre des masses, si elle ne résulte pas de leur mobilisation. *« C'est la volonté inébranlable de notre parti, de notre État et de notre peuple. La révolution est toujours l'œuvre des masses. L'œuvre révolutionnaire dans*

*la période à venir requiert la volonté de lutte, les mains et le cerveau des dizaines de millions de travailleurs vietnamiens »*.

Tels sont les principaux axes fixés par le Parti du Travail du Vietnam pour les années à venir. Leur réalisation posera devant le peuple et le Parti de nombreux problèmes : comment le PTV pourra-t-il avancer s'il ne développe pas clairement les liens qu'il établit entre économie et politique ? De même en quels termes se pose la lutte entre les deux voies et les deux lignes dans le cadre de cette édification ? Ces questions laissées dans l'ombre ne manqueront pas de peser sur la réalisation des tâches fixées.

L'appréciation portée sur la situation internationale n'est pas non plus sans problèmes : qu'en est-il du révisionnisme ? Comment peut-on supposer l'existence d'un mouvement communiste international de nos jours, taire le processus qui a conduit l'URSS à la restauration du capitalisme à l'intérieur de ses frontières, et au social-impérialisme ?

Le Vietnam socialiste qui s'édifie devra nécessairement répondre à ces questions que le Vietnam en guerre avait laissées en suspens.

# front rouge

ORGANE CENTRAL  
du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE  
marxiste-léniniste

## **ABONNEZ VOUS À FRONT ROUGE**

---

**POUR LA FRANCE :**

6	MOIS	PLI NORMAL	PLI FERMÉ
1	AN	30 F	50 F
		50 F	100 F

**BP 68 - 75 019 PARIS**  
**CCP 31 191 14 LA SOURCE**

---

### ***DEMANDE DE CONTACT AVEC LE PCRml***

**NOM** .....

**PRÉNOM** .....

**ADRESSE** .....

.....

.....

**ÉCRIRE A FRONT ROUGE**  
**BP 68 - 75019 PARIS**